



## Jeux dangereux dans le Golfe

Le président Saddam Hussein ne s'est jamais illustré par le délicat jeu de ses agissements. On pouvait difficilement attendre de lui que, s'étant basé et maintenu au pouvoir par les armes, il utilise d'autres arguments dans ses différends avec ses voisins. Mais il est allé, ces derniers jours, au-delà de toute attente. Comme un monarque que de trop longs mois de paix auraient plongé dans un mortel ennui, il a décidé de prélever trente mille hommes sur le million de soldats que compte son armée - la plus puissante de toutes celles qu'entretiennent les pays arabes - pour les envoyer sur sa frontière sud.

Deux divisions blindées surarmées font face à un pays, le Koweït, dont la totalité des forces armées ne dépasse pas, en effectifs, le seul contingent que M. Saddam Hussein a dépêché aux confins de l'émirat. Disproportion des forces, victoire assurée. Car, avant même que le moindre coup de feu ait été tiré, le régime irakien a enregistré un succès de taille, au moment où il reproche au Koweït de compromettre les cours du pétrole en dépassant ses quotas de production.

**SUPERBEMENT** orchestrées à la veille d'une réunion de l'OPEP, jeudi 27 juillet à Genève, justement consacrée aux prix et aux quotas, les « fuites » sur les mouvements de troupes irakiennes assurées grâce à des attachés militaires étrangers dont la liberté de mouvement est, d'habitude, quasiment nulle, ont entraîné une augmentation des prix du pétrole. C'était l'objectif ouvertement recherché par Bagdad, submergé de dettes et engagé dans un ambitieux plan de reconstruction. Mais la hausse des cours pétroliers n'est pas la seule raison de cette périlleuse « gestation ».

M. Saddam Hussein, qui n'a pas hésité à accuser le Koweït de lui « voler » du pétrole et d'empiéter sur son territoire, voit certainement là une excellente façon de convaincre l'un de ses principaux bailleurs de fonds, durant sa guerre contre l'Iran, de se montrer généreux et d'« effacer » une ardoise de plusieurs milliards de dollars. Avantage supplémentaire d'une telle démonstration de force : rappeler le Koweït à son ardeur au moment où le petit émirat est engagé dans un processus de normalisation avec l'Iran.

**APPARAISANT** de prime abord comme un « coup de bluff », la démarche irakienne - qui rappelle désagréablement les méthodes utilisées par certains « grands » pour rançonner les « petits » à la sortie de l'école - aggrave le climat déjà tendu de la région. L'Irak constitue désormais ouvertement une menace, non seulement pour Israël, mais pour tous les autres pays arabes, de plus en plus effrayés des ambitions effrénées de M. Saddam Hussein, et de la redoutable puissance sur laquelle elles s'appuient.

Les risques de « dérapage » sont incalculables dans une région qui mérite toujours autant sa réputation de « poudrière ». Le président Mubarak ne s'y est pas trompé, qui s'est engagé dans une difficile médiation. Et la flotte américaine a entrepris - certainement pas par hasard - des « exercices » conjoints avec celle des Émirats arabes unis, également prise à partie par Bagdad.

Lire page 3

« La médiation égyptienne dans le différend Irak-Koweït »  
« Bagdad impose sa loi à l'OPEP réunie à Genève »

M.0147 - 726 0 - 5.00 F



## La rencontre des deux ministres de l'économie

# La France confirme sans l'accroître son soutien financier à l'Algérie

A l'issue de la rencontre entre M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, et son homologue algérien, M. Ghazi Hidouci, le mardi 24 juillet à Paris, la France a décidé de reconduire, sans les élargir, les facilités financières accordées à Alger. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Hidouci exprime sa satisfaction. Il explique les difficultés récentes rencontrées par certaines entreprises françaises par les réformes libérales engagées dans son pays.

## Le plaidoyer de M. Hidouci pour les réformes

Non, « ce n'était pas une rencontre exceptionnelle », insiste M. Ghazi Hidouci. Depuis septembre 1989, date à laquelle il fut nommé ministre de l'économie, il a déjà vu trois fois M. Bérégovoy ; le prochain rendez-vous avec son homologue français a été fixé en septembre. Il s'étonne, presque pour s'en réjouir, que son voyage à Paris ait suscité autant d'échos et ne serait pas loin de penser que l'énorme chahut orchestré, depuis des mois, par les islamistes ait eu, paradoxalement, le mérite de forcer la sympathie de ses interlocuteurs étrangers auxquels il s'est allié « vendre » la nouvelle politique algérienne de réformes économiques, assise sur les lois du marché.

« J'ai rencontré beaucoup de compréhension dans la plupart des pays intéressés, notamment en Italie, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et une même attitude de la part des autorités monétaires et des banques françaises malgré toutes les inquiétudes de ces derniers mois », assure M. Hidouci, cinquante et un ans, qui fut, de 1984 à 1989, directeur du département économique et financier à la présidence de la République.

Résultat concret de sa discussion « rapide et directe » avec M. Bérégovoy : « Nous avons décidé de reconduire, ces jours prochains, l'ensemble des accords signés en 1989 ».

Propos recueillis par  
JACQUES DE BARRIN  
et VÉRONIQUE MAURIS  
Lire la suite page 20

## La faiblesse du dollar

Un atout pour l'économie française page 24

## Les grèves à Air Inter

Des négociations pour tenter de mettre un terme au conflit page 26

## Affaire de Nice :

la municipalité réplique  
Les versements à une intermédiaire n'auraient pas lésé les contribuables page 8

## Crise politique en RDA

Des libéraux ont quitté le gouvernement de M. de Meitzère page 28

## Avignon 90

page 15

## Renaissance du scoutisme

Les effectifs augmentent dans l'Europe de l'Ouest, A l'Est, les scouts sortent de l'ombre page 7

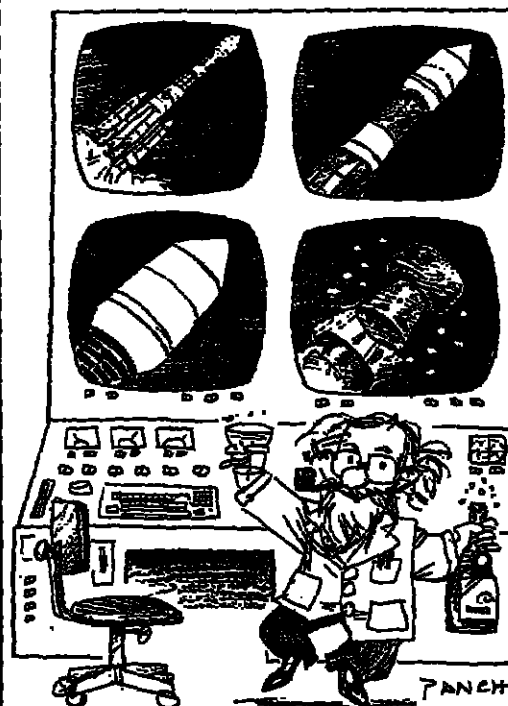
## Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX  
8. - Tempêtes sur Panama

Le sommaire complet se trouve page 26

## Cinq mois après l'échec de sa dernière mission

# La fusée européenne Ariane a renoué avec le succès



KOUROU

de notre envoyé spécial

Pas la moindre anicroche, pas le plus petit retard, une trajectoire parfaite et, vingt-sept minutes et demie après son décollage des savanes de Guyane, juste après la tombée de la nuit, un succès complet pour Ariane.

Premier Guyanais à occuper le poste stratégique de chef de mission pour ce trente-septième vol de la fusée européenne, un natif de Cayenne, Yvan Chénica, a vécu une demi-heure presque paisible. Car toutes les informations qui convergent vers lui n'étaient qu'une litane positive de feux verts, d'une chronologie respectée à la seconde près, de manœuvres réussies.

Séparées d'Yvan Chénica par les vitres de la salle de contrôle Jupiter, les personnalités réunies à Kourou pouvaient, dès

Le trente-septième vol d'Ariane, cinq mois après l'échec du précédent lancement, a vu la fusée européenne renouer avec le succès. Lancée mardi 24 juillet, à 19 h 25 heures locales de Kourou, en Guyane (0 h 25 le 25 juillet à Paris), la fusée Ariane-4 a placé en orbite deux satellites de télévision et de télécommunications, le français TDF2 et l'allemand DFS2 Kopernikus. Un nouveau lancement est prévu dès la fin du mois d'août afin de rattraper une partie du retard pris par le programme commercial.

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a annoncé, à l'occasion de ce vol, le départ prochain d'Arianespace de M. Frédéric d'Allest, président de la société de commercialisation du lanceur européen.

lors, afficher avec lui leur satisfaction. M. Paul Quilès, ministre français des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Friedrich Görtz, secrétaire d'Etat allemand aux télécommunications, et les dirigeants des sociétés clientes ou fournisseurs d'Arianespace ne s'en sont guère privés.

Ce succès, le lanceur européen en avait besoin pour effacer l'erreur humaine qui aboutit, le 23 février, à la perte du lanceur et des deux satellites japonais du vol 36 (le Monde des 11 avril et 4 juillet).

Pour cette reprise, avec ses quatre propulseurs d'appoint à liquide, la version 441, la plus puissante des Ariane-4, emportait 482 tonnes au décollage et beaucoup d'espoir. Dans l'espace ne restent plus que les quatre tonnes de la charge utile.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
Lire la suite page 7

# Perestroïka électorale en Mongolie

Le Parti communiste a ménagé une légère ouverture vers le pluralisme mais est assuré de garder le pouvoir

KHUIJIT  
(Mongolie)

de notre envoyé spécial

Il pleut à verse sur ce fond de vallée du centre de la Mongolie jadis d'obédience soviétique, mais la foule des éleveurs n'en a cure. Aujourd'hui, en cette mi-juillet, c'est doublement la fête : course de chevaux et rassemblement électoral, la tradition et le début de modernisme démocratique, en prélude au premier scrutin « libre » à se tenir dans la patrie de Gengis Khan.

alentour, l'œil n'aperçoit, pour toute manifestation du vingtième siècle, que les motos qui, pour certains, ont remplacé le cheval, et la Volga transportant quelques « huiles » locales. Le village de ger (yourtes mongoles) est toujours là. Les troupes paissent à flanc de colline en attendant la prochaine migration.

Pendant que les adultes écoutent les orateurs, les gamins, crasseux mais en vêtements et chapeau de fête, caracolent à cheval, cherchant à déséquilibrer le copain, avant la course. Quand leur tour viendra d'attirer les regards, ils tourneront en rond en poussant de longs cris destinés à ranter les habitants de la vallée, puis se rendront au pas sur la ligne de départ,

à 16 kilomètres de là, avant de revenir au grand galop pour la compétition proprement dite. A cru, évidemment, sans érier et en chaussettes : ils font du cheval comme nos moutons font du tricycle.

Réunion tiercé-politique ? La comparaison n'effleure l'esprit qu'un instant. Rien à voir ni avec le prix de l'Arc de triomphe, ni avec une campagne à l'occidentale. Écoutez Madame la Doctresse, candidate du Parti communiste au pouvoir comme ses deux autres concurrents en lice pour le siège de député de ce sous-district

essentiellement voué à l'élevage du mouton et des bovins : « Je tenterai d'améliorer la situation des femmes, d'obtenir des congés de maternité, une réévaluation du revenu de la femme. Je réclamerai vingt-six jours de congés payés annuels au lieu de vingt-quatre. »

Jusque-là, les promesses électorales ressemblent à d'autres, hormis leur caractère parfois inattendu devant un auditoire d'éleveurs : « Il faut tenter d'introduire la semaine de cinq jours. »

FRANCIS DERON  
Lire la suite page 5

## Le « coup de balai » au comité central du PC soviétique

L'analyse de la composition du comité central du PC soviétique élu au vingt-huitième congrès confirme que son renouvellement a été le plus important de toute l'histoire de l'URSS, y compris pendant les grandes purges des années 30. M. Gorbatchev devient l'un de ses plus anciens membres, parmi les dix seuls survivants du dernier comité central « brejnévien » de 1981. La part des ministres et des militaires a été sensiblement réduite, au profit de l'appareil local du parti et des responsables des nouveaux Parlements.

Lire page 4 l'article de MICHEL TATU

501 من الاموال

هكذا من الاجل

12

2 Le Monde • Jeudi 26 juillet 1990 •

# Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

**Scandale pour un canal. Il faut de l'argent pour percer l'isthme de Panama, beaucoup trop. La corruption de politiciens fripons salit la République. Banqueroutes, suicides, fuites : des « arrosés » par dizaines, mais un seul condamné. Tous pourris ?**

**L**e glaive de la justice semble un peu émoussé à la fin de l'hiver de 1893. Le 20 mars, la cour d'assises de la Seine a rendu son verdict dans le procès en corruption de fonctionnaires et de parlementaires que des magistrats aux ordres, des élus aux abois et des financiers suspects auraient tant voulu éviter. Un seul condamné pour l'exemple, auquel on ne fait pas de cadeau et qui moisira cinq ans dans sa prison : ce pelé, ce galeux de Baihaut, l'ancien ministre des travaux publics du cabinet Freycinet, qui avait tant espéré encaisser un million tout rond de la Compagnie de Panama (il n'a reçu, hélas, que 375 000 francs, ses commanditaires s'étant évanouis dans l'entrefaite).

Pourquoi ? Pour prix d'un coup de ponce officiel au dossier soumis à la Chambre et autorisant « Panama » à lancer sur le marché pour 720 millions d'obligations à lots, c'est-à-dire remboursables par tirage au sort, en violation de la loi de 1836 qui interdisait toute loterie en la matière. Baihaut n'a commis qu'une faute : avouer qu'il avait « touché » lui aussi, qu'il était bien un « chèque », un des 104 parlementaires arrosés. Des comparses traînés aux assises ? Il s'en trouva fort peu, et ils eurent droit à de larges cir-

Le prix de cette location de guichets et de services, qui équivalait au passage à une caution morale des titres ainsi placés, était habituellement de 1,5 à 2 %. Mais les hommes du Panama couraient trop après les capitaux pour pouvoir marchander : les banques les tenaient ; elles firent ce beau coup sans scrupules, en bonne logique de l'argent facile et de l'esprit d'entreprise. Et nul ne le leur reprocha, dans une France où les opportunistes, souvent eux-mêmes « députés d'affaires », encaissaient la liberté du profit, et où rentiers et spéculateurs fondaient sur les titres comme des mouches sur le miel.

Panama aux abois ? C'est trop peu dire. L'affaire du percement de l'isthme américain, montée de l'été 1879 au printemps 1881 par Lesseps père et fils, a tourné court. On a certes expliqué doctement à 6 000 actionnaires enthousiastes entassés au Cirque d'hiver le 31 janvier 1881 (ils sont 100 000 en fait, se frottant déjà les mains dans leurs chefs-lieux de cantons), que prévoir 600 millions pour les travaux était suffisant, alors qu'un congrès d'experts avait recommandé de constituer un capital de 1 200 millions au bas mot. Depuis, là-bas, tout pérorait : ouvriers et ingénieurs du chantier meurent de la fièvre jaune ; on s'obstine à creuser un canal à niveau dans les roches, plus dures que prévu, des collines de la Culebra, avant de confier à Eiffel le soin de prévoir le canal à déblais que Lesseps avait refusé ; on a mis sur 73 millions de mètres cubes de terrassement, mais les Américains qui prendront la relève en auront déblayé 259 millions pour ouvrir le canal en 1914 : il a fallu racheter très cher en catastrophe une Panama Railroad Company qu'on avait mal repérée sur la carte, et dont le tracé du canal fantôme recoupait les voies et les concessions. Bref, un désastre, malgré l'optimisme de Lesseps père et fils, qui annoncent la fin des travaux pour 1890.



constances atténuantes : parmi eux, cinq députés furent même acquittés. D'autres ont en fuite, morts ou « suicidés ».

Le second accusé de marque du 20 mars, Charles de Lesseps, le fils du héros du canal de Suez qui s'est brisé les dents sur l'isthme de Panama, est déclaré solidaire des 1 025 000 francs d'amendes et d'indemnités infligés à l'ex-ministre : pour échapper au fisc, il s'enfuit en Angleterre. Papa Ferdinand, gâteux, condamné lui aussi, s'éteint quelques mois plus tard sans avoir rien compris. Les Français, d'ailleurs, ne lui en tiennent pas rigueur : ils réservent tout leur mépris à la trépanation des parlementaires pris la main dans le sac.

Les deux Lesseps avaient au reste déjà été condamnés à cinq ans de prison par la cour d'appel, le 9 février, pour escroquerie et abus de confiance, lors du procès financier de Panama. A leurs côtés, Gustave Eiffel, l'homme de la Tour qui avait prêté son nom aux opérations les plus scabreuses, écopait de deux ans. Mais la Cour de cassation s'était empressée d'annuler l'arrêt de condamnation des trois compères, sans renvoi, le 15 juin 1893. C'est dire que la justice, déjà si lentement ébranlée, s'était alignée promptement sur les opportunistes aux abois, effrayés à l'idée de retourner devant les électeurs pour les législatives d'août. Comme eux, elle n'avait plus qu'une hâte : passer l'éponge sur ce scandale qui tenait le pays en haleine depuis trop longtemps.

Comme le montrera bien plus tard Jean Bouvier, il y eut en fait deux scandales de Panama, le financier puis le politique. Le premier tient en un chiffre : ces 5,67 % nets, pour paiement des frais d'émission et des commissions, encaissés cash par un syndicat de banques de dépôts (le Crédit lyonnais, notamment, eut un bel appétit) et de banquiers pleins d'entregent sur toutes les actions et les obligations de la Compagnie qu'il avait placées chez les épargnants. Comme si, note Jean Bouvier, « jusqu'en 1914, tout notre système bancaire, tout en multipliant ses crédits à l'économie, [devenait] de plus en plus un magasin à succursales multiples vendant « du titre » à la clientèle ».

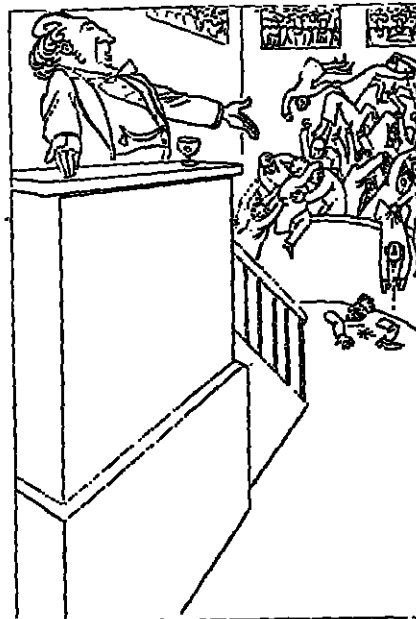
**E**n janvier 1888, ils n'ont plus que 110 millions en caisse. Ils veulent forcer la chance en lançant un emprunt de 720 millions, avec, pour appâter le gogo, ces lots qu'on accroche aux obligations comme jambons ou poupées dans les baraques foraines. Hélas, il leur faut au préalable obtenir le vote par les députés d'une loi dérogatoire qui couvrirait cette bonne affaire. Ce fut fait le 8 juin 1888. Un nouveau syndicat bancaire est constitué, qui rafferma ses habituels 5,67 %. Mais l'émission est un échec : le public, alarmé par la stagnation des travaux, n'apporte que 254 millions frais.

Le 4 février 1889, le tribunal civil de la Seine doit mettre en liquidation la Compagnie de Panama. Quelque

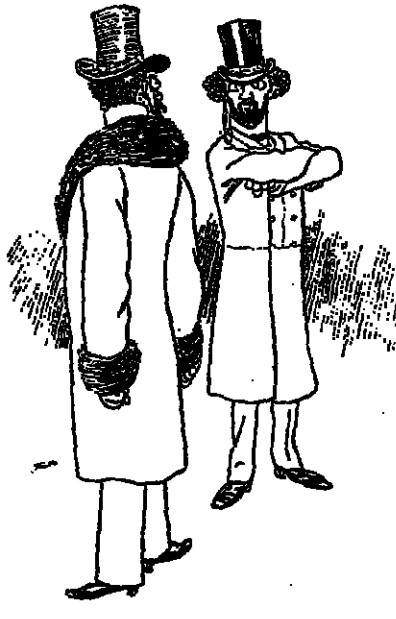


85 000 braves Français qui ont acheté du Panama sont donc cocus. Et mécontents : les plaintes commencent à affluer au parquet. Des experts-comptables désignés par le liquidateur vont fouiller les registres. Ils laisseront de côté les 11 millions empochés par le syndicat bancaire. Mais ils tombent en arrêt sur d'étranges listes de particuliers qui ont beaucoup touché pour le lancement de chaque emprunt de la Compagnie. Le scandale politique et moral est étalé là, noir sur blanc.

Il ne fallut pas compter sur le procureur général Quesnay de Beaurepaire pour le faire éclater. Chacun savait que des députés et des sénateurs du commun, des ministres intègres et des



Nous avons touché.  
(Approbation sur tous les bancs.)



Vous avez touché.



Ils ont touché.  
(Réflexion d'un Actionnaire.)

## 8. Tempêtes sur Panama

excellences décorées avaient gentiment émargé ; que des courtiers marrons de la Compagnie et du syndicat, tous juifs ou presque, un Lévy-Crémieux, un baron Jacques de Reinach, un Cornélius Herz, un Arton, avaient multiplié leurs bons offices (Reinach, à lui seul, a empoché 9 millions) pour aider des hommes d'influences, des élus, des journalistes, à convaincre leurs lecteurs, leurs électeurs ou leurs obligés d'acheter du Panama.

Parlementaires maîtres de leurs feuilles de sous-préfecture, boursicoteurs des coulisses qui vendent des tuyaux, agents de change fins connaisseurs de la place, besogneux directeurs de bulletins financiers confidentiels, grosses potiches académiques des lettres et des arts, pieux responsables d'œuvres diocésaines, patrons de la grande presse (le *Petit Journal* est le moins bien servi, avec 15 000 malheureux francs) ou même vertueux socialistes ennemis du capital, tous ont été arrosés. Comment l'admettre, et pourquoi le dire, quand Boulanger bouscule le jeu de quilles et que la tension sociale monte, de Fourmies à Carmaux ?

M. de Beaurepaire, chargé d'un dossier si brûlant, fit donc ordonner une enquête « officieuse », se refusa à toute précipitation criminelle, temporisa assez pour imposer une prescription de tous les délits antérieurs au fatidique 8 juin 1888. Il fallut attendre ainsi plus de deux ans avant que, les plaintes se multipliant et les boulangistes interpellant à répétition, ce procureur paisible fit ouvrir une instruction officielle sur ces messieurs de la Compagnie. De souterrain, le scandale devient judiciaire. Puis, d'un coup, il est public : à partir du 3 septembre 1892, la *Libre Parole* de Drumont sonne l'alarme.

Puisque les opportunistes compromettent le silence, il était logique que les milieux boulangistes, nationalistes et antisémites aient cru tenir leur revanche en exigeant des explications franches. Adrien Danette, le premier historien de l'affaire, a bien résumé la situation à la veille de l'affrontement : « Une opposition forcée qui n'atteint la majorité que pour atteindre la majorité, une majorité trop compromise pour demeurer en reste de vertueuse démagogie, des ministres qui s'efforcent d'éviter une « histoire » en gagnant du temps ; voilà ce qu'était Panama dans la politique française ». Drumont décrira la campagne en 1896 dans un opuscule significativement intitulé *De l'or, de la boue et du sang*.

Ce furent d'abord, en rafales tout au long de septembre dans la *Libre Parole*, les révélations d'un banquier de province qui signalait « Micros » sur les tripotages de ministres et de députés qui changèrent le sens de leur vote en quelques heures, sur les palinodies de journalistes modérant soudain leurs critiques sur la conduite des travaux dans l'isthme. Tandis que la justice incalculait, des listes de « chèque » présumés circulaient. La vertu s'étant mise subitement à briller d'un vif éclat dans les milieux parlementaires, Caran d'Ache croquera les plus pittoresques cas de figure de la remise du précieux chèque dans l'*Illustration* du 12 octobre : au fond d'une alcôve, en wagon de chemin de fer, à la suite d'une erreur de vestiaire ou dans le cabinet de consultation du médecin de famille.

Puis, en novembre, la *Cocarde* de

Barrès accuse carrément Floquet, le président de la Chambre, d'avoir reçu 300 000 francs ; elle dénonce le président du conseil Emile Loubet pour entraves à la bonne marche de la justice, accable Reinach et affirme que la *Justice* de Clemenceau-le-bretteur était largement commanditée par Herz. Et, brusquement, tout s'accroît. Dans la nuit du 19 au 20 novembre, le baron de Reinach meurt chez lui, rue Murillo : suicide ou congestion cérébrale ? Le 20, Herz décampe vers Londres. Le 21, le boulangiste Delahaye arrache à la Chambre, dans un tumulte révélateur, la désignation d'une commission d'enquête parlementaire. Le 30, le banquier

temps. Quelques boucs émissaires ont été désignés. Puis l'on passe aux affaires courantes.

Le scandale aura en février et mars les suites judiciaires que l'on sait, assorties d'autres procès assez pitoyables jusqu'en 1898. Mais l'extrême agitation qui a saisi le pays de l'automne 1892 au printemps 1893 laisse des traces durables. Une jeune génération de politiciens non compromis va prendre peu à peu la relève, celle de Deschanel, de Poincaré et de Barthou. Les oppositions, celle des socialistes surtout, vont encaisser les voix d'électeurs écœurés par l'opportunisme des « ché-



Les mille et une manières de toucher son chèque, vues par Caran d'Ache.

Thierry remet à celle-ci vingt-six talons de chèques datés de juillet 1888 et distribués au Palais-Bourbon. Le 6 décembre, Quesnay de Beaurepaire et Loubet démissionnent sous les huées. Puis rendez-vous est pris pour le 20 décembre à la Chambre, à la séance où il faudra bien voter la levée de l'immunité parlementaire des cinq collègues inculpés, dont le ministre Rouvier.

**C**e soir-là, raconte Barrès dans *Leurs figures*, « à cinq heures on crut entendre les trois coups au rideau pour l'ouverture d'un drame que tout le monde annonçait sans connaître les collaborateurs ni le scénario. Les élus se pressèrent à leurs bancs, quelques-uns avaient bu pour mieux soutenir le choc ». Rouvier ouvre le bal en protestant de son innocence, « devant une majorité devenue de bois », par un discours qui « fit le bruit d'une masse pesante qui tombe ». Sept heures plus tard, la levée de l'immunité était votée pour les cinq larrons.

C'est alors que Déroutède « va débuts, pousser du torril dans l'arène l'animal le plus fier de tout le pâturage parlementaire, le petit taureau au large poitrail, au mufle carré, celui qui épouvante les meilleurs « espadas », M. Clemenceau ». Le poète patriote affirme ne craindre ni l'épée, ni le pistolet (un duel, de fait, suivra l'empoignade de la tribune), ni la langue de l'obligé du « petit juif allemand » Herz : il l'exécute promptement. Mais sans avoir les oreilles et la queue. Clemenceau, « la figure verte », riposte en accusant à son tour Déroutède de mensonge. Au terme de cette désastreuse journée, Rouvier et Clemenceau sont out, et pour long-

guards ». Le régime républicain a connu et connaît bien d'autres scandales financiers : il survivra à celui-ci. La confiance de l'épargne sera demain utilement sollicitée pour d'aussi belles causes. La misérable aventure, pourtant, a installé dans la conscience française un cri de dégoût : « Tous pourris ! ». Avec sa suite logique : « Tous bien décidés, toujours, à s'annihiler eux-mêmes ! ». Un populisme déjà mis en selle par Boulanger va en faire son cri de ralliement. L'anticapitalisme, l'anticapitalisme et l'antisémitisme ont incontestablement forcé dans les tempêtes de Panama. Leurs vagues n'ont pas fini d'agiter la vie politique.

### Prochain épisode Bons baisers de Russie

#### Sur France-Culture

De lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».  
• Mercredi 25 juillet : Tempêtes sur Panama.  
• Jeudi 26 juillet : Bons baisers de Russie.

#### Pour en savoir plus

► *Leurs figures*, de Maurice Barrès, Plon, 1901, et Le Livre de Poche.  
► *Les deux scandales de Panama* de Jean Bouvier, Gallimard, 1964.  
► *Les Affaires de Panama*, d'Adrien Danette, Perrin, 1934.



## Le différend entre l'Irak et le Koweït et la médiation égyptienne

L'Irak et le Koweït ont laissé entendre au président égyptien Hosni Moubarak qu'ils souhaitent résoudre pacifiquement leur contentieux, a déclaré mercredi 25 juillet un proche collaborateur du président. Le président Moubarak qui a effectué, mardi, une mission de médiation à Bagdad, à Koweït et à Riyad, aurait proposé la tenue d'un sommet quadripartite (Irak,

Koweït, Arabie saoudite et Égypte) en vue de régler le différend irako-koweïtien. Selon la radio égyptienne, l'Irak a accepté le principe d'une telle réunion. Bagdad avait auparavant rejeté la demande koweïtienne de création – au sein de la Ligue arabe – d'une commission pour le règlement de la querelle portant sur le tracé de la frontière entre les deux pays. Selon

les irakiens, « les différends frontaliers entre pays arabes doivent être réglés par les pays concernés et non par des commissions formées par d'autres pays arabes ». A Genève, la conférence semestrielle de l'OPEP devait s'ouvrir jeudi avec, pour toile de fond, la menace de ce conflit qui a trait aussi au pétrole et qui risque d'embraser toute la région du Golfe.

## Bagdad impose sa loi à l'OPEP

Quatorze dollars le baril le 11 juillet. Près de 20 dollars aujourd'hui. Avec un coup de pouce sur la table et quelques bruits de bottes bien orchestrés, l'Irak, en moins de dix jours, a obtenu ce que des semaines de négociations tortueuses au sein de l'OPEP n'avaient pas su faire : remonter rapidement les cours du pétrole au-delà du prix officiel de 18 dollars, et engager des discussions sérieuses sur son relèvement de 18 à 20 dollars.

La conférence de l'OPEP qui s'ouvre jeudi 26 juillet à Genève arrêtera-t-elle l'escalade engagée depuis deux semaines entre l'Irak et le Koweït, qui par effet de contagion met en ébullition toute la région ? Ou risque-t-elle d'exacerber encore les tensions ?

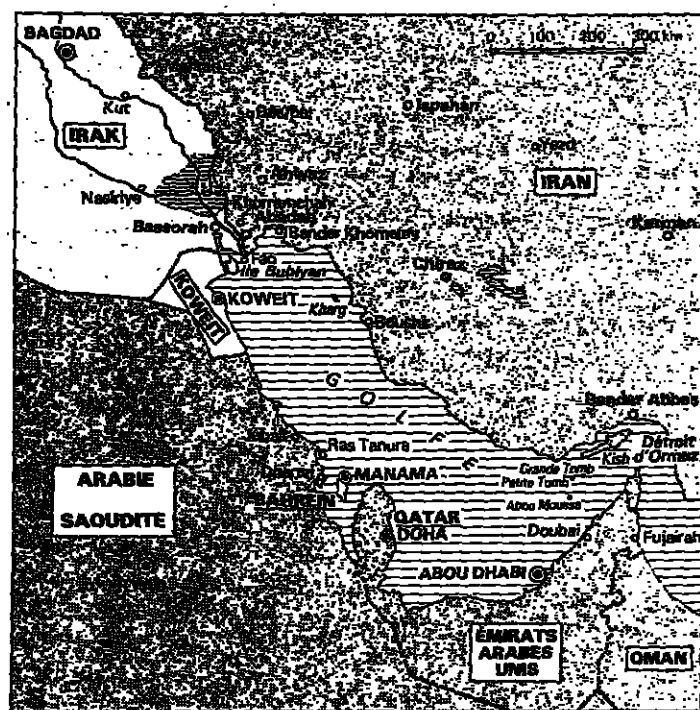
Au-delà des enjeux purement pétroliers, c'est bien une bataille politique qui agite le cartel en cet été 1990. A la clé, une question : qui contrôle réellement toute la région ? Les États pétroliers comme l'Arabie saoudite, et dans son sillage le Koweït, les Émirats arabes unis et le Qatar ? Ou les puissances militaires comme l'Irak ou l'Iran ?

Les premiers détenteurs aujourd'hui comme depuis sept ans les clés du marché pétrolier : ils sont les seuls à avoir les capacités et la souplesse nécessaires pour adapter – à la hausse ou à la baisse – leur production à la demande et orienter ainsi les prix de l'or noir. Ce faisant, ils « tiennent » les puissances voisines par les revenus financiers, puisque ceux-ci, produisant au maximum de leurs capacités, dépendent complètement des cours du brut et du dollar.

## Une arme depuis 1986

Les riches monarchies pétrolières du Golfe ne se sont pas privées d'utiliser cette arme en 1986 pour couper les vivres à l'Iran et l'amener à la raison. Depuis la fin de la guerre du Golfe, ils gèrent les cours du brut de façon à ce qu'ils restent dans une zone de prix modérés, voisins de 18 dollars le baril : suffisants pour permettre à la majorité des producteurs de survivre, mais pas trop élevés afin de ne pas décourager la demande et accroissement de maintenir la pression sur l'Irak et l'Iran.

C'est cette stratégie que Bagdad a



voulu casser en maniant la menace directe. Longtemps absorbé par la guerre et dépendant totalement de ses riches alliés sur le plan financier et pétrolier, l'Irak, jusqu'à l'an dernier, était resté sur la réserve à l'OPEP, suivant docilement le clan de l'Arabie saoudite, opposé traditionnellement à l'Iran.

Depuis le début de l'année, son attitude a changé. De plus en plus gâté financièrement, Bagdad a d'abord clairement fait comprendre qu'il soutenait une politique de prix élevés. Puis, exaspéré par la chute prolongée des cours, il est passé à l'offensive pour reprendre les choses en main.

Il est vrai que la chute des cours de près de 30 % depuis le mois de mars était parfaitement artificielle. Rien dans les données fondamentales du marché n'expliquait cette faiblesse, sinon l'indiscipline caractéristique de deux États : le Koweït et les Émirats arabes unis.

Rompant avec sa brutalité habituelle la diplomatie douce mise en

œuvre par l'Arabie saoudite, Saddam Hussein, a mis en accusation, le 17 juillet, le Koweït et les Émirats arabes unis, les menaçant de représailles directes s'ils ne se conformaient pas à la discipline.

## Le fragile accord de Djeddah

Et il a fait la preuve de son efficacité. Quelques jours auparavant, l'Arabie saoudite avait organisé à Djeddah une réunion au cours de laquelle les États du Golfe s'étaient engagés à respecter leurs engagements. Dans le cadre d'un plafond de production de l'OPEP maintenu à 22,5 millions de barils/jour pour le troisième trimestre, le Koweït et les Émirats acceptaient un quota de 1,5 million de barils/jour chacun, inférieur d'un quart environ à leur production précédente.

Mais cette décision, qui anticipait la conférence de l'OPEP à Genève le 26 juillet, n'avait que modérément rassuré le marché. Depuis deux ans,

les deux indisciplinés avaient souvent pris des engagements formels sans jamais s'y tenir. De plus, l'accord de Djeddah n'était a priori valable que pour trois mois, les producteurs devant revoir en octobre leur dispositif.

L'accord de Djeddah laissait au mieux prévoir un arrêt de la dégradation, provisoire et d'autant plus fragile qu'il dépendait une fois de plus du bon vouloir du Koweït et des Émirats. Les cours, tombés au plus bas, allaient certes se raffermir, mais il y avait peu de chances qu'ils retrouvent rapidement l'objectif officiel de 18 dollars, encore moins qu'ils le dépassent, permettant au cartel d'envisager un relèvement de ce prix cible.

L'intervention musclée de l'Irak a changé fondamentalement la situation. Le marché, inquiet des risques de conflit armé, mais aussi rassuré sur la discipline à venir du cartel, s'est totalement retourné. Et l'Irak arrive à l'OPEP avec une position d'autant plus forte que le redressement des cours est approuvé par la quasi-totalité des pays membres, y compris l'Iran.

Au cours d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie irakienne a seulement indiqué que les entretiens avaient permis d'examiner « la possibilité d'une initiative européenne qui aiderait à la reprise du dialogue arabo-palestinien ». L'OPEP a déjà maintes fois affirmé qu'elle n'est pas responsable de l'opération du 30 mai sur les côtes israéliennes.

Un objectif crédible si le cartel adopte un plafond de production non plus temporaire et révisable dans trois mois, mais maintenu en permanence jusqu'à ce que le prix cible soit atteint. C'est sans aucun doute ce que veut obtenir l'Irak. Sera-t-il suivi sans arrière-pensée ? C'est toute la question. Car si Bagdad a pris les moyens de rétablir la discipline, il a ce faisant renforcé les inéquités de ses voisins, lesquels en fin de compte les clés du marché.

« Le seul risque est que l'Irak pousse la barre trop loin », reconnaît M. Noureddine Alt Laoussine, analyste pétrolier et ancien directeur de la Sonatrach algérienne.

VERONIQUE MAURUS

## La rencontre entre M. Arafat et la « troïka » de la CEE

## L'Europe pourrait aider à renouer le dialogue arabo-palestinien

La visite de quelques heures que la « troïka » a effectuée, mardi 24 juillet, à Tunis, après une étape en Israël, n'aura répondu qu'en partie à l'attente des dirigeants palestiniens malgré l'éventualité d'une médiation européenne pour favoriser la reprise du dialogue entre l'OLP et les États-Unis.

## TUNIS

de notre correspondant

M. Yasser Arafat espérait très certainement un engagement plus précis de la CEE pour débloquer le processus de paix au Proche-Orient que les assurances plutôt formelles qui lui ont été données par les ministres israéliens, irlandais et luxembourgeois des affaires étrangères, MM. Gianni de Michelis, Gerry Collins et Jack Poos.

Le président de l'OLP a dû être quelque peu irrité lorsque ses interlocuteurs lui ont recommandé de prendre davantage en considération les conditions posées par Washington pour une reprise du dialogue arabo-palestinien. Le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a d'ailleurs répondu indirectement à ce conseil en déclarant par la suite devant les journalistes : « Si terrorisme il y a, c'est celui qui consiste en l'occupation de territoires palestiniens. Et l'OLP a déjà maintes fois affirmé qu'elle n'est pas responsable de l'opération du 30 mai sur les côtes israéliennes ».

Au cours d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie irakienne a seulement indiqué que les entretiens avaient permis d'examiner « la possibilité d'une initiative européenne qui aiderait à la reprise du dialogue arabo-palestinien ». L'OPEP a déjà maintes fois affirmé qu'elle n'est pas responsable de l'opération du 30 mai sur les côtes israéliennes.

Interrogé sur ses entretiens à Jérusalem, M. de Michelis s'est montré très discret, se contentant d'évoquer « la divergence » relative au refus du premier ministre, M. Itzhak Shamir, de toute participation de l'OLP au processus de paix. « Or, pour l'Eu-

rope, a-t-il déclaré, il ne peut y avoir de processus de paix sans l'OLP. » Le ministre italien a également exprimé les préoccupations européennes quant à la situation dans les territoires occupés et aux violations des droits de l'homme. A propos de l'émigration des juifs soviétiques, source d'une inquiétude grandissante pour les Palestiniens, il a précisé que les pays arabes étaient disposés « à prendre en considération » les démarches d'émigrants qui leur seraient transmises mais « dans le cadre des réglementations intérieures de chacun d'entre eux ». C'est la deuxième fois en moins d'un an que la troïka européenne rencontrait M. Arafat à Tunis. En novembre dernier, les entretiens avaient paru plus directs et surtout plus sereins. Il est vrai que l'heure était alors au plan Baker pour un dialogue arabo-palestinien dont la perspective, depuis, s'est bien estompée.

MICHEL DEURÉ

## LIBAN

## Le Hezbollah repousse un nouvel assaut d'Amal

Les miliciens du Hezbollah libanais ont repoussé, mardi 6 juillet, une nouvelle offensive de leurs rivaux chiites d'Amal soutenus par la Syrie sur le village de Jarjouh au Liban du Sud. De source proche des services de sécurité, on précise que les combats ont fait vingt-trois morts et cinquante-cinq blessés ce qui fait passer le bilan des combats à cent vingt-neuf morts et deux cent quarante-cinq blessés depuis que le Hezbollah s'est emparé de ce village, il y a neuf jours.

Environ trois cents miliciens d'Amal avaient lancé dès l'aube une offensive sur Jarjouh et avaient péniblement progressé de deux cents mètres au sud du village. Les deux cent cinquante combattants du Hezbollah ont défendu pied à pied leurs positions et ont fini, après des combats au corps à corps, par repousser leurs assaillants.

Jarjouh occupe une position stratégique à deux kilomètres de la zone de sécurité créée par Israël dans le sud du Liban et constitue la base de départ des actions du Hezbollah contre l'armée israélienne. « Nous sommes déterminés à reprendre Jarjouh à tout prix », a déclaré un commandant d'Amal malgré le nouveau revers. — (Reuters.)

## REPÈRES

## ALGÉRIE

## M. Madani reçu par le roi du Maroc

M. Abassi Madani, le président du Front islamique du salut (FIS), a quitté de « bénéfique » sa première rencontre avec le roi Hassan II du Maroc, mardi 24 juillet à Alger. Cette rencontre « exprime les aspirations de notre Oumma (nation) pour parvenir à la réalisation de son unité et à la complémentarité de ses efforts, pour concrétiser ses espoirs et surmonter ses malheurs », a-t-il déclaré à l'issue de cet entretien qui a eu lieu à la demande du souverain algérien.

Le roi du Maroc a aussi reçu les représentants des principaux partis politiques. M. Hocine An Ahmed, le chef du Front des forces socialistes (FFS), a assuré « le monarque du pays frère de [sa] volonté personnelle et de celle de [son] parti d'œuvrer pour le succès de la construction maghrébine, construction que nous souhaitons fondée sur le respect des droits de l'homme ». De son côté, M. Saïd Sadi, le chef du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), a estimé qu'« il était nécessaire que des partis appartenant des sensibilités politiques différentes puissent être impliqués dans la construction maghrébine ». — (AFP.)

□ M. Léotard : la montée de l'intégrisme en Algérie est « une menace terrible pour la France ». — M. François Léotard, président du Parti républicain, a estimé, mardi 24 juillet sur Europe 1, que la montée de l'intégrisme en Algérie représentait pour la France la menace la plus grave du moment.

Pour M. Léotard, « l'intégrisme en Algérie est une menace terrible pour la France parce qu'il peut porter sur la communauté musulmane en France, parce qu'il est à nos portes, à une heure de Marseille, parce qu'il engendrera un exode ».

De son côté, à l'occasion de la venue à Paris du ministre algérien de l'économie, M. Yvette Roudy, secrétaire nationale du PS chargée des droits de la femme, a demandé, mardi 24 juillet, que l'aide financière de la France à l'Algérie soit soumise « au respect absolu par le gouvernement algérien des droits de la femme, singulièrement bafoués depuis l'instauration en 1984 d'un nouveau code de la famille ». M. Roudy a dénoncé également « l'ordre moral, contrôlé par le Front islamique de salut, qui se met en place depuis les élections municipales du 12 juin ».

## CHILI

## Découverte d'un nouveau charnier

Un nouveau charnier contenant de nombreux cadavres, vraisemblablement ceux de prisonniers politiques fusillés sous le régime militaire du général Augusto Pinochet, a été découvert au nord du Chili, a annoncé le ministre de l'intérieur, mardi 24 juillet, à Santiago. Ce charnier se trouve dans le désert d'Antofagasta, près de l'oasis de Calama, à 1 250 km au nord de la capitale, a indiqué un responsable du ministère, M. Belisario Velasco. « Il y a de nombreux restes humains, dont l'origine n'a pour le moment pu être déterminée », a déclaré M. Velasco, précisant que les cadavres avaient été « apparemment déshiquetés à l'aide d'explosifs ».

## GRANDE-BRETAGNE

## Accord entre M. Scargill et le Syndicat des mineurs

Un accord est intervenu, mercredi 25 juillet, à Paris, entre le président de l'Organisation internationale des mineurs (OIM), M. Arthur Scargill, et son secrétaire général, M. Alain Simon, d'une part, et le comité exécutif du syndicat national des mineurs britanniques (NUM), d'autre part, dans le différend financier qui les oppose (le Monde du 21 juillet).

Après plus de sept heures de discussions dans un hôtel de l'aéroport de Roissy, les deux délégations ont rendu public un communiqué commun, dans lequel elles indiquent « être parvenues à une formule qui devrait permettre au NUM et à l'OIM de résoudre tout différend pouvant exister entre elles ». « C'est un règlement pacifique de l'affaire », a commenté M. Simon.

On laissait entendre au sein des deux délégations que les procédures judiciaires engagées allaient être arrêtées.

Le comité exécutif du NUM avait tenté une action en justice contre la direction de l'OIM afin de recouvrer plus de 1 million de livres (10 millions de francs) qui, selon lui, avaient été versées en 1984 par les mineurs soviétiques au profit de leurs collègues britanniques en grève, dont le NUM affirme n'avoir jamais profitées. — (AFP.)

## LIBERIA

## Bombardement du palais présidentiel

Des rebelles ont bombardé depuis une canonnière, mardi 24 juillet à l'aube, le palais-forteresse où le président Samuel Doe est retranché avec ses derniers fidèles. Le vaisseau, qui s'était approché dans l'obscurité, a tiré au moins six salves contre la résidence présidentielle.

Alors que les rebelles ont atteint le centre de la capitale le président Doe a encore fait savoir au corps diplomatique qu'il allait se battre jusqu'à la fin. Retraqué dans son appartement du cinquième étage du palais présidentiel, il n'a plus fait d'apparition publique depuis deux semaines.

Neuf cadavres d'hommes, pour la plupart dévêtus, ont été trouvés mardi sur une plage proche du quartier des ambassades. D'autres corps étaient dispersés dans le secteur. Des témoins ont raconté que des soldats avaient amené les victimes pendant la nuit pour les exécuter sur place.

D'autres soldats ont tenté de raser lundi la zone portuaire et industrielle de l'île de Bushrod, tombée aux mains des rebelles, en la bombardant avec un orgue de Staline, d'après des diplomates en poste à Abidjan. L'île de Bushrod semble avoir été prise par un groupe rebelle dissident emmené par Prince Johnson, un ancien adjoint de Charles Taylor, chef du FNPL.

Selon des diplomates, M. Doe est gardé en otage par ses propres soldats qui redoutent d'être massacrés par les rebelles. — (Reuters.)

## UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE



هذا من الاجل

هكذا من الامل

## EUROPE

### URSS

## Le nouveau « pacte fédéral » est mis en chantier

Moscou a décidé de s'atteler pour de bon à la révision des rapports entre le centre et les Républiques de l'URSS, réclamée avec une insistance croissante depuis deux ans par de plus en plus de Soviétiques.

MOSCOU

de notre correspondant

Il était temps, mais rien n'indiquait pour l'instant si les vastes discussions qui vont s'engager entre le Kremlin et les diffé-

rentes Républiques aboutiront. Les aspirations nationales en URSS sont déjà très diverses. Certaines Républiques, en Asie centrale notamment, sont attachées au maintien de relations solides avec Moscou, alors que d'autres regardent déjà vers le large et préfèrent des discussions purement bilatérales entre Républiques...

M. Grigori Revenko, un Ukrainien membre du conseil présidentiel, a exposé mardi 24 juillet devant la presse les lignes principales retenues par

M. Gorbatchev et ses conseillers, après la réunion conjointe du conseil présidentiel et du conseil de la Fédération de vendredi dernier. Rappelant que ce nouveau pacte fédéral est lié à l'instauration de l'économie de marché dans le pays, il a fait valoir que la structure centralisée et verticale en vigueur jusqu'à présent va faire place à des relations directes de type horizontal entre Républiques, sans l'intermédiaire du centre.

Selon le calendrier exposé par Grigori Revenko, les « principes fondamentaux » du nouveau traité de l'Union seront définis en octobre-novembre par les différentes Républiques. Un document à ce sujet sera mis au point pour décembre et soumis au Soviet suprême de l'URSS.

D'après un représentant de la Lettonie, M. Andrejs Krastins, qui assistait en tant qu'« observateur » aux réunions de vendredi, M. Gorbatchev a énuméré huit domaines qui devront relever de la compétence du centre, parmi lesquels figurent : la défense, la politique étrangère, une politique monétaire unie et les prix, l'approvisionnement en énergie, les transports, l'environnement.

### « Le principe du volontariat »

M. Krastins a également assuré que M. Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères, avait exprimé ses inquiétudes sur le futur traité de l'Union et préconisé que la définition des relations entre le centre et les Républiques se fasse sur une base purement bilatérale.

M. Revenko a cependant fortement minimisé les réserves d'Edouard Chevardnadze et insisté sur le principe du « volontariat ». « Nous sommes opposés à l'inclusion forcée dans l'Union », a-t-il dit, responsable, qui a admis la possibilité que certaines Républiques se retirent de l'Union et conclut : « Beaucoup se querellent actuellement (autour des termes de) fédération, confédération, statut particulier, association, entente. Ce ne sont guère que des discussions polémiques. (...) L'important est de réfléchir actuellement sur les mécanismes de mise en application » de la future « Union d'Etats souverains ». — (Interim.)

## Le « coup de balai » au PC soviétique

Entre les deux derniers congrès du PCUS, le comité central a été plus fortement renouvelé qu'à aucun moment de son histoire

Le 28<sup>e</sup> congrès du PC soviétique aura produit deux principaux résultats, lesquels ont contribué au nouveau rebondissement d'un Mikhaïl Gorbatchev qui semblait sérieusement en panne de vitesse. Le premier est la défaite en rase campagne de M. Ligatchev, son principal adversaire conservateur, qui a fait les frais des divisions de son camp. Le second est le changement institutionnel qui a transféré encore un peu plus le pouvoir vers les soviets et la présidence de l'Etat, tout en diminuant l'influence du bureau politique. La composition du nouveau comité central (CC) confirme ce double phénomène.

L'analyse de ce nouveau « parlement du parti » de 412 membres ne peut être que provisoire, puisque, en l'état actuel des informations, plus d'un tiers d'entre eux (157) n'exercent aucune fonction connue (1). Il s'agit très probablement d'ouvriers et de « petits apparatchiks » destinés à « prolétarianiser » une instance justement considérée jusqu'à présent comme le sanctuaire de la nomenklatura.

L'on sait du moins que le coup de balai est sans précédent dans l'histoire soviétique. L'ancien comité central, élu en 1986, avait pourtant été purgé une première fois au printemps de l'an dernier, lorsqu'un fort nombre de retraités avaient été conduits à démissionner : de 307 membres titulaires élus en 1986, et compte tenu des décès et autres changements survenus dans l'année, on était passé à 249 à la veille du récent congrès.

Or, sur ce nombre, 49 seulement (10 de plus si l'on y ajoute les suppléants, une catégorie supprimée aujourd'hui) ont trouvé place dans le nouveau comité central, ce qui donne un taux de reconduction de moins de 20 % et un pourcentage de renouvellement de 85 %. A cette différence près que personne, cette fois, n'est mort, le record des grandes purges (respectivement 22 % et 77 % entre les congrès de 1934 et de 1939) est nettement battu...

Autre conséquence de ce coup de balai : M. Gorbatchev, élu en 1971, devient le deuxième plus ancien membre de l'institution, après l'académicien ukrainien Paton, qui garde son siège depuis 1966. Les élus d'il y a moins de dix ans, ceux du dernier congrès brejnevien de 1981, étaient encore 172 (56 %) dans le CC de 1986 : ils ne

sont plus que 10 aujourd'hui. Exception qui confirme la règle, on note le retour du maréchal Ogarkov, qui avait démissionné l'an dernier mais retrouve un siège en tant que président de l'Association des anciens combattants.

L'ancien chef d'état-major devient du même coup, à soixante-trois ans, le doyen d'âge d'un comité central qui ne compte plus que 2 septuagénaires, contre 33 en 1986 et même 34 cinq ans plus tôt.

mais aussi en France, en Inde et en Algérie. Aujourd'hui, il n'y a presque plus de pays socialistes et il ne reste plus qu'un seul siège, qui est allé à M. Bessmertnykh, ambassadeur... aux Etats-Unis.

Contrairement à ce qui avait été suggéré à l'origine, l'appartenance au Parlement fédéral n'a pas été déterminante. 102 membres du nouveau comité central, soit un quart, sont députés au Congrès des députés de l'URSS, alors que plus

### Le « parlement du parti »

	En juillet 1990 (28 <sup>e</sup> congrès)	En mars 1986 (27 <sup>e</sup> congrès)
Total des membres	412	307
(Suppléants)	—	170
dont : anciens membres	49	182
anciens suppléants	10	23
nouveaux	353	102
Femmes	27	13
Fonctions		
Dans le parti		
appareil central	27	28
secrétaires de Républiques	27	28
secrétaires de régions	64	78
Dans le gouvernement		
conseil des ministres URSS	19	62
diplomatie	2	17
militaires	4	6
KGB ou MVD (intérieur)	4	6
Dans les soviets	41	12
En Asie centrale	37	13
En Transcaucasie	23	3
Pays baltes	12	3

Si la part des femmes n'augmente pas de manière significative (6,5 % contre 4,5 % auparavant), la répartition par fonction confirme la nouvelle distribution des pouvoirs (lire voir le tableau ci-dessus). D'une part, en ce qui concerne le parti, l'appareil « haut de gamme » (secrétaires centraux, républicains et régionaux) devra davantage partager les places avec le « bas de gamme » (secrétaires d'entreprise ou d'arrondissement). D'autre part, et surtout, on assiste à une fuite massive des fonctionnaires du gouvernement, invités, tout comme leurs collègues du bureau politique, à ne plus mêler leurs occupations à celles du parti.

Ainsi, les 84 ministres du gouvernement de M. Ryjkov en 1986 avaient pratiquement tous été casés, comme à l'habitude, au comité central ou dans son annexe qu'était la commission de contrôle. Aujourd'hui, sur 60 ministres, on n'en compte plus que 15 au comité, sans d'ailleurs que leur choix obéisse à un critère bien précis : les ministères « nobles » ont eu visiblement la préférence (affaires étrangères, justice, culture, éducation, travail, santé, sciences, finances, radio-télévision) de même que la défense, le KGB et le Plan. Mais l'on se demande pourquoi deux ministres très « sectoriels » (sidérurgie et industrie légère) ont été retenus, et pas leurs nombreux autres confrères en charge d'autres branches industrielles.

### Moins de militaires

La sélection des militaires est également difficile à expliquer. Leur nombre a fortement diminué, même en chiffres absolus (12 contre 23 en 1986), surtout du fait que l'on a éliminé les vice-ministres de la défense, traditionnellement représentés « de droit ». Restent le ministre lui-même, le chef d'état-major général, 2 hauts responsables de l'aviation et 3 commandants régionaux seulement, qui ne figurent pas parmi les plus importants.

La partie la mieux représentée reste en fin de compte la direction politique des forces armées, avec son nouveau chef, le général Chliaga, et plusieurs de ses adjoints, y compris le chef de la direction politique de la garnison d'Erevan, le seul « petit général » qui figure aux côtés de ces gros calibres.

Un autre changement caractéristique concerne les diplomates. Non seulement M. Chevardnadze est le seul rescapé de son ministère au comité central (alors que 3 vice-ministres y siégeaient à ses côtés en 1986), mais c'en est fini de la règle qui attribuait d'office un siège à certains ambassadeurs : 13 étaient dans ce cas en 1986, notamment les ambassadeurs dans les pays « socialistes » européens,

des deux tiers des membres du CC de 1986 siégeaient en même temps au Soviet suprême de l'époque. Notons aussi que 29 de ces 102 députés sont des « mal élus », c'est-à-dire qu'ils ont été désignés par une organisation, dont 16 par le Parti communiste.

### Une meilleure répartition régionale

Cela dit, les responsables des divers soviets et des nouvelles institutions présidentielles, avec plus de 40 membres, sont beaucoup plus fortement représentés qu'autrefois, ce qui tranche avec l'évolution inverse observée en ce qui concerne l'appareil gouvernemental.

Il s'agit d'abord de 8 membres du conseil présidentiel de M. Gorbatchev (une petite moitié de cet organisme), mais aussi de représentants de la périphérie, comme l'atteste le fort accroissement de la part des personnes actives en Asie centrale, en Transcaucasie et dans les pays baltes. Il est vrai que leur représentation était jusqu'à présent dérisoire, et aussi que les émissaires baltes, délégués par les seuls partis fidèles à Moscou, ne devaient pas être les plus remuants.

Forme est d'ailleurs de constater que ce « parlement du parti » devrait être, pour le secrétaire général, moins difficile que l'ancien. Une figure de proue de la contestation a réussi à s'y faire élire, l'amiral Khvatov, commandant la flotte du Pacifique, qui avait fait sensation au 28<sup>e</sup> congrès en critiquant vivement l'abandon de l'Europe de l'Est et en déplorant le « retour à 1939 ».

Mais cette présence compensera mal la disparition de toute une série de fortes têtes de la coalition conservatrice, de ceux dont les sorties avaient émaillé les divers « plenums » tenus ces deux dernières années. De même que les réformateurs radicaux ont été éliminés ou sont partis tout seuls (seul l'ancien dissident Roy Medvedev, devenu d'ailleurs très gorbatchévien, émerge du lot à cet égard), de même la majorité, incontestablement conservatrice, de ce comité central semble avoir été pour ainsi dire châtrée, ramenée à l'obéissance par la défaite de M. Ligatchev et de ses autres leaders de l'ancien bureau politique.

Sans doute de nouveaux meneurs apparaîtront en son sein. Mais, en attendant, M. Gorbatchev devrait être plus tranquille de ce côté-là. D'autant que ce comité central ne peut plus, comme auparavant, le destiner de ses fonctions en lui faisant le « coup de Khrouchtchev » : il faudrait pour cela convoquer un nouveau congrès...

MICHEL TATU

(1) Il s'agit de personnes ne figurant pas parmi les 22 000 biographies « actives » (en fonction aujourd'hui), du système SOVT (le Monde du 17 juillet).

## « Guerre des banques » à Moscou

La « guerre des banques » dénoncée par la Pravda du lundi 23 juillet est au cœur du conflit actuel entre M. Gorbatchev et les nouveaux dirigeants de la République de Russie.

La création de systèmes bancaires autonomes est la clé de toute décentralisation économique, puisque les Républiques dépensent actuellement des sommes — en roubles et en devises — qui leur sont allouées par le « centre ». Elles ne maîtrisent donc pas les montants des investissements et ne font que collecter l'épargne sans la faire travailler.

Le gouvernement soviétique avait entamé une décentralisation du système en procédant, en janvier 1988, à un éclatement de la Gosbank en cinq entités distinctes : la Caisse d'épargne (Sberbank), la Banque des relations économiques extérieures (Vneshkonombank), la Banque de l'industrie et de la construction (Promstroibank), la Banque de l'agro-industrie (Agroprombank) et celle du logement (Ilsotobank), chacune possédant des branches dans les Républiques.

Mais il s'agissait d'un réaménagement purement organisationnel,

qui maintenait finalement le réseau d'épargne — donc une large fraction des disponibilités monétaires — sous la tutelle de la Gosbank. La République de Russie entend aujourd'hui pouvoir gérer l'épargne de ses habitants, afin de mettre en œuvre son propre programme de réformes économiques (le Monde du 25 juillet). Selon le vice-président du Parlement de Russie interrogé par l'International Herald Tribune, un compromis est en vue avec Moscou.

Plusieurs Républiques soviétiques se sont récemment vu proposer la création de banques du commerce extérieur, avec participation de capitaux étrangers. De tels organismes disposeraient de leurs propres ressources en devises, et pourraient garantir des projets industriels.

Pour l'instant, Moscou n'a fait aucune concession aux Républiques en matière d'allocation de devises ou de véritable décentralisation bancaire. Tout au plus, le conseil des ministres a-t-il décidé, mardi 24 juillet, de légaliser la détention de devises par les ménages soviétiques à partir du 1<sup>er</sup> août, et d'ouvrir un réseau de boutiques de biens de consommation payables en devises.

F. L.

■ Trois déserteurs soviétiques se réfugient en RFA. — Pour la première fois, trois soldats soviétiques stationnés en RDA ont profité de la chute du mur pour se réfugier en RFA et l'armée soviétique a lancé des recherches, a annoncé mardi 24 juillet le ministre de l'intérieur de Basse-Saxe (RFA). A Bonn, on a exécuté le risque d'une crise diplomatique tout en soulignant que cette situation inédite nécessitait un débat de fond. — (AFP)

■ 43 000 Allemands morts dans les camps soviétiques entre 1945 et

1950. — Près de 43 000 Allemands sont morts « de diverses maladies » dans des camps de la zone soviétique de l'Allemagne occupée entre 1945 et 1950, soit plus d'un tiers des 122 671 Allemands internés par l'armée rouge, a révélé mardi 24 juillet un historien du ministère des affaires étrangères soviétique. 756 personnes seulement avaient été exécutées après avoir été condamnées à mort par des tribunaux militaires. Les chiffres ont été établis à la demande de la RDA. — (Reuters.)

## L'URSS SANS CLICHÉS

### Obsèques

C'était une industrie, du plâtre et de la fonte, de l'aquarelle et du petit poème. Toutes les écoles étaient son anniversaire. Il était partout, posé dans tous les bureaux, cité dans tous les textes, et l'on allait visiter son mausolée comme la tour Eiffel à Paris : en famille, des quatre coins de l'Union.

Lénine, c'était à lui seul le fondement du régime et le paysage urbain, les Ecritures sur lesquelles tout reposait et le centre de toute ville soviétique, obligatoirement planté de sa statue en pied. Mâchoire vigoureuse et l'air toujours de marcher contre le vent sous le regard tendre et fier du peuple ouvrier et paysan.

Lénine, c'était tout, et quand un nouveau secrétaire à l'idéologie commençait d'expliquer, il y a deux ans, qu'il fallait savoir lire à la lumière du temps, personne ou presque ne voulait croire que l'idole commençait d'être renversée. Stiot pourtant qu'on ouvre la porte à l'iconographie, elle s'engouffre, et lorsque l'historien et député Youri Afanassiev monta, le 14 mars dernier, à la tribune du Parlement fédéral, il tremblait un peu mais avec l'assurance, déjà, de ceux qui vont dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

La télévision retransmettait ces mots tabous sur le pays : « Nous avons appris de toute notre histoire ce que c'est que la force. Toute



notre histoire, c'est justement la force, la violence. Si notre chef et fondateur a réellement jeté les fondements de quelque chose, c'est de l'élevation de la violence, de la terreur de masse, en principe d'Etat. Il a élevé l'illégalité en principe politique de l'Etat ».

A l'époque, cela n'avait pas plu à tout le monde. Beaucoup en avaient été horrifiés. Mais si M. Gorbatchev ne tiendra pas avant longtemps semblables propos, il n'aurait pas attendu ce coup d'éclat pour enterrer le léninisme. C'était un modèle d'organisation du parti unique, un manuel de prise du pouvoir, la réification maurrétienne du marxisme par un petit clerc sorti du XIX<sup>e</sup> siècle russe. C'est devenu, sous les gorbatchévians, la faculté de s'adapter, le pragmatisme politique, l'élevation du marché, des libertés et de la démocratie — la légitimation de l'abandon du léninisme.

De même que le parti, sa discipline et sa centralisation ont servi à briser le parti. Lénine sort à enterrer Lénine — en douceur, dans la continuité, — et un jour ou l'autre on finira par se souvenir que le droit à une sépulture ne peut être refusé à quiconque.

Mais que faire alors d'un mausolée vide ?

BERNARD GUETTA

MARK STEINBOCK



## EUROPE

### IRLANDE DU NORD : la mort de trois policiers et d'une religieuse catholique Nouvelle « bavure » de l'IRA

LONDRES  
de notre correspondant

Trois policiers et une religieuse catholique ont été tués, mardi 24 juillet, en Irlande du Nord par l'explosion d'une bombe de très forte puissance. Les trois policiers, appartenant au Royal Ulster Constabulary, voyageaient dans le sud de la province lorsque leur véhicule a été soulevé par une mine dissimulée dans un fossé. Seul Catherine Dunn, professeur dans un collège de jeunes filles de la région, roulait sur la même route, dans la direction opposée.

L'Armée républicaine irlandaise a revendiqué cet attentat sans faire allusion à la « bavure » spectaculaire que constitue la mort de la religieuse catholique. Une assistante sociale qui se trouvait à ses côtés a été grièvement blessée.

En pareil cas, l'IRA a pour coutume d'attendre quelques jours, le temps que l'émotion retombe un peu, pour reconnaître publiquement ce qu'elle appelle ses « erreurs » et présenter ses excuses aux familles des victimes. C'est du moins ce qu'avait fait en novembre

1987 l'organisation clandestine après la mort de onze personnes à Enniskillen, dans un attentat qui visait des soldats britanniques. Vingt-deux autres personnes ont été tuées « par erreur » depuis cette date.

Le regain d'actions de l'IRA, ces derniers mois, coïncide avec les efforts déployés par le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, pour parvenir à un compromis entre les dirigeants des communautés catholiques et protestantes, en vue d'un retour à une forme de gouvernement provincial.

M. Brooke avait réussi à engager des pourparlers prometteurs avec les deux communautés et avec le gouvernement de Dublin, qui, depuis l'accord anglo-irlandais de 1985, dispose d'un droit de regard sur ce qui se passe au Nord. Mais il butte toujours sur le refus des responsables protestants de s'engager plus avant, tant que cet accord entre Londres et Dublin n'aura pas été dénoncé, ou en tout cas « gelé ».

DOMINIQUE DHOMBRES

BULGARIE : le premier tour de l'élection du président de la République

### Aucun des trois candidats en lice n'a obtenu la majorité requise

Le premier tour de l'élection par le Parlement d'un nouveau président de la République n'a pas permis, mardi 24 juillet, à l'un des trois candidats en lice d'obtenir la majorité requise des deux tiers. M. Tchiavdar Kioranov, candidat du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir est arrivé en tête avec 217 voix, suivi du candidat d'opposition de l'Union des forces démocratiques, M. Petar Dertiev, avec 130 voix et du candidat du Parti agrarien, M. Victor Valkov, avec 36 voix.

Le Parlement a décidé de procéder à un nouveau vote mercredi. Si la succession, de l'ancien président, M. Petar Mladenov, n'est pas assurée d'ici au 10 août, le Parlement sera dissous et de nouvelles élections

seront organisées, selon l'agence officielle BTA.

Alors que la Bulgarie est secouée depuis plusieurs semaines par des mouvements de protestation et des grèves, les syndicats officiels et ceux de l'opposition réunis ont fait savoir au Parlement qu'ils se mettraient en grève si les députés, en session depuis le 17 juillet, n'aboutissent pas rapidement à des résultats tangibles.

Des tensions se manifestent aussi à la suite du doublement des prix des carburants, d'une inflation galopante depuis les élections de juin et de la pénurie des produits de base. Des queues se forment, les ambulances, faute d'essence, n'ont pas pu circuler pendant deux heures lundi et le chômage s'aggrave. (AFP, Reuters)

## EN BREF

■ ESPAGNE : PETA revendique deux attentats commis aux Pays-Bas. - Par le truchement du quotidien basque radical Egin, les séparatistes de l'ETA ont revendiqué, mardi 24 juillet, les attentats à la bombe commis les 30 juin et 8 juillet derniers contre deux bâtiments du centre d'Amsterdam, abritant l'un, les bureaux de la compagnie aérienne Iberia, l'autre, l'agence d'une banque espagnole. L'organisation séparatiste n'a pas précisé le mobile de ces attentats, qui n'avaient pas fait de victimes. (Corresp.)

■ GRECE : manifestation contre les bases américaines en Crète. - Cinq mille personnes ont défilé pacifiquement mardi 24 juillet, à La Canée en Crète, contre la présence des deux bases militaires américaines sur l'île, dénonçant les violences policières de lundi contre une manifestation semblable, au cours de laquelle vingt-huit personnes ont été blessées. (AFP)

■ AFGHANISTAN : début du rapatriement des réfugiés au Pakistan. - Le rapatriement de réfugiés afghans du Pakistan doit commencer mercredi 25 juillet. Le projet

prévoit le rapatriement en trois mois de quelque 250 000 Afghans réfugiés dans les provinces de la frontière du nord-ouest et du Balouchistan. L'opération, préparée par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) et le gouvernement pakistanais, se heurte à l'hostilité des dirigeants politiques afghans en exil. Depuis le début de l'année, environ cent mille réfugiés afghans (sur plus de trois millions présents au Pakistan) ont déjà regagné d'eux-mêmes leur pays. (AFP)

■ ÉQUATEUR : Quito propose un sommet des pays andins pour lancer le « plan Bush ». - L'Équateur a proposé aux États-Unis la tenue d'un sommet des pays andins pour mettre en œuvre le projet lancé par le président George Bush de créer une zone de libre-échange sur l'ensemble du continent américain. Le sommet a été proposé par le président équatorien Rodrigo Borja, à l'issue de la visite officielle qu'il a effectuée, mardi 24 juillet, à Washington. Après cette rencontre, le président américain a annoncé une série de mesures destinées à développer les exportations de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou vers les États-Unis. (AFP)

■ ÉTHIOPIE : pas d'aide à Massawa. - Les rebelles du Front de libération de l'Érythrée (FPLÉ) ont refusé de laisser accoster un navire affrété par les Nations-unies dans le port de Massawa au nord de l'Éthiopie, tombé entre leurs mains en février, selon un responsable de la FAO. Les experts devaient étudier l'état du port en vue de sa réouverture pour l'acheminement de nourriture pour les victimes de la famine et de la guerre civile. Le bateau avait quitté Djibouti le 14 juillet. (AFP)

■ CONGO : création d'une Ligue des droits de l'homme. - Une Ligue des droits de l'homme, dirigée par un avocat, M. Martin M'berri, vient d'être créée au Congo. Cette Ligue aura le statut d'organisation non gouvernementale et « se battra du côté de tous ceux qui œuvrent pour l'élargissement et la consolidation de la démocratie ». (AFP)

## La perestroïka électorale de la Mongolie

Suite de la première page

Mais voici qui parle plus à l'électeur : « Je prendrai des mesures visant à accroître le nombre de têtes de bétail en propriété privée. Il faut faire en sorte que le bétail soit accessible en propriété individuelle au prix le plus bas possible. » Grogne-ments approbateurs chez certains. Un point pour la doctrine.

Le secrétaire (directeur) de la coopérative agricole est plus abstrait : « Il y a eu des cas où la loi a été enfreinte pour favoriser les intérêts de particuliers. Il faut s'inspirer des lois qui régissent la vie économique dans les autres pays. » Et aussi : « Je ferais de mon mieux en vue d'appliquer la politique du gouvernement visant à créer une société humaine. » Il n'a pas ajouté « et socialiste », comme le dit encore, à Oulan-Bator, le parti au pouvoir qui l'a fait cadre. Et pour cause. « Le socialisme ? s'interroge, amusé, Zundubatar, vingt-cinq ans, fils d'éleveur et éleveur lui-même. Le monde entier voit bien comment le socialisme est en train d'échouer ! » Eclats de rire alentour.

### Bétail et pâturages

Les nomades vivent rudement, mais n'en ignorent pas pour autant le reste de la planète. L'arrivée de l'opposition social-démocrate ou assimilée dans l'arène politique, à l'initiative du Parti communiste, a fait souffler un vent d'information sur le pays. La radio du pouvoir parle de perestroïka jusqu'au fond des tentes, les journaux des partis d'opposition parviennent, avec le temps, jusque dans les campements de la steppe. Il faut alors aux cadres locaux et aux instituteurs traduire en termes concrets les concepts qui agitent la capitale, afin d'éviter des réponses comme celles-ci : « Je soutiens les trois candidats en présence. Je soutiens aussi les

forces d'opposition. (...) La démocratie ? C'est le peuple. »

Parler concret, ici, c'est parler non seulement de bétail privé (le pléonisme a été aboli au printemps), mais aussi pâturages. Les limites géographiques imposées par le régime aux migrations des troupeaux sont mal vécues, c'est un des sujets sur lesquels le Parti communiste, toujours « populaire et révolutionnaire » sur son enseigne officielle, est attendu. Les assouplira-t-il ? Ce serait mettre en branle un processus de revendications dangereux pour son autorité, plus encore peut-être que pour les fragiles structures mises en place en soixante-dix ans de socialisme.

Khujirt n'est pas, loin s'en faut, la seule circonscription de Mongolie où l'opposition ne soit parvenue à présenter un candidat. La nouveauté du scrutin, pour ce coin de steppe, réside simplement dans le choix entre plusieurs candidats officiels, donc une première brèche dans le monolithisme. Le parti doit maintenant se justifier. « C'est certain, les candidats du parti devront tenir leurs promesses s'ils veulent conserver mon vote », dit le chef de la famille Sodnomdarjaa, quarante-cinq ans, le visage hâlé, frappé à longueur d'année par les vents au point qu'il paraît avoir vingt ans de plus.

Par les vents et peut-être aussi par l'effet de la vodka, qu'on boit à tout bout de champ, et pas seulement pour combattre le froid. On le constate à tous les coins de rue à Oulan-Bator ou dans d'autres villes comme la hideuse Darkhan, cité industrielle près de la frontière soviétique. Le temps n'est plus où l'on se réchauffait au lait de jument fermenté, légèrement enivrant, ou au breuvage distillé localement, pas trop alcoolisé. La vente de vodka, fabriquée sur place depuis la soviétisation, a beau être limitée par décret, l'ivrognerie publique devrait normalement constituer un terrain de bataille politique tant ses manifestations sont visibles.

### « L'important, c'est de faire campagne »

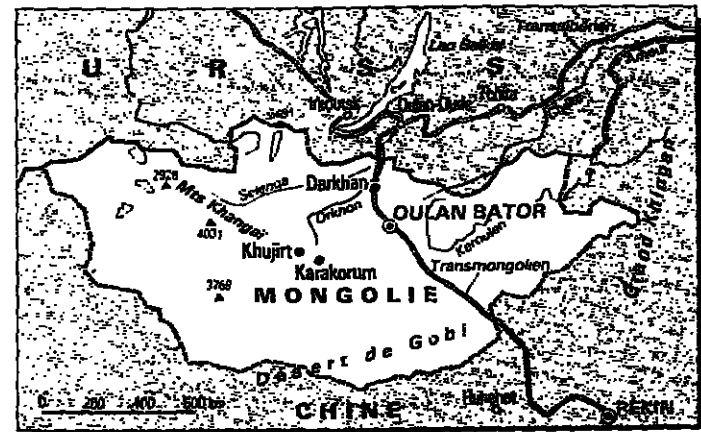
Mais les partis d'opposition en sont plutôt encore à se chercher sur le plan idéologique. Un tout nouveau venu à Oulan-Bator : le parti des intégristes lamaïstes, intitulé Parti démocratique religieux mongol (PRDM). Il est trop jeune pour se présenter à ce scrutin, mais son chef, M. Ceren Bayarsuren, n'en est pas moins confiant. « Je suis persuadé qu'il n'y a pas une personne dans ce pays qui ne croie en Bouddha (...). Nous entendons réunifier l'État et la religion (...). Nous nous situons dans l'opposition démocratique, mais nous entendons mener ce combat indépendamment des autres partis », souligne-t-il.

La menace n'est pas encore trop inquiétante pour le pouvoir, la répression anti-religieuse des années du stalinisme ayant eu une large mesure dans les reins du nœud tout-puissant clergé lamaïste. Mais le vide idéologique a d'ores et déjà suscité des vocations auprès de la jeunesse, en particulier à la campagne, et le regain de nationalisme mongol est un terrain favorable à un retour en force d'une structure religieuse identifiée à l'héritage légendaire. Pour sa part, le chef du PRDM ne fait nul mystère que, dans ses projets de société, « il n'y a pas de place pour l'athéisme ».

Hormis cette ombre sur la libéralisation, l'ouverture politique donne l'impression de suivre un cours conforme à un scénario soigneusement mis au point par le Parti communiste au vu d'imprévables événements nouveaux : compenser le déclin prévisible de l'assistance soviétique par les apports financiers du monde capitaliste attiré par les ressources naturelles du pays et encouragé par un veris de démocratie. Déjà, des firmes japonaises ont installé leurs bureaux dans les suites du grand Hôtel Oulan-Bator et distribuent cadeaux et enveloppes à qui mieux mieux.

Les États-Unis semblent décidés à jouer le jeu à fond. Le secrétaire d'État, M. James Baker, est attendu quatre jours après le scrutin, pour en bémol en quelque sorte les résultats, et

## ASIE



inaugurer de surcroît la véritable ambassade américaine. Un ambassadeur est qualifié la dirigera désormais, au lieu d'un chargé d'affaires. Comme dans d'autres pays où Bonn n'est pas représenté, l'ambassade est-allemande sera déjà de courtoisie de transmission à l'Allemagne fédérale. Les Britanniques se renforcent et on murmure que les Français, qui avaient fermé leur mission en 1984 par souci d'économies budgétaires, pourraient la rouvrir.

### Débauche hollywoodienne

Soucieux d'éviter l'accusation de manipulation, le régime a laissé l'opposition faire un tour de piste dans la préparation des élections. Les principaux partis démocratiques ont annoncé dans un premier temps qu'ils boycotteraient le scrutin, puis ont obtenu quelques concessions de forme : notamment le report au 22 juillet d'une « primaire » initialement prévue au début du mois.

Ce premier tour de table a permis de retenir les deux candidats en lice pour chaque siège à pourvoir dans les deux assemblées à venir : Grand Hural et Petit Hural, le premier servant de véritable législatif. La campagne ne dure en fait qu'une petite semaine, mais cela laisse le temps aux six partis d'opposition officiellement enregistrés de se faire connaître même là où ils n'ont aucune chance. « L'important, c'est de faire campagne », explique l'un d'eux.

À la mi-juillet, le nadam, fête nationale, a donné lieu à une débauche de reconstitutions hollywoodiennes de l'imaginaire Gengis Khan illustrant la « renaissance nationale » qu'entend incarner le chef de l'État, M. Otshirbat. Celui-ci, en costume national, a ouvert les cérémonies en foulant la feutrine blanche traditionnelle plutôt qu'un tapis rouge, puis s'est essayé au tir à l'arc, en des trois sports nationaux ; sur le stade, soldats patibulaires en costume d'époque, chevauchant au galop, alternaient avec danses nationalistes ravivant la légende qui fit trembler le monde euro-asiatique. Dans la parade, devant la haute direction politique sur la place Sukhe-Bator, la moustache de Staline avait disparu, comme les statues à son effigie en ville depuis le printemps.

La trilogie Marx-Engels-Lénine faisait grise mine à côté du portrait géant du héros de l'indépendance mongole. Un drapeau soviétique accompagnait bien le général russe des che-

mins de fer marchant au pas dans le défilé, mais bientôt venaient ceux, bleus, de l'opposition démocratique, elle aussi applaudie par la tribune.

Au centre d'Oulan-Bator, sur un terrain vague face à l'université d'État, le Parti du progrès national, la plus nationaliste des formations d'opposition, a dressé trois ger en guise de quartier général. La plus belle, décorée par un maître-artisan, est à vendre au plus offrant. M. Sukh-Erdene, vice-président du parti, qui n'est autre que l'arrière-petit-fils de Sukhe-Bator, et était encore récemment directeur adjoint des affaires internationales de la Banque d'État, a déjà fixé la mise à prix : 20 000 dollars. Que les financiers étrangers amateurs d'exotisme se le disent, lit-on dans son regard malicieux.

FRANCIS DERON

## CAMBODGE

### Américains et Vietnamiens se rencontreront le 6 août à New-York

Les entretiens américano-vietnamiens sur le Cambodge annoncés, le 18 juillet à Paris, par le secrétaire d'État, M. James Baker, débuteront le 6 août à New-York, a déclaré, mardi 24 juillet, le porte-parole du département d'État américain, M. Margaret Tutwiler. Elle a indiqué que l'assistant au secrétaire d'État adjoint chargé du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, M. Kenneth Quinn, rencontrera à cette date M. Trinh Xuân Lang, chef de la représentation vietnamienne auprès de l'ONU. Des membres du Congrès américain ont demandé instamment au président George Bush de mettre à profit ces entretiens pour discuter d'une normalisation des relations bilatérales et des moyens de mettre un terme à l'exode des réfugiés vietnamiens.

Vendredi, M. Baker rencontrera à Jakarta ses homologues de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande, très réservés sur l'initiative américaine et qui reprochent également à Washington d'opposer au rapatriement forcé des « bon peuple » vietnamiens. De leur côté, dans un communiqué en date du 20 juillet, donc postérieur au revirement américain, les Khmers rouges ont demandé à l'ASEAN et à d'autres pays de continuer de leur fournir « une assistance ferme » dans leur lutte contre « l'agression du Vietnam ». (AFP)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985)  
Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet  
Administrateurs délégués :  
Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef :  
Bruno Freppet,  
Jacques Amalric,  
Jean-Marie Colombani,  
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : (1) 40-85-25-89  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : (1) 40-80-30-10  
Téléc. : 281811 FIDONDIS

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

## UNITED AIRLINES PARIS-CHICAGO CLASSE AFFAIRES 45 000 000 \$

45 000 000 \$, c'est l'investissement consacré tout récemment par United Airlines à la modernisation de sa flotte internationale, et vous allez pouvoir en bénéficier à partir du 2 Août grâce au vol quotidien Paris-Chicago. A bord de ses Boeing 767, United Airlines vous offrira un service et un confort de très grande envergure. Aujourd'hui, ceux qui veulent aller de Paris à Chicago voyagent avec United Airlines.

**UNITED AIRLINES**  
Fly the friendly skies.  
La grande compagnie américaine atterrit à Paris

Contactez votre agent de voyage ou United Airlines :  
Paris : 48 97 82 82 - Province n° vert : 05 01 91 38

سكنا من الامم

هكذا من الاجل

## POLITIQUE

En attendant de relancer son union

### L'opposition se met en veilleuse jusqu'à la rentrée

Le mois de juillet ne s'est pas déroulé de façon très dynamique pour l'opposition. Sur le plan médiatique il a, en effet, été surtout occupé par la majorité. Le président de la République a retenu l'attention des médias avec son habituelle conversation télévisée du 14 juillet, et M. Michel Rocard, avec son voyage au Japon.

Le premier ministre se maintient d'ailleurs à un niveau élevé (39 %) d'opinions favorables avec même une légère tendance à l'amélioration. De son côté, M. Mitterrand, s'il voit son score baisser de deux points, peut cependant se satisfaire de constater que le nombre des mécontents diminue également, selon le dernier sondage IFOP-Journal du dimanche (le Monde du 24 juillet).

L'opposition, en revanche, n'a toujours pas opéré son rétablissement. Si les motifs de mécontentement se maintiennent dans l'opinion, la droite n'en profite pas pour autant. Cette atonie de l'opposition a, semble-t-il, deux causes essentielles. Tout d'abord, le fait qu'aucune échéance électorale n'est en vue prochainement qui pourrait entraîner une mobilisation et inverser l'état des forces politiques. Les élections législatives n'auront lieu qu'en 1993, et le renouvellement des conseils généraux, en principe en 1991, et celui des conseils régionaux, en 1992, n'intéressent pour le moment que les élus-majors des partis et les stratèges électoraux.

De plus, l'opposition, depuis le début de l'année, a sans aucun doute fait des efforts et même réa-

lisé quelques progrès dans sa volonté de mieux s'organiser. Toutefois, la création d'une confédération entre le RPR et l'UDF sous le titre Union pour la France et la mise au point des « primaires à la française » en vue de l'élection du président de la République n'apparaissent toujours que comme des étapes dans une procédure, et non comme un accord formel et définitif.

#### Programme chargé pour le RPR

L'opinion accepte ces annonces sous bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire qu'elle attend leur concrétisation. Or cette dernière n'interviendra au plus tôt qu'en septembre ou en octobre, lorsque sera connue la composition du bureau politique de l'Union pour la France. Mais, dans les derniers jours du mois d'août, l'activité des élus-majors de l'opposition reprendra son rythme. C'est, de toutes les composantes de cette opposition, le RPR qui a d'ores et déjà établi le programme le plus chargé d'interventions médiatiques, dans lesquelles son président, M. Chirac, occupera une place éminente.

Après les cérémonies commémorant la Libération de Paris, le 25 août, M. Chirac se rendra, du 29 au 31, à Helsinki pour la réunion de l'Union démocratique européenne, qui regroupe les partis de centre droit d'Europe et d'Amérique et qui pourrait s'ouvrir à certaines formations des nouvelles démocraties de l'Est. Au même moment (du 26 août au 1<sup>er</sup> septem-

brel), les Jeunes centristes réuniront leur université d'été à Ramatuelle, qui coïncidera, du 31 août au 2 septembre, avec celle du Parti républicain sur l'île de Bendor, également dans le Var. Le 2 septembre, M. Edouard Balladur sera l'invité du Club de la presse d'Europe 1. L'université d'été des jeunes RPR se réunira ensuite, du 7 au 9 septembre, à Saint-Raphaël et sera clôturée par un discours de M. Chirac tandis que M. Pasqua, après y avoir participé, sera l'invité de l'émission télévisée « 7 sur 7 » le 9 septembre.

Le 12 septembre, M. Chirac reprendra la visite des fédérations du RPR en se rendant dans les Yvelines et, le 15, il participera, à Saint-Maximin, aux états généraux de l'opposition sur l'environnement avant d'être, le 23 septembre, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » et avant de se rendre aux Journées parlementaires du RPR à Carcassonne, du 27 au 29.

En intensifiant ses manifestations, le RPR entend ainsi développer un discours à la fois plus rassembleur et plus critique. Les thèmes sur lesquels M. Chirac compte travailler pendant ses vacances concernent notamment l'organisation de l'opposition mais aussi la politique européenne, l'éducation nationale et la rentrée universitaire, la fiscalité et la préparation du budget, la justice, l'environnement, etc. Bref, tout ce qui peut prêter à critique et offrir la base d'un contre-programme de gouvernement.

ANDRÉ PASSERON

Avant sa rencontre avec le groupe socialiste

### M. Bérégovoy se déclare favorable à une baisse du taux majoré de la TVA

Le premier ministre, M. Michel Rocard, accompagné du ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et de celui du budget, M. Michel Charasse, devait rencontrer le groupe parlementaire socialiste mercredi 25 juillet, pour discuter du volet recettes du budget 1991. Interrogé mardi 24 juillet sur TF1, M. Pierre Bérégovoy a confirmé que le budget prendrait en compte une baisse du taux majoré de la TVA, actuellement fixé à 25 %. Il a également laissé entendre qu'il envisageait un allouement de la fiscalité sur « les placements financiers ».

M. Noir saisit M. Rocard pour l'agglomération lyonnaise. — M. Michel Noir, député RPR, maire de Lyon et président de la Communauté urbaine de Lyon (COURLY), a indiqué, mardi 24 juillet, qu'il va demander par courrier au premier ministre, M. Michel Rocard, « une demande d'avenant spécifique pour l'agglomération lyonnaise » dans le cadre du contrat de plan entre l'Etat et la région Rhône-Alpes. Cette demande fait suite à la signature, le 4 juillet, de trois avenants au contrat de plan entre l'Etat et la région Ile-de-France, qui portent sur un montant total de 4,5 milliards de francs.

Zizanie au gouvernement

### Mme André accuse M. Joxe de « misogynie »

Rien ne va plus entre M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, et le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, depuis le jour où celui-ci a voulu porter de 1,63 mètre à 1,86 mètre la toise réglementaire imposée aux femmes candidates aux concours de recrutement de la police nationale (le Monde du 17 mars 1990). « Un acte pur fait de misogynie quand on sait que la taille moyenne des femmes est de 1,61 mètre, nous avait déclaré récemment M<sup>me</sup> André. C'est une façon subtile de lutter contre l'entrée des femmes dans la police. »

Furieuse de la mesure, M<sup>me</sup> André avait « dans un premier temps négocié seule ». « Puis, avait-elle expliqué, devant le mutisme de mon collègue, j'avais décidé de demander l'arbitrage de M. Rocard. M. Joxe et moi-même ne nous parlons plus. » Le ministre des droits des femmes avait ajouté : « Je dois être sans arrêt

vigilante. Je crains toujours qu'un collègue au gouvernement ne fasse un mauvais tour à la cause des femmes quand j'ai le dos tourné. Je dois lutter contre leur nature. » Mardi 23 juillet, M<sup>me</sup> André a toutefois précisé dans une interview au quotidien la Montagne que « certains ministres sont bien... » et qu'elle n'a « plus de problème avec M. Jean Pierre Soisson » (ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avec lequel elle s'était heurté « parce qu'il avait du mal à accepter la législation du travail féminin... Quand dans un pays vous n'avez qu'une femme préfet, deux femmes recteurs et quatre femmes commissaires des renseignements généraux, on a la conscience aigüe que le pouvoir n'est pas tout à fait investi par les femmes », conclut-elle.

Ch. Ch.

## DÉFENSE

La nouvelle carte militaire de la France

### M. Chevènement remanie légèrement son plan « Armées 2000 »

Pour faciliter la coopération interarmées et mieux faire coïncider le découpage administratif de la France avec la hiérarchie des commandements militaires sur le territoire, le ministre de la défense vient d'apporter quelques retouches au plan « Armées 2000 » de réorganisation des armées qu'il avait présenté, l'an dernier, en conseil des ministres.

Après une année de concertation interministérielle et en accord avec les élus-majors, M. Jean-Pierre Chevènement a adressé aux autorités administratives et aux élus locaux une plaquette de quatre pages censée leur expliquer la nouvelle implantation des commandements propres aux trois armées et à la gendarmerie qui dépendent de son ministère. Ce plan de réorganisation, connu sous le nom de plan « Armées 2000 », avait été approuvé, dans ses grandes lignes, par le conseil des ministres du 26 juillet 1989 (le Monde du 28 juillet 1989).

Toutefois, cette note d'information présente quelques différences de détail par rapport à ce qui avait été publié il y a un an. Dans l'armée de terre, il est institué trois régions militaires de défense (RMD) — à la place des six précédentes — à Bordeaux, Lyon et Metz. Chacune de ces trois RMD correspond, selon la note, à « une problématique de défense particulière ». Elle a autorité sur des circonscriptions militaires de défense (CMD) qui assurent, chacune, la coopération civilo-militaire.

La RMD dite « Atlantique », dont le PC est à Bordeaux, est chargée d'assurer la liberté des approvisionnements océaniques de la France. Elle a autorité sur trois CMD : une à Bordeaux même (et non plus à Toulouse, comme précédemment), qui réunit les régions économiques Aquitaine et Midi-Pyrénées; une autre à Limoges, qui regroupe les régions Centre, Poitou-Charentes et Limousin, et une troisième à Rennes, qui réunit les régions Haute et Basse-Normandie, Bretagne et Pays de la Loire.

La RMD dite « Méditerranée », dont le PC est à Lyon, est davantage tournée vers la sécurité du sud de l'Europe. Elle a autorité sur deux CMD : une à Lyon même, qui rassemble les régions économiques Rhône-Alpes et Auvergne, et la seconde à Marseille pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse.

La RMD dite « Nord-Est », dont le PC est à Metz, doit faire face aux menaces de crise en Centre-Europe. Elle a autorité sur trois CMD : une à Strasbourg, qui regroupe les régions économiques Alsace-Lorraine et Champagne-Ardenne; une autre à Lille (et non plus à Amiens, comme prévu initialement), qui réunit les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, et

une troisième à Besançon, qui rassemble la Bourgogne et la Franche-Comté.

Outre ces trois régions militaires de défense, qui commandent à huit circonscriptions militaires de défense, il a été institué une circonscription autonome Ile-de-France, dont le PC est à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) — et non pas à Paris même comme on l'avait d'abord envisagé — et qui regroupe huit départements de la région parisienne sous son autorité.

#### Une première application en 1990

Le découpage propre à la gendarmerie se rapprochera de celui de l'armée de terre, pour faciliter leur coopération en matière de défense opérationnelle du territoire. Ainsi, les limites et les sièges respectifs des régions et des légions de gendarmerie correspondront grosso modo à ceux de l'armée de terre et des collectivités régionales où les PC concernés sont implantés, la légion de l'Ile-de-France étant rendue autonome.

Comme pour l'armée de terre, des changements ont aussi été apportés à l'organisation initiale de la marine nationale. Au lieu de trois régions maritimes, traditionnellement commandées par un préfet maritime, la marine n'en compte plus que deux, à Brest et à Toulon. L'ancienne région maritime de Cherbourg devient le siège d'un arrondissement maritime, comme l'est déjà et continue de l'être Lorient, mais elle conserve les attributions du préfet maritime si le gouvernement charge son responsable de contrôler les actions de l'Etat en mer.

Enfin, l'armée de l'air a été invitée à calquer ses trois régions aériennes sur le découpage des trois RMD de l'armée de terre, à ceci près que l'Ile-de-France n'est pas autonome et qu'elle est intégrée dans la région aérienne « Nord-Est », dont le PC n'est plus à Metz, comme précédemment, mais à Vélizy-Villacoublay (Yvelines). La région aérienne « Atlantique » aura son siège à Bordeaux et la région aérienne « Méditerranée » a son PC implanté aux Milles, à proximité d'Aix-en-Provence.

Le plan « Armées 2000 » devrait, à terme, diminuer de moitié le nombre des états-majors actuels dans les trois armées et la gendarmerie. Les nouvelles structures propres à l'armée de terre seront expérimentées, à compter de septembre prochain, par le RDM de Lyon (le Monde daté 27-28 mai), qui a reçu la mission de les « rôder », de façon que l'ensemble du plan soit appliqué intégralement à l'été 1991 dans le reste du pays.

# L'AUTRE JOURNAL

N°3

Juillet/Août 1990

**L'AMAZONIE** de Jean Monod / **J.J. GOLDMAN**: Reiser, Ho Chi Minh, Sheila, Carignon et les autres / **NAPLES** disparaît / **VINGT MINUTES**, un inédit de James Salter / **DUBLIN**, le jour de Joyce / **MIREILLE PERRIER** voyage vers la lumière / **TEST** : 12 contes pour savoir qui vous êtes / **AFRIQUE** : retour aux ténèbres / **CHIPKO** sauve les arbres de l'Himalaya / **ROISSY** des âmes perdues / **NEUF** nouvelles / **TANDORI** : l'écrivain aux moineaux / **CONCOURS** : Ile Maurice, Thaïlande : Jouer c'est rêver, gagner c'est partir, avec Sun International, Pioneer, Les Découvreurs

## Un été de 380 pages



Mille délégués réunis à Paris pour la Conférence mondiale

## Les vertus démocratiques du scoutisme

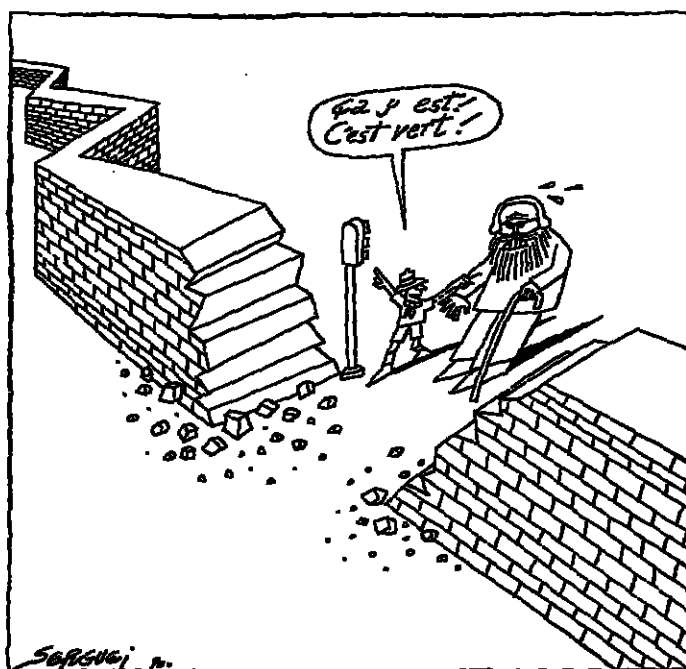
Mille personnes - cadres et responsables - venues de cent dix pays participent, depuis le 23 juillet et jusqu'au 27, à Paris, à la trente-deuxième Conférence mondiale du scoutisme. C'est l'occasion pour la Hongrie et la Tchécoslovaquie de réintégrer officiellement le mouvement, dont elles étaient absentes depuis quarante ans. « Cette renaissance, y compris en URSS, montre qu'il n'existe pas de scoutisme sans démocratie », a affirmé M. François Mitterrand dans un message adressé aux participants.

Ils avaient complètement disparu, happés par le communisme d'État. La révolution russe de 1917 avait tiré un trait sur les 100 000 scouts répartis dans 150 villes de Russie. En 1976, on pouvait lire encore dans la Grande Encyclopédie soviétique : « Les organisations scouts s'efforcent d'élever la nouvelle génération de la transformation révolutionnaire et démocratique de la société et l'isolement de l'influence du matérialisme et du communisme ».

Aujourd'hui, le scoutisme renaît à l'Est, sous des formes variées. En Hongrie et en Tchécoslovaquie, les pratiques scouts n'avaient, en fait, jamais disparu, maintenues à l'état de rites cachés, après avoir été supprimées par les autorités communistes. Depuis deux ans, sous l'impulsion d'anciens chefs de patrouille, les mouvements se sont restructurés. On compte 10 000 adhérents en Hongrie et 70 000 en Tchécoslovaquie. Ces structures solides leur valent aujourd'hui d'être officiellement reconnues à Paris par l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS). Les autres pays de l'Est, eux, devront se contenter de places d'observateurs.

En Pologne, où le pouvoir, en 1947, avait récupéré le mouvement scout en lui imposant le programme des Jeunes communistes, les « vrais » scouts, clandestins, cherchent, sous la houlette du ministre de l'éducation, à se réformer. En RDA, en Roumanie, en Bulgarie, où le scoutisme fut persécuté dans les années 30 par le nazisme ou ses partis alliés, de grandes difficultés matérielles restent à surmonter. Seule l'Allemagne de l'Est, où une association a vu le jour récemment à Magdebourg, bénéficie déjà de l'appui de son homologue ouest-allemand.

En Union soviétique, enfin, à côté des pays baltes qui furent membres fondateurs des instances mondiales, et où les organisations se sont restructurées rapidement, on observe un regain d'intérêt dans diverses Républiques : en Ukraine, en Géorgie, en Russie et en Biélorussie. Récemment, l'URSS a pu constater



de « la puissance » de la solidarité du mouvement scout. A l'initiative de M. Vladimir Lomelko, ambassadeur soviétique auprès de l'UNESCO, et avec l'appui des scouts et guides de quinze pays européens, 1 235 garçons et filles, de treize à quinze ans, provenant des zones de Biélorussie touchées par la catastrophe de Tchernobyl, ont pu passer, cet été, un mois de vacances en Europe. L'opération avait été mise sur pied en deux mois seulement (le Monde du 7 juillet). Le président du Fonds soviétique de l'enfance, M. Albert Likhonov, s'est fait

le porte-parole de M. Gorbatchev en indiquant qu'il était temps de rejeter « les méfiances de jadis ».

## La dimension spirituelle

Mais, plus globalement, cette conférence triennale, véritable assemblée générale du scoutisme, permettra aux instances mondiales, fédératrices de 150 pays et territoires dont le président d'honneur est le roi Carl XVI Gustaf de Suède, de faire le point sur un mouvement qui, depuis sa création par lord

Baden-Powell en 1907, ne cesse de croître. Le Suisse Jacques Moreillon, secrétaire général de l'OMMS - dont le siège est à Genève - ancien directeur général du Comité international de la Croix-Rouge, caresse ostensiblement l'espoir que le mouvement scout, qui est aujourd'hui le plus grand mouvement mondial de jeunesse, avec 16 millions d'adhérents, puisse atteindre les 25 millions de membres en l'an 2000. Un objectif loin d'être irréalisable, si on le compare au doublement d'effectifs réalisé au cours des vingt dernières années.

Mais ce développement devra s'accompagner, selon M. Moreillon, de réajustements. Actuellement, sur huit scouts, quatre se trouvent en Asie, deux en Amérique du Nord, un en Europe et un dans le reste du monde (pays arabes, Afrique, Amérique latine et Caraïbes). Des chiffres à replacer dans les contextes nationaux : ainsi, le pourcentage de scouts par rapport aux jeunes en âge de l'être (de sept à dix-huit ans), dont la moyenne mondiale s'établit à 2,5 %, est bien plus fort en Amérique du Nord (12,5 %) qu'en Europe (3,5 %) ou en Asie (2,8 %). Il est surtout excessivement faible en comparaison dans les pays arabes (1 %), en Afrique (0,6 %) et en Amérique latine (0,4 %).

C'est donc dans ces pays-là que l'OMMS entend renforcer son action et s'adapter aux situations locales, en touchant les milieux les plus défavorisés. Pour ce faire, le mouvement scout met en avant son expérience du développement communautaire. Dix millions de ses membres se trouvent déjà dans les pays en voie de développement. En Inde, ils participent à l'alphabetisation, à la lutte contre la lèpre ; au Pérou, à l'éducation sanitaire en milieu rural ; en Afrique, aux campagnes de vaccinations, à l'amélioration de l'habitat et des cultures et au reboisement comme au Burkina. Par ailleurs, les scouts entendent contribuer plus largement à la protection de l'environnement.

Bien entendu, le scoutisme reste avant tout, pour ses promoteurs, un mouvement d'éducation extra-scolaire pour adolescents. Et s'il n'était qu'une image à renforcer, ce serait non pas celle de l'unité mais bien celle de la spiritualité. A l'OMMS, on insiste plus que jamais sur la dimension spirituelle du scoutisme. « Qu'elle soit appliquée à des musulmans - deux millions de membres - en Indonésie, à des juifs, des catholiques ou des protestants, la méthode scout continuera de créer les adultes de demain, en se fondant sur trois devoirs : envers Dieu, envers les autres, envers soi-même ».

JEAN-MICHEL DUMAY

## 150 000 membres en France

En France, le scoutisme, qui avait vu chuter ses effectifs après mai 1968, compte aujourd'hui 150 000 adhérents affiliés à l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS) par l'intermédiaire du « Scoutisme français » qui fédère cinq organisations : les Eclaireuses et éclaireurs de France (laïques), la Fédération des Eclaireurs et éclaireuses unionistes de France (d'origine protestante), la Fédération des Eclaireurs et éclaireuses israélites de France et les Scouts de France (liés à l'Eglise catholique), qui regroupent à eux seuls 100 000 membres.

Les Guides de France (50 000 membres), mouvement de scoutisme féminin en lien

avec l'Eglise catholique, sont également membres du Scoutisme français mais dépendent au niveau international de l'Association mondiale des guides et éclaireuses qui comptent 9 millions de filles dans 112 pays.

Les Scouts et guides unionistes de France (15 000 membres) et les Scouts et guides d'Europe (25 000 membres), de tendance catholique traditionnelle, ne sont pas reconnus officiellement par l'épiscopat français. De même que d'autres mouvements, tels les Scouts Saint-Georges ou les Scouts catholiques, associations intégrées, n'appartenant pas au Scoutisme français, ces organisations ne sont pas reconnues par l'OMMS.

## La fusée Ariane renoue avec le succès

Suite de la première page

Et l'unique concession au superflu qui soit parvenue à se glisser dans cet univers de précision : l'inscription, sur la coiffe qui protègeait les deux satellites, d'une citation de René Char : « Nous sommes des méduses à guêles de planète. Notre ciel est une veille, notre course une chasse et notre gibier est une goutte de clarté ». A terre, le gibier à chasser reste le client. Arianeespace détient la moitié du marché mondial des lancements commerciaux, avec trente-sept satellites en attente. Mais le septième lancement, avec trente-sept satellites, vient de réussir. Les nouvelles offres de lancements chinois, bientôt soviétiques ou japonais, ne font qu'intensifier la bagarre commerciale.

## Préface encore de mise

En reprenant ses tirs avec seulement trois mois et demi de retard sur son planning, Arianeespace conforte donc sa position. Dès la fin du mois d'août, le vol 38 devrait placer sur orbite les satellites de télécommunications Eutelsat-2 et Sky-net-4C. La société européenne espère rattraper son retard à la fin de 1991, avec le vol 49. C'est dans ce contexte favorable qu'Arianeespace va changer de patron. Ainsi que l'a annoncé M. Paul Quilès, M. Frédéric d'Allest, PDG de la société depuis sa fondation en 1980, va en effet quitter ses fonctions, probablement au bénéfice de l'actuel directeur général d'Arianeespace, M. Charles Bigot.

M. d'Allest avait refusé que son départ, prévu depuis plusieurs mois, intervienne après l'échec du trente-

sième vol de la fusée. « Je ne laisserai pas Arianeespace sur un échec, ce serait donner l'impression d'abandonner le navire, avait-il confié. Je ne partirai qu'une fois Ariane à nouveau sur les rails du succès ».

M. d'Allest, qui devrait remettre officiellement sa démission le 31 juillet lors d'un conseil d'adminis-

tration de la société, devrait être sous peu nommé numéro deux du groupe Matra, avec le titre de directeur général, créé pour lui.

Mais si le succès est total pour Ariane, la prudence est encore de mise pour ses clients du vol 37. En effet, TDF 2 et DFS 2 ne seront à poste en orbite géostationnaire, tous leurs équipements vérifiés, que dans quelques semaines.

Deuxième satellite de télécommunications de la Bundespost ouest-allemande, DFS 2 vit avec son temps. C'est déjà un satellite de l'Allemagne unie, comme en témoignait la présence à Kourou du directeur général des télécommunications est-allemand, M. Heinz Uhlig. Avec un

faisceau qui couvre toute l'Europe germanophone, DFS 2 peut véhiculer aussi bien des images de télévision que des données numériques et des communications téléphoniques. Il sera particulièrement coopérer à ces dernières, pour améliorer les relations entre la RFA et la RDA, alors que son homologue DFS 1 sert plutôt de support aux chaînes de télévision de l'Ouest.

Quant à TDF 2, satellite de télévision directe de forte puissance, il sert de secours à TDF 1, lancé à l'automne 1988. Issus d'un programme franco-allemand décidé en 1979, les deux satellites ont souffert de retards et du manque de chaînes de télévision à diffuser. Mais la mise en service du deuxième maillon du système, qui devient ainsi le premier système opérationnel en Europe, devrait s'accompagner à l'automne du démarrage de nouvelles chaînes : Canal-Enfants, Sports 2-3, devraient ainsi rejoindre sur ces satellites la Sept, les trois programmes radio de Radio-France et RFI, Euro-Musique et la duplication prévue de Canal Plus. Il semble, en revanche, de plus en plus évident que la chaîne allemande Première (équivalent allemand de Canal Plus) qui est actionnaire, choisie par la CSA pour être un des passages des satellites, libérera bientôt sa place. Celle-ci pourrait alors être attribuée à une chaîne généraliste gratuite comme Antenne 2. Ainsi serait exaucé un vœu allemand, rappelé avec force lors du dernier sommet bipartite.

En contre-partie, les autorités françaises espèrent un soutien allemand plus concret en faveur de la nouvelle norme de télévision D 2 MAC, malgré les réticences des télévisions d'outre-Rhin. Car le système DFS 2 en TDF 2 a d'abord pour vocation d'être le vecteur de cette nouvelle norme technologique, et d'ouvrir ainsi la voie à la télévision haute définition européenne, selon M. Xavier Gouyou-Beauchamps, PDG de TDF.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Après une plainte de la DDASS contre une maison de retraite

## L'indignation des « Provinciales »

Certaines infirmières ont pleuré, d'autres se sont simplement assises de stupeur, toutes ont clamé leur indignation en apprenant la nouvelle : le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient d'ouvrir une information contre X... pour « pratiques sur l'être humain de recherches biomédicales en violation du code de la santé publique » dans leur maison de retraite, « les Provinciales » à Drancy. A la question du docteur Pierre Legrand, médecin-directeur des « Provinciales », « Alors, on se bat ? », elles ont répondu un « oui » unanime.

La direction départementale de l'action sanitaire et sociale de la Seine-Saint-Denis (DDASS) confirme pourtant la plainte déposée lundi 23 juillet auprès du procureur de la République de Bobigny. Elle s'inscrit d'éventuels essais thérapeutiques pratiqués aux « Provinciales », un établissement employant 34 personnes pour 43 pensionnaires, pour la plupart totalement dépendants. Ces essais associeraient le soludécadron (un anti-inflammatoire stéroïdien), le biostim (un immunomodulateur), des gammaglobulines et des immunoglobulines. La DDASS s'interroge également sur l'ampleur des factures pharmaceutiques des pensionnaires (de 7 000 à 8 000 francs par mois). Des familles et des infirmières de l'établissement avaient déjà porté plainte pour des motifs financiers, mais le conseil départemental de l'Ordre avait classé l'affaire sans suite.

Lors d'une enquête administrative effectuée au début de ce

mois sur l'ensemble des petites maisons de retraite privées du département, les représentants de la DDASS ont trouvé que le médecin-directeur des « Provinciales » tenait, selon le cabinet de M. Claude Evvin, ministre de la santé, « des propos bizarres faisant notamment allusion à des essais thérapeutiques ». Les produits utilisés ne sont toutefois pas dangereux et la ministre précise que « la procédure entamée vise surtout à éviter des dérapages ultérieurs car jusqu'à présent les personnes âgées sont plutôt bien traitées aux « Provinciales ». Le docteur Legrand avait en outre jugé « superflu » de demander le consentement des familles à ces thérapies, comme le réclame le code de déontologie.

Le médecin, âgé de soixante-cinq ans, dément tout. Les expérimentations bien sûr, mais aussi les dépenses pharmaceutiques anormalement élevées et le protocole thérapeutique inadéquat. « Je prescris ces médicaments car je crois qu'ils conviennent à mes patients et uniquement pour cela », explique le docteur Legrand. « S'ils coûtent cher, tant pis. Le prix de la médecine, ce n'est pas mon problème. » Selon lui, c'est « la liberté thérapeutique qui est en jeu ». « Je m'insurge contre ceux qui veulent instaurer une médecine préfabriquée, faite de circulaires, alors que la médecine est un art », a-t-il ajouté en opposant « les médecins de terrain », comme lui, aux « fonctionnaires de la DDASS ».

CHRISTOPHE DE CAEVEL

## REPÈRES

## ÉNERGIE

## Réforme de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire

L'organisation de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) vient d'être modifiée dans « le but de renforcer son autorité et son autonomie », ont annoncé dans un communiqué conjoint, mardi 24 juillet, le ministre de l'Industrie et le secrétaire d'Etat à l'environnement.

Organisme dépendant du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'IPSN effectue les analyses et les recherches qui permettent d'évaluer la sûreté des installations nucléaires. Comme l'avait demandé le président de la République, un comité de direction y sera désormais mis en place. Il veillera à « garantir l'indépendance d'appréciation » des agents d'expertise, et « délibérera sur l'organisation générale de l'IPSN, l'orientation de ses activités et son projet de budget ». Parallèlement, précise le communiqué, « le comité scientifique présidé par le haut-commissaire à l'énergie atomique, M. Jean Teillac, va être renouvelé ». Il procédera notamment à l'orientation et à l'évaluation des programmes de recherche.

## ESPIONNAGE

## Médecins du monde s'en prend à l'ancien « patron » de la DGSE

Le président de Médecins du monde, M. Jacques Lebas, s'en est pris à l'ancien « patron » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), M. Pierre Marion, qui, dans un entretien au quotidien le Parisien du 24 juillet, a indiqué que les services secrets français avaient introduit, en 1982, une dizaine de leurs agents dans des convois d'associations caritatives à destination de la Pologne « pour observer la situation » après l'état de guerre dans ce pays. Estimant que M. Marion compromet l'action des associations sur le terrain, M. Lebas a déclaré : « Nous tenons désormais ceux qui colportent ce type de propos pour directement responsables de tout incident dont les bénévoles seraient les victimes ».

## SÉCHERESSE

## Eau trop rare et trop chaude

Conséquence de la sécheresse, plusieurs préfets de l'ouest et du midi de la France ont pris des mesures de restriction portant sur la consommation d'eau. Interdiction d'arroser les pelouses, de laver les voitures et de remplir les piscines sont les plus fréquentes de ces économies forcées. Ainsi en ont décidé la Vaucluse (pour quatre communes seulement), l'Aude, la Gironde, la Charente et la Charente-Maritime. Dans certains autres départements, ce sont les activités industrielles et agricoles qui commencent à être gênées. En Dordogne, faute de débit dans la Vézère, les papeteries de Condat annoncent l'arrêt de l'unité de pâte à papier pour « deux à trois jours ». Dans l'Aude, le fonctionnement de 13 micro-centrales électriques a été interdit et dans le Tarn-et-Garonne la centrale nucléaire de Golfech ne peut reprendre ses essais car l'eau dite « de refroidissement », puisée dans la Garonne, est actuellement à plus de 28 degrés. Enfin, dans les Hautes-Pyrénées, l'utilisation par les agriculteurs des eaux du canal de la Neste est désormais contingente.

## TRAFFIC D'ARMES

## Trois nouvelles inculpations

Trois policiers ont été inculpés, mardi 24 juillet, d'infraction à la législation sur les armes et placés sous mandat de dépôt par le juge marseillais M. Patrick Ardid, chargé de l'instruction de l'affaire du trafic d'armes libanaises. Il s'agit de Jean-Pierre Schwintz, trente-sept ans, membre de la CRS 38 de Mulhouse, Daniel Chaudron, quarante-deux ans, gardien de la paix, anciennement rattaché à cette unité, et Jacques Mourey, quarante ans, gardien de la paix à Besançon. Un débat contradictoire sur leur mise en détention provisoire était prévu mercredi. Ils sont les seuls prévenus qui, dans cette affaire, échappent à l'inculpation conjointe du délit d'association de malfaiteurs. MM. Schwintz, Chaudron et Mourey apparaissent, en effet, comme des collectionneurs passionnés, simples acheteurs d'une ou plusieurs armes au réseau organisé par leurs collègues en poste à l'ambassade de France à Beyrouth. Quatorze personnes dont neuf policiers sont désormais inculpés.

سكينة الاحمد

هكذا من الاعمال

## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Considérant comme « exemplaire » le refinancement de la dette municipale

## La Ville de Nice ne s'estime pas « concernée » par le versement d'une commission à une intermédiaire

La Ville de Nice n'est pas « concernée » par le versement à une intermédiaire d'une commission de 5,3 millions de francs rémunérant, en partie, une opération de refinancement de sa dette. Telle est sa position à la suite de la révélation de l'ouverture d'une enquête préliminaire, par la direction centrale de la police judiciaire, sur des faits remontant à 1986 (Le Monde du 24 juillet).

### NICE

de notre correspondant régional

Selon le sénateur Honoré Baillet, adjoint aux finances de l'époque et actuel premier adjoint au maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médéric, la ville n'a pas eu à connaître la jeune intermédiaire, M<sup>me</sup> Elisabeth Arnulf, gérante de société, qui a « émergé », ensuite, sur des commissions ayant fait l'objet d'une convention avec une société distincte. « En tout état de cause, a indiqué M. Baillet, non seulement les contribuables n'ont pas été lésés mais l'opération en question a été exemplaire puisqu'elle permettra à la ville de réaliser, à terme, un gain de 164 650 000 francs ». Le mystère de la « manne » échue à M<sup>me</sup> Arnulf reste donc entier.

Le 26 juin 1986, le conseil municipal de Nice avait voté une délibération confiant à la société AREFIC (Analyse et recherches de

financements pour les collectivités locales) dont le principal actionnaire est la Banque nationale de Paris, la mission de refinancer la dette de la ville (alors de 2,12 milliards de francs) par de nouveaux emprunts de substitution à des taux plus avantageux que ceux auxquels ils avaient été contractés (jusqu'à 17,8 %).

Cette opération avait été conclue après que la Ville se fut vainement adressée, le 12 juillet 1985, à la Caisse des dépôts et consignations pour lui demander un rachat de son emprunt dans le cadre du réaménagement de la dette des collectivités locales. Son initiateur avait été M. Thierry Perrin, responsable d'un cabinet financier parisien, agissant officiellement pour le compte d'AREFIC. Aux termes de la convention signée par la Ville, la rémunération d'AREFIC avait été fixée à 3 % hors taxe sur toutes les sommes effectivement mobilisées par la société et 0,75 % sur celles correspondant à de nouveaux emprunts pour lesquels elle aurait seulement apporté son assistance technique.

Selon le secrétaire général de la Ville de Nice, M. Claude Goizé et le directeur des services financiers, M. Edmond Bellino, « un travail énorme » a été accompli par M. Perrin qui, en trois semaines, a réussi à négocier, tant auprès des organismes publics que des banques privées, une somme de 683 335 000 F dont 205 808 000 F mis directement à la disposition de la Ville par AREFIC. Le total des commissions revenant à la société

s'élevait à 13 090 287 F dont 7 322 364 F pour les sommes qu'elle avait directement mobilisées au taux maximum de 3 %. Résultat pour la Ville : un gain net de 164 650 000 F qui sera réalisé à l'échéance des contrats existants, vers l'an 2000.

### Un bénéficiaire exclusif

« Même l'opposition de gauche du conseil municipal a applaudi. De toutes les grandes villes, seule Nice a bénéficié de cette renégociation globale », affirme M. Baillet. En tout état de cause, la Ville, selon lui, « n'a eu affaire qu'à AREFIC et seulement à AREFIC », bénéficiaire exclusif des commissions versées par la Ville en quatre tranches « au vu des résultats obtenus ». Pourquoi la société a-t-elle ensuite, reversé 3 300 000 F sur le compte bancaire d'une association, SUDD, gérée par M<sup>me</sup> Arnulf ? M. Baillet « ignore ». M<sup>me</sup> Arnulf n'est à aucun moment intervenu dans la transaction, affirme-t-il, et nous ne la connaissons pas.

Pour M. Henri-Charles Lambert, l'avocat de M. Médéric - lequel s'est abstenu de tout commentaire - « à partir du moment où AREFIC a régulièrement exécuté son contrat avec la Ville, elle dispose de ses commissions comme elle l'entend. Présenter, par ailleurs, M<sup>me</sup> Arnulf comme une proche de M. Médéric est tout à fait abusif ».

Cette jeune femme est assistante de direction, à Europ Show, une société d'organisation de specta-

cles, subventionnée par la municipalité, dont le gérant est M. Lucien Salles, père du député (PR) des Alpes-Maritimes, M. Ruddy Salles, et, par ailleurs directeur général de l'association Nice-Opéra présidée par le maire de Nice. Cette dernière association a fait l'objet de contrôles approfondis dans le cadre d'affaires d'ingénierie concernant M. Jacques Médéric (Le Monde du 28 novembre 1989). Le 1<sup>er</sup> décembre 1986, M<sup>me</sup> Arnulf a, d'autre part, créé, avec M. Salles, la SARL Elsa Conseil, un bureau d'études de marchés commerciaux. Il existe, également, des liens entre M<sup>me</sup> Arnulf et M. Perrin puisque celui-ci avait signé, le 15 avril 1986, une convention de prestation de services avec la SARL Club SUDD qui n'avait pas encore d'existence légale et que les enquêteurs des douanes ont décrit comme une « société écran ».

Le dossier du refinancement de la dette de la Ville de Nice a également fait l'objet d'observations de la chambre régionale des comptes qui a été amenée à interroger les élus ordonnateurs des mandats versés à AREFIC. Au Palais de justice de Nice on indique, enfin, que l'affaire est « de la compétence exclusive » du procureur de la République, M. Aumérat, lequel, avant de partir en vacances, jusqu'à la fin du mois d'août, a rendu compte de l'avancement de l'enquête de police directement au ministre de la justice, M. Arrighi.

GUY PORTE

Procédant à un regroupement des services

## La direction centrale de la police judiciaire s'installe provisoirement à Nanterre

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et le directeur central de la police judiciaire, M. Jacques Gonthier, ont visité, mardi 24 juillet, les nouveaux locaux de la direction centrale de la police judiciaire qui vient de s'installer à Nanterre (Hauts-de-Seine).

L'installation de la police judiciaire dans l'immeuble flambant neuf de Nanterre préfigure « la police criminelle de l'an 2000 », selon M. Jacques Gonthier, directeur central de la PJ. Du regroupement sur un même site des principaux services actifs de la police judiciaire - la sous-direction des affaires économiques et financières, les offices de répression du banditisme, du proxénétisme, du trafic illicite des stupéfiants, ainsi que de la répression des crimes et délits contre les personnes et les biens - le ministre attend une plus grande complémentarité des services chargés des enquêtes judiciaires d'ampleur nationale.

Les investigations sur les affaires mêlant grand banditisme, délinquance financière et trafic d'armes et de stupéfiants, devraient se trouver facilitées par la présence de quelque cinq cents enquêteurs de la PJ dans les neuf étages de l'immeuble Prairial de Nanterre.

### Une vitrine internationale

Jusqu'à présent disséminés aux quatre coins de Paris, de la rue des Saussaies à celle du Château-des-Rentiers, en passant par la rue du Faubourg-Saint-Honoré, les services de la PJ se trouvent, aujourd'hui, réunis à cent mètres de la préfecture des Hauts-de-Seine, non loin de l'Arche de la Défense, et à près d'une demi-heure de la place Beauvau, siège du ministère de l'intérieur. Reste, toutefois, à l'écart de Nanterre la sixième division de PJ chargée de la répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives, comme si la lutte antiterroriste devait rester rue des Saussaies, à Paris, au plus près du pouvoir exécutif. Deux autres ensembles de police judiciaire - l'état-major et la police scientifique et technique - demeurent également séparés des services opérationnels.

L'installation, dans les murs du Prairial, du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) va aussi dans le sens de la modernisation de la

police, souligne-t-on au ministère de l'intérieur : chargé de la coopération avec les autres polices du monde, le SCTIP doit préparer les policiers français à l'Europe de 1993 et présenter une vitrine de la police aux stagiaires et aux visiteurs étrangers.

Un pan de l'histoire de la DCPI, créée en 1907 par Georges Clemenceau, alors ministre de l'intérieur, va-t-il disparaître avec le déménagement à Nanterre ? Aux dires des inspecteurs concernés, les bureaux fonctionnels du Prairial vont remplacer avantageusement ces appartements parisiens au charme désuet où l'on se marchait sur les pieds et où l'essence des lieux obligeait à supporter les consignes d'ordinateur. Des salles de cours, des bureaux pour les interprètes, des locaux de garde-à-vue avec un revêtement de sol antichoc font leur apparition.

### Déménagement vers l'Est parisien

Enfin, la ville de Nanterre dispose de deux nouveaux « musées », très bien protégés : celui de l'office de répression des vols d'objet d'art et celui de la répression du trafic illicite des stupéfiants. Derrière leurs portes et vitrines blindées, on admire des faux Picasso, des tapis persans, des statues religieuses.

Avec ses quelque huit mille mètres carrés, le Prairial double les surfaces occupées par les services de police judiciaire, permettant l'accueil des effectifs supplémentaires affectés à l'office antistupéfiants et offrant des locaux au dernier-né des services de PJ, l'office central de répression de la grande délinquance financière.

Le ministère de l'intérieur sera locataire de l'immeuble (pour 23 millions de francs par an et après un investissement de 18 millions de travaux). « La modernisation de la police, c'est bien sûr la formation des personnels, mais c'est aussi l'installation des policiers dans des locaux adaptés à leurs missions », a affirmé M. Pierre Joxe. Le ministre a précisé que l'installation à Nanterre est provisoire, dans l'attente du déménagement, prévu en 1996, de l'administration centrale du ministère vers l'Est parisien, dans l'immeuble neuf que le gouvernement s'est engagé à construire sur le site de la ZAC Austerlitz-Tolbiac.

ERICH INCIVIAN

Une information judiciaire pour assassinats ouverte à Montauban

## L'autopsie a confirmé que les cinq jeunes squatters avaient été tués « avec une rare violence »

Les cinq marginaux dont les corps ont été retrouvés en fin de semaine dernière (Le Monde du 24 juillet) dans un immeuble désaffecté de Montauban ont été tués « il y a quatre ou cinq mois au cours d'une scène d'une rare violence », a indiqué mercredi 25 juillet, lors d'une conférence de presse, M<sup>me</sup> Nadine Mouttet, substitut du procureur à Montauban.

Les cinq squatters, « vraisemblablement âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans, de type européen », ont eu « le crâne fracassé à coups d'objets tranchants » et ils « étaient transpercés de coups de couteau du côté droit et dans le dos », a-t-elle précisé.

« Des indices de sang importants ont été découverts sur place », ce qui laisse penser qu'ils ont été « vraisemblablement tués à cet endroit », a ajouté M<sup>me</sup> Mouttet en rappelant que les cadavres, « en état de décomposition avancée », ont été découverts dans trois pièces différentes, certains dissimulés sous des gravats. De source proche de l'enquête, on a également appris qu'une scie égoïne, tachée de sang et un couteau avaient été retrouvés sur place.

L'identité des cinq marginaux, a indiqué le magistrat, « n'est pas encore exactement connue », même si « des documents leur appartenant ont été trouvés sur place. Certaines familles ont déjà pris contact avec nous pour signaler des disparitions, mais pour l'instant, aucune certitude ne peut être avancée ».

Une information judiciaire pour assassinats a été ouverte le mardi 24 juillet et l'enquête a été confiée au SRPJ de Toulouse.

IMMIGRATION

Un accord de coopération sur le droit des femmes

## Le Sénégal ne veut plus « exporter » la polygamie ni l'excision

« Nous ne devons pas bousculer les modes de vie des pays d'accueil. Il y a un modus vivendi à respecter lorsque l'on va à l'étranger », a expliqué M<sup>me</sup> Ndioro Ndiaye, ministre sénégalaise de la condition féminine et de l'enfant, aux ressortissants de son pays, lors d'une visite officielle en France du 17 au 25 juillet. Elle faisait particulièrement référence à la polygamie mais aussi à l'excision. Si la polygamie, phénomène lié à l'islam, est tolérée en France pour les étrangers lors de la législation de leur pays l'autorise (arrêt de la Cour de cassation de 1980), elle est toutefois « source de problèmes » elle embarasse les autorités françaises et du même coup les autorités sénégalaises qui l'ont interdite. « La polygamie, a précisé la ministre, réfléchissent aux moyens de dissuader les Sénégalais d'exporter cette coutume ».

L'excision, pratique sans fondement religieux, est en revanche interdite sur le sol français, « et il faut le faire savoir ». Depuis plusieurs années le gouvernement sénégalais tente de lutter contre les mutilations sexuelles en profitant des discussions organisées par le planning familial ou par le biais de documents et d'informations sur la santé des femmes. « Des traditions

listes souhaiteraient nous faire médicaliser l'excision, c'est-à-dire substituer le médecin à l'exciseuse. Il ne saurait en être question. La méthode que nous employons est la persuasion, car nous ne croyons pas à la manière forte dans ce domaine ».

Un accord de coopération a été signé, lundi 23 juillet, entre M<sup>me</sup> Ndiaye et M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes. Celui-ci comprend la diffusion d'informations auprès des candidats à l'émigration ou en direction de personnes résidant déjà sur le territoire français, sur les droits et les devoirs en vigueur dans le pays. Ces informations seront diffusées par les services consulaires français et sénégalais. L'aide de la France portera également sur la création d'un Centre national d'information sur les droits des femmes (CNIDF) à Dakar, l'adoption d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle de responsables femmes dans le milieu rural, et les moyens d'intégrer la dimension femme dans tous les programmes de développement élaborés avec le ministère de la coopération et du développement.

Ch. Ch.

## COMMUNICATION

Une campagne publicitaire du département d'Etat américain sur les vacances à l'étranger

## Le crime, c'est les autres

Vacanciers, si vous ne voulez pas vous faire dévotuer, attaquer ou jeter dans un cul de basse-fosse, une seule destination : les Etats-Unis, pays paradisiaque qui ignore le crime. En revanche, prenez vos précautions si vous visitez les autres contrées qui font du vol, de l'attaque à main armée et du trafic de drogue, quelques-uns de leurs beaux-arts. C'est du moins ainsi que le département d'Etat traduit sa vision du monde dans une campagne publicitaire dévoilée mardi 24 juillet à New-York et destinée dès le début du mois d'août à avertir les enfants du Nouveau Monde des risques qu'ils prennent à voyager à l'étranger.

Cette campagne, orchestrée par l'agence Ketchum Communication pour 300 000 dollars (1,8 million de francs), a planifié de nombreux spots et pages de journaux incitant les Américains à consulter la brochure gratuite éditée par le département d'Etat. « Le hideux visage du crime et du terrorisme n'a pas disparu », a souligné un de ses membres, en présentant le fascicule d'une vingtaine de pages qui indique les recettes à suivre pour traverser sain et sauf les pays étrangers.

Entre autres conseils classiques sur les visas et les vaccins et quelques remarques sur le fait que « tous les officiels ne parlent pas forcément anglais », la brochure conseille aux touristes américains « d'éviter les quartiers dangereux », de « ne pas voyager seuls la nuit », de « réserver leur chambre d'hôtel entre le deuxième et le septième étage assez haut pour éviter que l'on puisse pénétrer facilement dans leur chambre, mais assez bas pour pouvoir accéder aux équipements anti-incendie », et en cas de menace terroriste ou d'incident en avion d'« éviter la confrontation » et de « pas essayer d'être un héros ». Les touristes américains pourront ainsi conserver toute leur chance de faire preuve d'héroïsme sur leur propre sol. Recordman en la matière, les Etats-Unis enregistrent en effet un cambriolage toutes les dix secondes, une attaque à main armée chaque minute, un viol toutes les six minutes et un meurtre par demi-heure.

Y.-M. L.

Un rappel à l'ordre du Conseil supérieur de l'audiovisuel

## Le CSA estime que FR 3-Corse accorde trop de place aux indépendantistes

Saisi par le sénateur MRG François Giacobbi, président du conseil général de Haute-Corse, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a décidé, mardi 24 juillet, d'appeler l'attention du directeur général de FR 3 sur le respect du pluralisme dans l'île.

Selon le CSA, en effet, les journaux régionaux corses ont accordé plus de 20 % du temps de parole alloué aux hommes politiques à des personnalités locales, aux convictions indépendantistes, alors que leur représentation aux conseils généraux de Haute-Corse et de Corse-du-Sud, est sensiblement inférieure (10 % des élus environ).

Ce rappel à l'ordre, non commenté à la direction nationale de la chaîne, a suscité de vives réactions

à FR 3-Corse. Dans un communiqué, le Syndicat national des journalistes (SNJ) estime que le CSA est « une instance régulatrice qui n'a pas à dicter aux journalistes les règles de leur conscience ».

Le CSA, ajoute le SNJ, « ne se grandit pas en enjouant les vieux démons du sénateur Giacobbi qui recommence en 1990 l'opération qu'il avait menée en 1984 avec Charles Pasqua [alors ministre de l'intérieur] contre la liberté d'information et qui fut alors dénoncée par la Haute-Autorité ».

Quant au rédacteur en chef de la station régionale, M. Jacques Batianesi, il affirme de son côté « vouloir continuer à exprimer honnêtement et librement [la] vision de l'actualité corse ».

GRAND PRIX du FESTIVAL de COGNAC  
du FILM POLICIER 1989

“Un polar très original...  
C'est un régal”

**COUPABLE**  
RESSEMBLANCE  
DEGENDI VICE

VO: PATHE MARIGNAN - PATHE HAUTEVILLE - FORUM HORIZON  
14 JUILLET BEAUGRENELLE  
15 JUILLET BEAUGRENELLE  
16 JUILLET BEAUGRENELLE  
17 JUILLET BEAUGRENELLE  
18 JUILLET BEAUGRENELLE  
19 JUILLET BEAUGRENELLE  
20 JUILLET BEAUGRENELLE  
21 JUILLET BEAUGRENELLE  
22 JUILLET BEAUGRENELLE  
23 JUILLET BEAUGRENELLE  
24 JUILLET BEAUGRENELLE  
25 JUILLET BEAUGRENELLE  
26 JUILLET BEAUGRENELLE  
27 JUILLET BEAUGRENELLE  
28 JUILLET BEAUGRENELLE  
29 JUILLET BEAUGRENELLE  
30 JUILLET BEAUGRENELLE  
31 JUILLET BEAUGRENELLE



# ARTS • SPECTACLES



La France compte près de quarante mille monuments classés. Son patrimoine est, avec celui de l'Italie, l'un des plus riches d'Europe. L'entretenir est une charge très lourde pour ses propriétaires : Etat, personnes privées ou collectivités territoriales. N'est-ce pas aussi un formidable potentiel économique, mal exploité, à l'heure actuelle ? C'est l'avis de nombreux organismes - la Caisse nationale des monuments historiques, notamment - chargés de la gestion de certains de ses éléments les plus prestigieux. Mais il faut, alors, investir et aménager lourdement. Et les projets - très différents les uns des autres - qui se développent à proximité de monuments comme le château de Chambord, le Mont-Saint-Michel, le pont du Gard ou sur des sites classés comme le Désert de Retz et le parc de Méréville manquent parfois de subtilité, quand ils ne suscitent pas l'appétit démesuré de puissants groupes financiers. Polémiques et interrogations se multiplient.

E. de R.

LES PROMOTEURS A L'ASSAUT DES VIEILLES PIERRES

## OPA sur les monuments historiques

« EN FRANCE, on n'a pas de pétrole, mais on a des monuments historiques. » La formule fut lancée dans l'entourage de M. Philippe de Villiers, éphémère secrétaire d'Etat à la culture. On se gaussa de ses propos, mais ils durent cheminer obscurément dans plus d'une cervelle. Les temps n'étaient-ils pas au désengagement de l'Etat et à la glorification de l'entreprise ? Pourquoi ne pas assimiler les vieilles pierres, si nombreuses en France, à des sociétés compétitives dégageant des bénéfices au lieu d'être une charge pour la collectivité ?

Réveiller ces richesses en jachère, les exploiter rationnellement devint subrepticement un mot d'ordre. D'autant que certaines d'entre elles succombent sous le poids des visites. Le pont du Gard, dont l'environnement est particulièrement fragile, reçoit, chaque année, deux millions de visiteurs. Les queues pour visiter le château de Versailles s'allongent chaque année un peu plus. Le Mont-Saint-Michel est menacé à la fois par les sables et par le volume des voitures qui l'assiègent.

Il faut donc aiguiller cette masse croissante de curieux et lui « donner à voir ». En cette fin de siècle, les monuments historiques ne sont plus, en soi, des supports de rêves suffisants, nous disent ceux qui sont chargés de les gérer. Ils doivent être « vendus » comme des produits spécifiques. Avec une étiquette aisément identifiable. Versailles ou le Roi-Soleil, Fontainebleau ou les adieux de Napoléon, Chambord ou François I<sup>er</sup>... Et tant pis si le discours est réducteur. Il faut bien faire entrer deux ou trois concepts dans la tête des touristes avant de les lâcher quelques instants sur les tas. Une population vite lassée, qu'il faut distraire, nourrir et loger. Tout un attirail ludico-gastronomico-hôtelier devrait donc, logiquement, accompagner chaque monument historique.

M. Christian Gerondeau, président de la Caisse nationale des monuments historiques, se défend de vouloir quadriller le territoire national de « Disneyland à la française ». Il part d'un



Un golf sauvera-t-il Méréville de son délabrement ?

constat : le patrimoine français a une vocation culturelle mais aussi touristique, et donc économique. Ces vocations sont convergentes : « Le nombre des visites, pour un monument donné, croît en fonction de son intérêt culturel », soutient-il. Mais ce patrimoine, connu, fréquenté, pourrait l'être davantage et surtout de manière différente. Le temps qui est consacré à chacun de ses éléments est trop bref. Leurs visites sont trop superficielles et leurs potentialités, sous-estimées.

Le président de la Caisse prévoit plusieurs étapes pour que le patrimoine français remplisse le double rôle qui lui est dévolu : enrichir la culture de visiteurs plus nombreux et remplir les caisses de l'Etat, ou celles des collectivités, qui les gèrent. « Nous devons obéir à six impératifs », affirme M. Gerondeau. Développer un thème autour d'un monument ou d'une région. Que ce

soit un individu (Monet à Giverny), une époque (la Renaissance dans le val de Loire), un genre (les jardins à Villandry), un mythe (la Belle au bois dormant à Ussé). Soigner l'accueil (parc de stationnement, sanitaires, téléphones, restaurants). Avoir une pédagogie active grâce à un audiovisuel, des maquettes ou des panneaux explicatifs. Mettre en valeur l'édifice lui-même par un effort de décoration (mobiliers, en particulier). L'animer par une programmation spécifique (concerts, expositions, représentation théâtrale ou simple sonorisation). Gérer l'ensemble de façon moderne. Publicité, promotion et marketing doivent être au rendez-vous.

La Caisse des monuments historiques (voir encadré, page 11) s'est d'ores et déjà engagée sur cette voie. En 1989, elle avait lancé l'opération Monuments en musique dans quelque soixante-dix châteaux, abbayes et parcs. Cette année, jusqu'au 26 août, des concerts seront organisés dans plus de cent monuments, tous les après-midi. Le château d'Oiron, dans les Deux-Sèvres, accueille encore une fois des plasticiens contemporains. C'est le nouveau directeur du patrimoine, Christian Dupavillon, qui signera le nouveau son et lumière du château de Chambord, en espérant qu'il saura renouveler les règles d'un genre plus que désuet.

Enfin, il est créé de nouveaux postes de conservateurs auxquels il est demandé, au-delà de la gestion courante, de « concevoir un projet culturel global pour chaque monument, en liaison avec différents partenaires, dont les collectivités territoriales ». Sans négliger, bien sûr, le secteur privé, désormais indispensable. Ceux-ci seront recrutés par concours. Chambord et le Mont-Saint-Michel en étaient pourvus. Il y en aura désormais à Carcassonne, Azay-le-Rideau et au château d'Angers. « Cette politique est tout simplement plus rentable pour le monument », affirme Christian Gerondeau. On gère mieux un bâtiment quand on est sur place.

EMMANUEL DE ROUX  
Lire la suite page 10

## SELECTIONS

CINÉMA

12



Fraîchement reçu à sa sortie, en 1962, au Festival de Venise, *Mamma Roma*, de Pasolini, est un film de hantise, de fièvre, un film admirable, on ne le dira jamais assez. Dans un rôle de prostituée vieillissante, la Magnani est pathétique.

MUSIQUES

13

Un nouveau festival se lance en Bretagne. Sa mission ? Faire connaître de jeunes talents français et étrangers. Musique de chambre et piano sont au programme du Festival de la Côte d'Emeraude. A l'ouest toute !

ARTS

14

« Les vanités dans la peinture au dix-huitième siècle. Méditations sur la richesse, le dénuement et la rédemption », tel est le sujet sévère, mais pourquoi pas ? d'une exposition qui se déroulera à partir du 27 juillet, au Musée des beaux-arts de Caen. Son conservateur aime à faire découvrir l'art à travers ses figures allégoriques.

50 من الاجل

هكذا من الامل

## PATRIMOINE

LES PROMOTEURS A L'ASSAUT

# OPA sur les monuments

Suite de la page 9

Cet ensemble d'initiatives ponctuelles s'accompagne de projets beaucoup plus lourds. Certains d'entre eux sont déjà vivement contestés — que le monument visé appartienne à l'Etat, à une collectivité territoriale ou à un particulier.

L'aménagement du Mont-Saint-Michel — propriété de l'Etat et géré par la Caisse — provoque un raz de marée local (lire ci-dessous). La polémique lancée autour de celui du pont du Gard — propriété du département du Gard — rebondit. Les initiatives du bouillant président du conseil général — le sénateur Gilbert Baumez — qui s'était lancé dans une politique de réemption pour le moins maladroite, risquent de remettre en cause une opération que l'on croyait bouclée et satisfaisante, sinon exemplaire (voir le Monde du 5 juillet 1989). « Pas question de créer un parc à touristes maquillé en œuvre de prestige, clament les membres d'une association de défense locale. Nous refusons le gigantisme débridé. » Cette réalisation, qui devrait s'inscrire dans le cadre des « grands travaux de province » (son coût avoisine les 500 millions de francs), est aujourd'hui suspendue à une ultime commission d'enquête. Le président de la République est venu voir le site. Il a examiné le projet, mais s'est borné, publiquement, à des propos sur les incendies de forêt.

Le cas de Chambord commence à faire des vagues. « Il ne s'agit pas de créer un événement sup-

plémentaire à Chambord, mais de présenter, dans un centre situé à proximité de l'entrée du domaine, la civilisation de la Renaissance au grand public qui visite le val de Loire, explique Christian Gerondeau. Les thèmes à évoquer sont nombreux : l'architecture, la poésie, la musique, les arts plastiques, la vie quotidienne, les grandes découvertes techniques et géographiques, les divertissements, la guerre... Mais nous n'en sommes qu'au stade de la réflexion. Nous travaillons avec des architectes pour voir quelles sont les possibilités d'implantation des bâtiments et une équipe scientifique pour mettre en œuvre les thèmes retenus. » Les architectes, MM. Viguier et Jodry, sont ceux qui ont réalisé le projet d'aménagement du pont du Gard. Ici, ils ont plus que débroussaillé le terrain. « Nous ne sommes pas, à Chambord, dans le monde de l'attraction, mais dans celui de la culture », posent-ils comme préalable. Sur vingt hectares, à l'entrée du domaine, une série de constructions, résolument contemporaines, devraient s'élever au milieu d'un espace boisé. Lames de verre et de pierre qui alternent avec la végétation et des pièces d'eau. Cinq thèmes sont, pour l'instant, retenus : les découvertes et les inventions ; la création artistique ; le roi, la cour, la ville ; la vie quotidienne ; l'architecture. La visite pouvant se faire « à plusieurs vitesses ». Le fil conducteur des concepteurs est le *Songe de Poliphile*, ouvrage ésotérique de la Renaissance italienne, quête initiatrice d'un héros à la recherche du savoir. Le

coût de l'ensemble s'élèverait à 600 millions de francs. Y compris les deux hôtels, les restaurants et le centre de conférences. Le conseil général du Loiret-Cher a approuvé les premiers projets et a demandé la poursuite de l'étude.

Mais déjà ces propositions sont durement écartées par un groupe qui associe fonctionnaires de la culture, chercheurs et universitaires. « Il n'y a pas assez d'hôtels dans la région des châteaux de la Loire, font-ils remarquer. Ce fait, réel sans doute, constitue un des arguments majeurs des concepteurs du projet. Mais pourquoi vouloir résoudre le problème d'une manière aussi brutale, par une concentration en un seul lieu, forcément bétonné et macadamisé, aussi voyant qu'un coup de poing dans l'œil ? Il y aurait, bien évidemment, d'autres solutions, plus discrètes, plus souples, plus pragmatiques. Alors, pourquoi ? Parce qu'en réalité, ici comme ailleurs, il s'agit d'adapter le patrimoine culturel de la France aux besoins des tour-opérateurs et aux stratégies des groupes hôteliers. On imagine déjà la publicité : « De votre chambre, tous les matins, saluez votre voisin, François I<sup>er</sup> », ou bien : « Chambord, un hôtel de rois, un château du groupe Accor. »

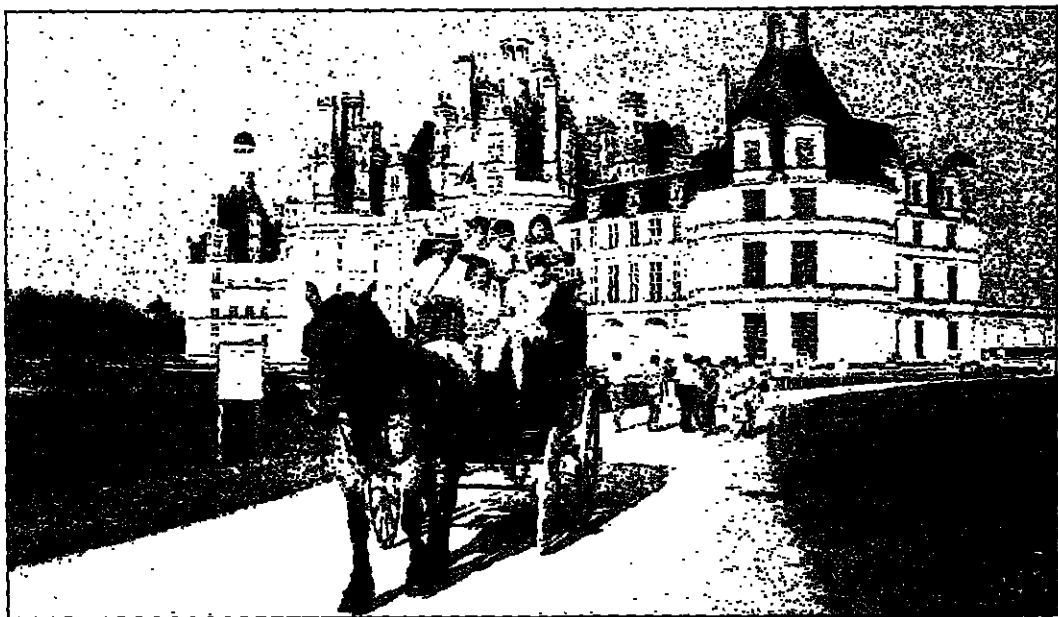
PIERRE TCHERNIA  
A PIERREFONDS

Le puissant groupe hôtelier, qui possède une importante participation dans le Parc Astérix, veut développer sa branche loisirs. Il est vivement intéressé par les projets de la Caisse nationale des monuments. Celle-ci songerait à lui confier l'animation du château de Pierrefonds. Ce sommet du style troubadour, imaginé par Viollet-le-Duc, pourrait devenir un « centre médiéval », grâce au couple étrange formé par l'historien Jacques Le Goff et Pierre Tchernia, l'homme d'images. Si l'on admet à la Caisse qu'un contrat existe avec Accor à propos de Pierrefonds, on souligne qu'aucun projet n'est arrêté. Et que, de toutes les manières, il sera soumis à un comité scientifique. Comme à Chambord.

Mais pour le groupe de fonctionnaires et de chercheurs déjà cité, Chambord est un mauvais exemple : « Il s'agit, nous dit-on, de répondre au défi de Disneyland en remplaçant le Magic Kingdom par un centre de la Renaissance chargé de l'initiation et de la sensibilisation du public français et international. Seulement, à y regarder de plus près, Disneyland sera partout présent dans ce lieu à la française, où l'on aura simplement remplacé Minnie Mouse par la reine Margot, Merlin l'Enchanteur par Léonard de Vinci et le château de Blanche-Neige par celui de François I<sup>er</sup>. Certes, Disneyland engendre une sous-



architecture, alors que le complexe de Chambord, signé par une agence d'architecture qui jouit d'une grande réputation, sera, on peut l'espérer, une véritable œuvre d'art. Le désir de créer un autre de ces scoops architecturaux que le monde entier nous envie, et peut-être même d'obtenir la faveur du président et la promotion de l'entreprise au rang des grands travaux, a manifestement joué un rôle dans la naissance du projet. Nous sommes de ceux qui pensent que le Centre Pompidou fait plutôt bien dans le paysage, que le Palais omnisports de Bercy est une trouvaille, que l'Institut du monde arabe est franchement beau et que l'Arche de la Défense est grandiose. Mais il nous semble que ce ne sont pas des émotions de ce type que les gens de Paris, de Detroit, de Düsseldorf ou de Tokyo aimeraient ressentir dans les campagnes françaises. Il y a là non seulement une agression contre le paysage rural, mais, pour le dire cyniquement, une



ENDIGUER LE FLOT DES VISITEURS

## Le Mont-Saint-Michel au péril du carton-pâte

Le projet d'installation d'un parc de loisirs dans la partie bretonne de la baie du Mont-Saint-Michel provoque la colère des Normands.

**P**ERCHÉ au sommet de son roc millénaire, le regard perdu dans le lit du Couesnon, saint Michel doit trouver décidément incorrigibles. Des années que cela dure, qu'à la moindre occasion Bretons et Normands déterrent la hache de guerre pour se lancer à l'assaut du Mont. Des années que le proverbe cherche, en vain, à les mettre d'accord (1). Des années que, à grands renforts d'arguments historiques, géographiques, culturels ou politiques, ils se disputent ce petit caillou, « merveille de l'Occident ».

Depuis quelques mois, le projet — breton — d'implantation d'un parc de loisirs spécialisé, de 47 hectares, à 7 kilomètres du rocher relance la querelle. « Qu'ils aillent installer leur Mickeyland au milieu d'une plaine à betterave, c'est leur affaire, mais ici, au cœur de la baie, c'est un vrai crime. » Lorsque M. Pierre Aguiton, président du conseil général de la Manche, évoque le complexe « Port-Saint-Michel », la légendaire prudence normande vole en éclats. Les trois cent quarante chambres et cent dix bungalows, les sept cent quarante couverts et les 800 mètres carrés de boutiques, il ne veut pas en entendre parler. Le golf, le centre de remise en forme, la piscine à vagues et les courts de tennis, il les passe à la trappe. Mais c'est lorsqu'il aborde la thématique du projet — les grands navigateurs de la baie et leurs itinéraires — que sa colère éclate : « La reconstitution des ports d'Extrême-Orient, c'est vraiment n'importe quoi. Hongkong en carton-pâte en face du Mont-Saint-Michel, c'est du massacre. Jamais nous ne laisserons faire cela. »

A la tête de la Société de la baie du Mont-Saint-Michel (Sobaimon), qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération, M. Pierre Lebas parle au contraire de « mise en valeur du patrimoine ». Il y a cinq ans, ce Breton travaillant à la chambre de commerce et d'industrie de Caen fondait l'Association des amis de la baie du Mont-Saint-Michel, avec pour projet la création d'une « maison de la baie » afin d'expliquer le phénomène naturel des marées tout en assurant la promotion des produits régionaux. Aujourd'hui, il souhaite « relancer la vie du canton en créant deux cent quarante emplois ». « Profiter des deux millions de personnes qui visitent chaque année le Mont en trois quarts d'heure puis traversent notre région sans s'y arrêter » et créer « un type de tourisme moderne ».

C'est que, entre-temps, M. Pierre Lebas a rencontré la SFERG. Spécialisée dans les parcs de loisirs — on lui doit notamment le parc Astérix de Plailly (Oise), — cette société, dont le groupe Accor détient 16 % du capital, n'a pas été longue à le convaincre de la possibilité de passer à la taille supérieure. C'est maintenant d'un investissement de plus de 300 millions de francs qu'il est question.

Encore fallait-il trouver le terrain. Perdue au milieu des polders, les trois cent cinquante habitants de Saint-Georges-de-Gréhaigne ont vite compris les bénéfices qu'ils pouvaient tirer de l'opération. Leurs terres à carotte, les meilleures de la région, valaient près de 30 000 francs l'hectare. La Sobaimon leur en propose 50 000, avec, en prime, une indemnité d'expropriation de 30 000 francs. Pour le maire de Saint-Georges, Félix Beaudou, qui se targue d'avoir su « donner l'exemple », c'est l'aubaine. Propriétaire de 20 des 47 hectares convoités par la Sobaimon, il souhaite bientôt quitter la région et prendre sa retraite « au soleil de la Côte d'Azur ».

Si, toutefois, le projet vient à se réaliser. Car la résistance des Normands est farouche. Habités à se trouver face à face, le maire communiste de Pontor-



son, M. Claude Ménard, et le maire divers droite du Mont-Saint-Michel, M. Eric Vannier, font cette fois cause commune. L'un comme l'autre voient d'un très mauvais œil l'arrivée d'un grand pôle touristique sur la rive opposée. Le second, propriétaire de deux hôtels et du fameux restaurant la Mère Poulard, n'a évidemment rien à gagner dans l'histoire. Quant au premier, il refuse d'avance le moindre compromis avec cet « hypermarché de la sous-culture ».

Pour Pontorson, il est vrai, la question est cruciale. Passage obligé sur la route du Mont, la ville ne vit (mal !) que du tourisme. Depuis des années, les équipes municipales successives s'attachent à préserver ce privilège et combattent les projets de déviations routières et d'échangeurs qui viendraient détourner une partie du flot des visiteurs. Alors, lorsque « Port-Saint-Michel » réclame un accès direct vers le Mont, le maire dénonce une « véritable provocation ». Sans son accord et celui du conseil général de la Manche, pas question d'élargir la route (normande) et le pont. « Et ils ne l'auront jamais », sourit-il.

Pour empoisonner encore un peu plus les affaires bretonnes, le conseil général de la Manche a même préempté les terrains destinés à accueillir le golf de « Port-Saint-Michel ». Il se prépare maintenant à saisir la commission nationale des sites. Et M. François Gondran, architecte des bâtiments de France, se dit prêt à aller plus loin : « Le Mont est classé patrimoine international par l'UNESCO. S'il le faut, nous irons devant les instances internationales. »

LES CONTRAINTES  
DU SITE

Toute cette agitation ne fait guère l'affaire des promoteurs de « Port-Saint-Michel ». Inquiète de l'impopularité de la thématique retenue, la Sobaimon, réunie le 26 juin en assemblée générale, a décidé de « revoir sa copie ». Elle fait une croix sur l'idée des ports et des navigateurs et demande finalement à la SFERG de lui proposer un autre concept, qui « colle davantage aux contraintes du site, de son environnement, du patrimoine qu'il représente et de l'image culturelle de toute la région ». Des exigences qui risquent de perturber le tour de table actuellement en cours. Si Accor s'est déjà déclaré très intéressé par la gestion du parc hôtelier et envisage même de participer au montage de la société d'exploitation, d'autres pourraient bien renoncer à aller affronter la résistance locale.

Saint Michel verra-t-il le complexe investir les terres d'alluvions des polders ou s'engluer dans les sables mouvants de la baie ? Du haut de son roc millénaire, la statue de l'archange a le regard qui flanche.

NATHANIEL HERZBERG

(1) « Le Couesnon, en sa folie, a mis le Mont en Normandie. » Allusion à la décision définitive de localisation du rocher : c'est le Couesnon, dont le lit variait d'une année à l'autre dans les sables de la baie, qui fut érigé en juge ; le cours d'eau passa à l'ouest du Mont, lequel devint normand. Le lit du Couesnon fut ensuite stabilisé.



## PATRIMOINE

### DES VIEILLES PIERRES

## historiques

erreur de marketing. Enfin, il faut un certain sens de l'esbrouffe – ou une bonne dose d'humour – pour comparer le pèlerinage éotérique et métaphorique du Songe de Poliphile, une des œuvres les plus savantes et les plus complexes de la Renaissance, avec le cheminement des visiteurs depuis les parkings jusqu'à la buvette, en passant par le centre touristique.

Mais les monuments publics ne sont pas les seuls à se heurter à ce genre de questions. Les édifices privés sont, plus que tous autres, accablés à des impératifs de rentabilité. M. Patrice de Vogüé, en dépit du succès de Vaux-le-Vicomte, vient de demander à la société Culture Espace, spécialiste dans l'ingénierie culturelle, de lui trouver des idées pour renflouer les caisses de son château. M. Jean Saint-Bris tire de sa gentilhommière angevine, le Clos-Lucé, où Léonard de Vinci séjourna brièvement, une petite rente. IBM a même réalisé ici les machines rêvées par l'auteur de la Joconde. Mais cela ne suffit pas. Il faut encore trouver autre chose.

Le sort des parcs historiques est encore plus complexe. Comment rentabiliser ces gouffres financiers qui redevennent à la mode, sans les défigurer ? Par un golf, répondent les plus malins. La panacée n'est pas toujours souveraine.

Ainsi le désert de Retz, près de Poissy, que l'on croyait définitivement sauvé, après des avatars sans nombre (voir le Monde du 1<sup>er</sup> juin 1989), est menacé par l'extension d'un « dix-huit trous ».

Toutes les précautions avaient pourtant été prises. Vingt hectares – le cœur du parc – sont en cours de restauration. Une superficie équivalente a été louée par ses propriétaires, MM. Jean-Marc Heftler et Olivier Choppin de Janvry, à la société fermière de Joyenval, qui avait besoin de cette superficie pour achever là un parcours de golf. Une convention minutieuse avait été signée entre la société fermière – une filiale du groupe Worms – et la Société du désert de Retz. Elle prévoyait, dans les moindres détails, les aménagements paysagers à faire pour respecter ce parc du dix-huitième siècle, un des plus beaux de la région parisienne. Quelle ne fut pas la surprise des deux compères de voir des bulldozers faire pousser des collines imprévues, transformer une rivière sinueuse en un fossé rectiligne et creuser une immense pièce d'eau à la place de deux petits étangs ! Il faut dire que le green est dessiné par un Américain, Trent Jones, papa international du golf mais qui, à l'image de ses commanditaires français, MM. Nicolas Worms et Bertrand Malphettes, se soucie visiblement comme d'une guigne de ce monument historique plusieurs fois classé et dont les abords sont strictement protégés.

### LE SYNDROME DE LA ROSIÈRE

En revanche, c'est peut-être un golf qui sauvera Méréville (voir encadré). Le parc imaginé à l'extrême fin du dix-huitième siècle par François Belanger et Hubert Robert est dans un état de délabrement total, presque en coma dépassé. Son nouveau propriétaire, un groupe anglais, désire transformer le château en hôtel, après l'avoir restauré, et le parc en un « golf paysager ». La demande déposée en 1987 a reçu l'agrément de l'administration des Monuments historiques, sous réserve de l'« intégration » du parc dans le parc reconstitué. Pour mieux répondre à la demande des autorités françaises, les propriétaires achètent trente hectares supplémentaires en dehors du domaine proprement dit (cinquante-cinq hectares) : il n'y aura plus que sept trous (sur les dix-huit) dans le périmètre historique. L'architecte assure que l'œuvre d'Hubert Robert sera parfaitement respectée, les « bunkers » invisibles, les fabriques relevées, les lacs recrusés, les essences végétales retrouvées.

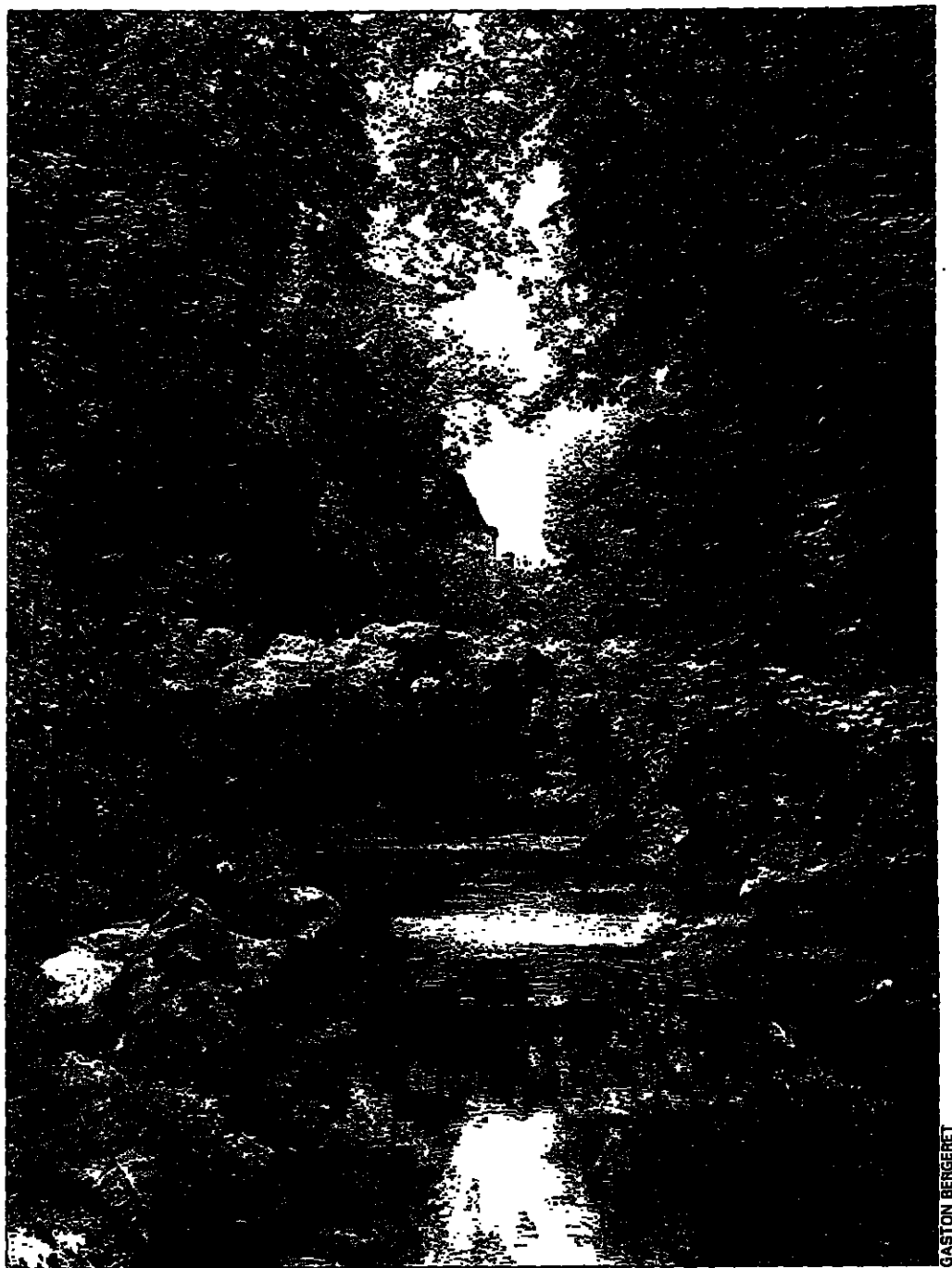
Le maire de Méréville, M. Guy Cuénat, qui refuse toute solution immobilière, compte bien sur les travaux (250 millions de francs) et les futurs emplois (une centaine pour une population de moins de trois mille habitants) pour donner un second souffle à la capitale du cresson. « L'architecte nous a promis de ne pas construire une niche à chien supplémentaire », déclare-t-il. Aujourd'hui les Monuments historiques traînent les pieds. Mais le parc de Méréville, c'est comme la rosière du village : à force de refuser tous les partis, il crèvera, seul dans son coin.

Des partis, en existe-t-il d'autres ? Oui, soutient M<sup>me</sup> Jacqueline Sabattier qui a monté une « Association pour le devenir du domaine de Méréville ». L'animation du parc doit passer par la mise en valeur de sa vocation première : l'art des jardins. Elle voudrait y voir le siège d'un organisme international d'étude sur ce thème, avec centre de documentation, école et musée. Le château pourrait servir de base hôtelière à de telles activités. Elle signale, en outre, que le site conviendrait à merveille à un festival du type de celui de Glyndebourne, en Grande-Bretagne. Pourquoi pas ? Mais comment financer ce fabuleux programme ?

Le programme, c'est la clé du pari engagé par les responsables du patrimoine français gagnés par cette certitude : l'essor économique de la France est en partie lié au tourisme culturel. « Les 40 000 monuments français, ce sont nos gisements de pétrole », affirme M. Michel Collardelle, directeur de la Caisse des monuments historiques. Un monument peut parfaitement devenir le pôle économique de toute une région. Mais c'est par la qualité culturelle de son aménagement que l'on arrivera à ce résultat.

EMMANUEL DE ROUX

## Méréville, un chef-d'œuvre d'Hubert Robert



Jean-Joseph de Laborde, négociant avisé, banquier de la cour, anobli par Louis XVI, veut se doter d'une résidence de campagne digne de son immense fortune. Il a soixante ans lorsqu'il achète le domaine de Méréville, au sud d'Etampes. Un donjon médiéval y domine la vallée de la Juine. En moins de dix ans, il va profondément bouleverser cette centaine d'hectares.

Pour cela, il s'attache un architecte, François-Joseph Belanger, et un peintre-paysagiste, Hubert Robert. Le premier venait de construire, en un temps record, le pavillon de Bagatelle pour le comte d'Artois, et le second, de redessiner avec brio les jardins du Petit-Trianon. La rivalité des deux hommes fut vive et l'architecte finalement évincé. Mais il n'est pas toujours facile de démêler ce qui appartient à l'un ou à l'autre. D'autant que leurs collaborateurs ont été nombreux. Ce fut sans doute Belanger qui réutilisa la carcasse gothique du château, l'augmenta de deux ailes basses et la ceintura d'une corniche. Hubert Robert imagina-t-il seul la galerie basse, sous-bassement de la grande terrasse, que l'on atteignait en passant à travers un rocher découpé en forme de porte ?

Toujours est-il que quatre cents ouvriers remuent la terre à longueur d'année pour le compte du financier. Le lit de la rivière, banallement rectiligne, devient sinueux. Son cour paresseux est coupé de cascades. Des étangs sont creusés. Des collines surgissent au milieu de la plaine. La route qui coupe la propriété en deux s'encaisse pour mieux disparaître sous les fondaisons. Une végétation nouvelle surgit, dessinant de nouvelles perspectives, sennées, comme il se doit, d'une vingtaine de « fabriques » : vraie laiterie adossée à de fausses grottes, moulin authentique aménagé sur de pseudo-ruines antiques, colombier et lavoir champêtre, monument funéraire élevé à la mémoire du capitaine Cook et colonne rostrale à celle de ses deux fils disparus avec Lapérouse, passerelle habilement ruinée conduisant à un belvédère, glacière dissimulée sous un amoncellement de roches, temple dédié « à la Pléiade filiale », inspiré de celui de la Sibylle à Tivoli. « Un jardin étant le modèle en grand d'un tableau de paysage », faisait remarquer Belanger, il ne faut pas se priver des

objets qui peuvent embellir la perspective du tableau. » Aussi Hubert Robert brossait-il d'abord le tableau et le montrait à Laborde avant de le réaliser concrètement.

Les travaux se poursuivent jusqu'en 1792, en dépit de la Révolution. Laborde est fort populaire à Méréville. Cela ne l'empêche pas d'être arrêté, jugé, condamné et guillotiné place de la Concorde, en avril 1794. Après la Terreur, sa femme revient vivre à Méréville. Elle y recroise beaucoup : le peintre Gérard, Lucien Bonaparte, frère de Napoléon, ou Chateaubriand, l'amant météorique de sa fille Natalie. A la mort de la vieille marquise, le domaine est vendu à un entrepreneur, M. Despagnac, qui fait rogner les ailes du château. Son successeur, M. de Saint-Romain, remet en valeur la demeure et le parc. On lui doit la construction d'une « ferme suisse », adossée à un décor de confères. Après lui, Méréville passe de main en main : quatorze propriétaires se succèdent en moins d'un siècle. La partie du parc située de l'autre côté de la route est lotie. Quatre « fabriques », démontées, sont transportées à Jeurre, quelques kilomètres plus au nord.

En 1939, en dépit de ses malheurs, le parc, qui appartient à une Américaine, M<sup>me</sup> Kelly, a encore belle allure. Un orchestre de la Wehrmacht y passe paisiblement la guerre. Des troupes américaines lui succèdent. Méréville est alors vendu à un exploitant forestier. Celui-ci plante de peupliers les parties basses du domaine. Les arbres finissent par masquer les lacs, qui s'ensavent au point de disparaître. Aujourd'hui les allées se sont presque toutes effacées. Le moulin est réduit à ses arcades du rez-de-chaussée. Le belvédère du grand rocher est pourri. Le pigeonnier se serait écroulé sans son corset de poutrelles. L'intérieur du château a été mis à sac. Seules les grottes incrustées de cristaux résistent tant bien que mal au vandalisme. La colonne trajane, restaurée par la municipalité, se dresse maintenant au milieu des lotissements. Elle indiquait, au loin, l'oasis décrite par Chateaubriand. Sera-t-elle le dernier vestige de cette ultime création du dix-huitième siècle : un parc anglais aménagé à la française avec de fortes reminiscences italiennes ?

E. de R.



La Coudray (ci-dessus) comme Méréville (ci-contre), Chambord, le pont du Gard ou Pierrefonds (page de gauche) ont besoin de visiteurs pour vivre. Mais comment maîtriser l'affluence ? Comment aiguiller la masse croissante des curieux et lui « donner à voir » ?

## La Caisse

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites a été créée à la veille de la première guerre mondiale, pour assurer la collecte des droits d'entrée dans les monuments de l'Etat affectés à la direction du patrimoine. Malraux étendit les attributions de l'organisme, dont la tâche était désormais de promouvoir et de mettre en valeur ce patrimoine. La Caisse des monuments historiques est directement impliquée dans une centaine de monuments (cité de Carcassonne, châteaux d'Azay-le-Rideau, de Rambouillet, de Chambord, de Chaumont, de Pierrefonds, du Haut-Koenigsbourg, de Vincennes, d'Oron et de Maisons-Laffitte, abbayes du Mont-Saint-Michel, de Fontevault et de Silvacane, domaine du parc de Versailles, Conciergerie, Sainte-Chapelle, Arc de triomphe, tours de Notre-Dame et ruines d'Oradour-sur-Glane...). Elle soutient et conseille les propriétaires privés comme les collectivités locales. Elle édite l'excellente revue *Monuments historiques* et organise des expositions.

سكنا من الامم







سكزا من الامل

# ARTS

## SÉLECTION PARIS

### Aux sources du monde arabe

Le Musée de l'Institut du monde arabe présente, en avant-première, cinquante-huit objets choisis dans les collections préislamiques du Musée du Louvre, avant leur installation définitive dans la nouvelle section du département des Antiquités orientales.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours, sauf lundi, de 13 heures à 20 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1993. 20 F.

### Rodolphe Bressin

Un maître de l'eau-forte, révéral et visionnaire, ignore de ses contemporains, ce qui d'ailleurs le faisait parfaitement indifférent. Une soixantaine de planches parmi les cent cinquante qu'il a laissées composer l'exposition-jossier proposée par le Musée d'Orsay.

Musée d'Orsay, quai Anatole France, place Henri-de-Montfort, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 octobre. 27 F.

### André Kertész

En deux cents clichés et documents provenant des archives de la donation, pour la plupart inédits, l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936. Où le promoteur Kertész photographie les scènes de rue, les cafés, les jardins, réalise de nombreux portraits d'artistes.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 20 août. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

### Jacques-Henri Lartigue

Voir ci-contre notre photo légendée. Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-56-37-11. Tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 août. 12 F.

### Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Noas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

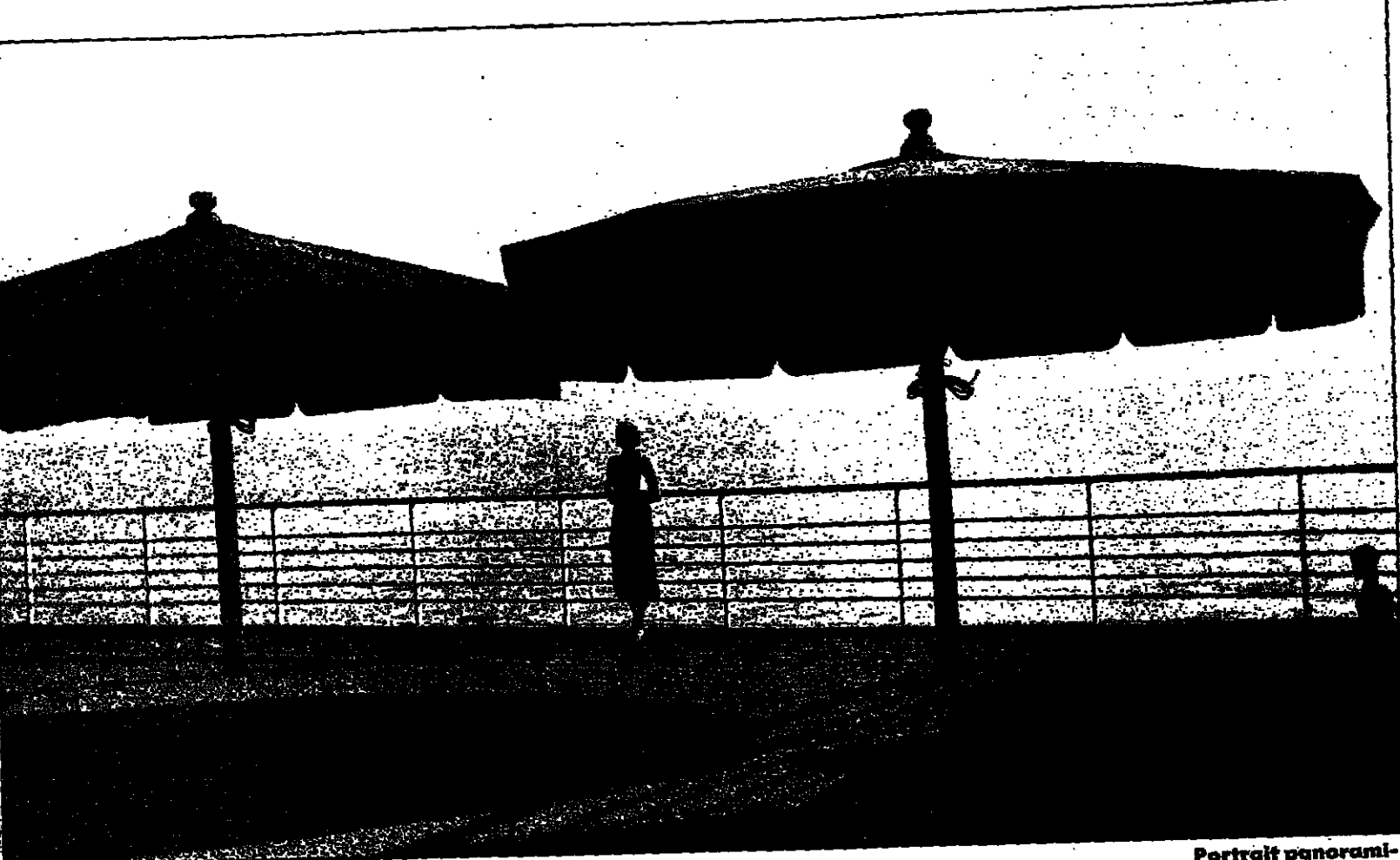
Musée d'art moderne de la Villa de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 12 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre. 28 F.

### Andy Warhol

Et si l'œuvre toute en surface du pape de la pop culture était moins superficielle qu'on ne le pense généralement? Qui nous renvoie en pleine figure l'image d'un monde vidé par la multiplication des images, d'un monde désincarné, coupé du monde, sur lequel la mort plane.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 septembre.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas. 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre. 39 F.



### Fécomp

#### Georges Braque

Une importante rétrospective de l'œuvre gravé, en cent soixante pièces. Où l'on voit que le matériel dicte la forme à l'artiste, qui n'est plus peintre lorsqu'il manipule encres, planches et acides.

Centre culturel du palais Bénédicte, 110, rue Alexandre-Le-Grand, 75000. Tél. : 35-28-00-08. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

### Hérouville-Saint-Clair

#### L'estaque

Complétant la commande publique sur l'estaque présentée à Marseille (Drahes, Fleischer, Kern, Lewis), Jean-François Lecourt expose les tirages meurtis, naïfs, entêtés, saturés d'humidité, ruisselant d'écaboussures de calcaire après avoir été suspendus dans un réservoir d'eau souterrain désaffecté. Un pied de nez au fétichisme et à la propriété obsessionnelle du beau tirage marouflé.

Centre d'art contemporain, 7, passage de la Poste, 14200. Tél. : 31-95-50-67. Tous les jours sauf lundi de 15 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 26 août.

### Sables-d'Olonne

#### Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille pour un art de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50), et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

### Lyon

#### Louise Bourgeois

Louise Bourgeois, qui est d'origine parisienne, vit à New-York depuis un demi-siècle. Elle y passe pour une des principales figures de la sculpture américaine de l'après-guerre. En France, elle est à peine connue. Le Musée d'art contemporain de Lyon se propose de combler cette lacune en accueillant une rétrospective de son œuvre qui circule en Europe.

Musée d'art contemporain, 16, rue Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-56. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 août.

### Meymac

#### Un art de la distinction ?

Une exposition inspirée par les écrits de Bourdieu et de Baudrillard. Qui réunit une bonne vingtaine d'artistes, de John Armleder à Mayer Vaisman, en passant par Philippe Cazal, Peter Halley, Jeff Koons, Ange Leccia.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 13250. Tél. : 55-55-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre.

### Montauban

#### Gérard Titus-Carmel

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minutieux de tissus noués autour de bâtons de 1975, jusqu'aux grandes peintures décollantes des intérieurs et des extraits et fragments des saisons de 1988-1990.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel de Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-52. Tous les jours de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. À partir du 1<sup>er</sup> septembre il y aura lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre. 12 F.

### Morlaix

#### Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guillemin, Camus et de beaucoup d'autres. À travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs, dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 98-88-68-68. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre. 20 F.

### Nîmes

#### Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'itinéraire, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la Transavanguardia italienne, bien calquée depuis quelques temps. Et dont il s'est tout naturellement démarqué, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des beaux-arts, rue

### Cité-Foulc

#### La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baqué à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...).

Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il se saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oron, 79100. Tél. : 49-95-57-42. Tous les jours de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

### Rochechouart

#### Christian Boltanski, Annette Messager

Une exposition à deux. Qui a pour titre « Contes d'été » et dont le fil conducteur est le lieu même du musée : le château de Rochechouart, qui ne peut qu'être comme un gant à Christian Boltanski et Annette Messager, artistes faiseurs de rêves et de cauchemars, dont les images sont pleines de souvenirs d'enfance, de remémorations, de fantasmes. Comme un vieux château.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-48-10-16. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. À partir du 1<sup>er</sup> septembre il y aura lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre. 8 F.

### Saint-Paul-de-Vence

#### Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines terribles et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans fillet dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inépuisables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 octobre.

### Strasbourg

#### Charles Filiger

On connaît encore mal l'œuvre de ce symboliste opéra d'absolu, qui fut l'un des voisins de Gauguin au Poulou, peignant avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le cloison-

### Portrait panoramique de Rende Perle

#### pris à l'Eden Roc, au cap d'Antibes, par Jacques-Henri Lartigue, [en août] 1931.

Par le croisement des lignes verticales et horizontales, le jeu de plein et de vide, de l'ombre et de la lumière, cet instantané presque constructiviste séduit par le statisme et la fragilité de modèle dressé sous la ligne d'horizon. (Exposition « Rende Perle », au Grand Palais)

### Toulon

#### Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des Degas dans la maison Teller.

Centre d'art contemporain du château de Toulon, 83430. Tél. : 95-75-75-23. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

### Toulouse

#### Antonio Saura

C'est la première exposition d'envergure, en France, consacrée à Antonio Saura, l'un des figures majeures de la peinture contemporaine espagnole. Elle est conçue autour de quatre thèmes qui reviennent constamment dans l'œuvre de l'artiste : les femmes, les crucifixions, les portraits imaginaires de Goya, les foules.

Musée d'art moderne et contemporain, 69, rue Fagnan, 31000. Tél. : 51-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 23 septembre. 10 F.

### Tours

#### Erik Dietman

Les grandes œuvres monumentales réalisées d'un sculpteur à l'humour ravageur, qui pratique volontiers le jeu de mots, d'images, d'associations d'idées, mélange les genres, les formes et les objets, les formes au bord de l'informe et même de la perfection. Et cela, dans le bronze.

### Troyes

#### Sculpture contemporaine espagnole

Gonzales, Picasso, Chillida, Gargallo, Miro, Oteiza. Soit le noyau classique moderne de la sculpture espagnole contemporaine, que la région de Champagne-Ardenne a entrepris d'exposer cet été en sept lieux, à Troyes (Cadran solaire et Passages), à Reims (palais du Tau et FRAC), à Val-de-Vesle (centre Silo), à Charleville-Mézières (Musée Rimbaud).

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-30-67-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 septembre.

### Valence

#### Mark di Suvero

Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero, un maître dans l'art d'articuler, suspendre, tendre des poutrelles d'acier dans l'espace, avec force, mais sans agressivité.

Espace urbain de Valence, Musée, médiathèque, CHAC, 26000. Tous les jours de 13 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

### Vimoutiers

#### Chasseur de vérité, guetteur de vie

Le voyageur en Pays d'Auge est invité à passer par le Prieuré Saint-Michel de Croumes. Un bel endroit où, autour d'une citation de Rodin, sont réunies des sculptures de Nicolas Alquin, Peter Briggs, James Brown, Eugène Dodeligne, Bernard Pagès et Irgard Sieg.

Prieuré Saint-Michel, Croumes, 61120. Tél. : 33-38-15-15. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

### Trois

#### La sélection « Arts »

a été établie par : Geneviève Bretonne, Sélection « Photo » : Patrick Boegies

## Un rendez-vous d'été à l'Opéra sur LA SEPT et FR3

LES VEPRES SICILIENNES de Verdi  
Samedi 28 juillet - 21 h

la sept La culture se déchaine.



# CULTURE

de nos envoyés spéciaux

Arignon 90

## Reprenons de zéro

Par certains jours d'orage, il y a chahut entre l'électricité dans l'air et celle qui fait marcher l'informatique. Résultat : tout s'inverse et se fait des blagues, il se produit un drôle de décalage horaire, si bien qu'on ne sait plus si on est aujourd'hui ou un autre jour. A partir de là tout devient possible. Ainsi, on envoie à Paris une photo représentant les acteurs sourds-muets de l'International Visual Théâtre. Et voilà que, en cours de route, elle se transforme en photo représentant les acteurs, tout à fait parlants, qui vont jouer du 26 au 30 juillet, au Tinel de la Chartreuse, une pièce de Jean-Pierre Sarrazac. Est-ce déjà le soir... (le Monde du 25 juillet) Donc on reprend à zéro : l'International Visual Théâtre va donner son spectacle les Pierres, d'après Gertrud Stein, également du 26 au 30 juillet, mais à 22 heures, toujours à la Chartreuse, mais à l'église. Si ce spectacle, on ne l'a pas vu au château de Vincennes, il ne faut pas le manquer ici, car les acteurs ont une grâce de geste, une précision, une sensibilité que les parlants-entendants peuvent rarement atteindre. Sauf peut-être Jean-Marie Patte, homme de patience et de magie, dont Guy Delahaye, lui qui « photographie l'invisible », saurait saisir le regard secret. C. G.

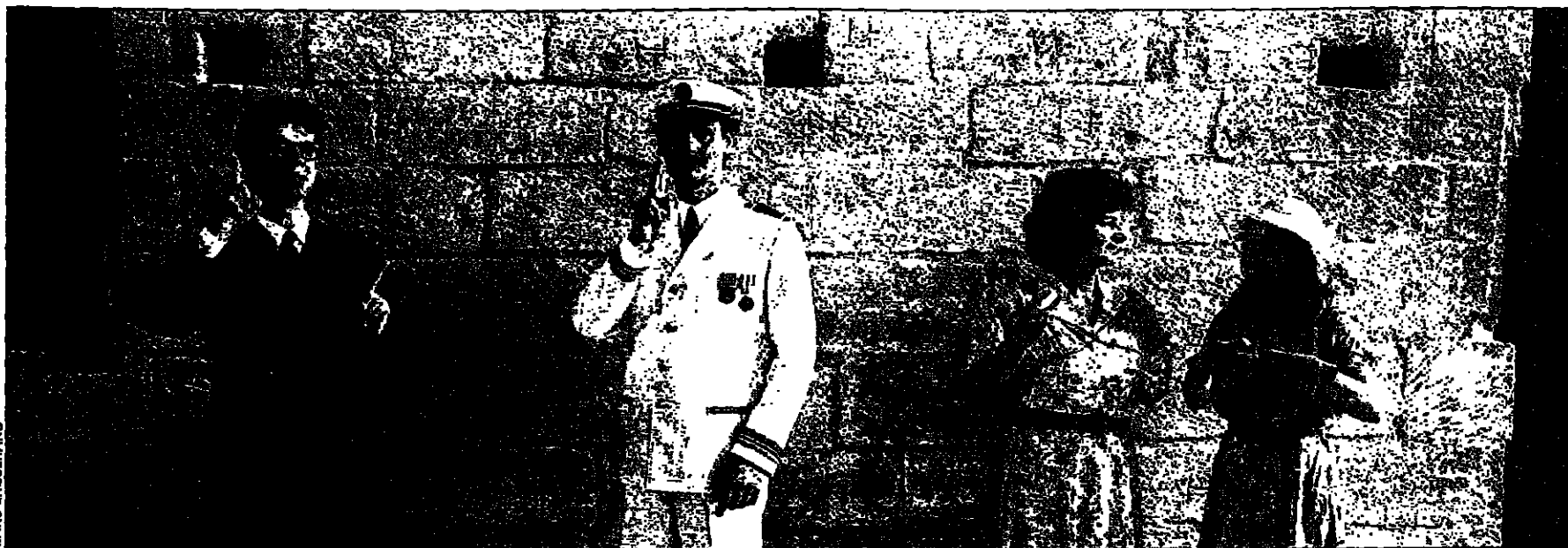
## Désarroi d'acteurs

« Idiot Maquette » le second spectacle des APA est un modèle réduit

En architecture, en scénographie, la maquette est l'étape qui permet de vérifier le bien-fondé d'une idée, d'une inspiration, avant de passer au stade ultime de la réalisation. On peut voir aussi des maquettes dans des musées, elles sont souvent reconstruites après coup, pour témoigner d'un palais, d'un bateau disparus. La maquette compte ses admirateurs et collectionneurs, c'est une forme en soi. On ne peut pas en dire autant d'Idiot Maquette, présenté par quelques membres des APA (Acteurs Producteurs Associés) qui ne participent pas au premier spectacle, Basta per oggi, mis en scène par Walter Le Moli (le Monde du 17 juillet), très controversé. Normal, car cette proposition théâtrale forte se situe à l'écart d'un classique de bon aloi, à l'écart de la pléiade de spectacles qui se regardent avec plaisir mais ne laissent pas de traces dans la mémoire. Idiot Maquette nous laisse abasourdi, avec une seule question : comment est-il possible que des acteurs accouchent d'un spectacle aussi creux après plus d'un an d'enthousiasme, de lectures, de réflexions sur le théâtre ? Dans Idiot Maquette, il ne se passe rien, ce qui en soi n'est pas forcément gênant, pour peu que l'on propose des jeux avec l'espace, la forme, une atmosphère, des objets, un texte ou autre chose à inventer, le théâtre a l'esprit large. Voici une divagation obscure inspirée du café-théâtre pour la forme, et d'on ne sait quelle idée pour le fond. Cela pendant trois quart d'heure, avec de légères variations qui ne permettent même pas de mettre en valeur les acteurs : Jean-Yves Chatelet, Michel Didym, Isabelle Janier, Catherine Kocher-Matisse, Ged Marlon et Christophe Odent. Ils ont voulu travailler seuls, sans mettre en scène, une fonction que certains d'entre eux ont déjà tenu dans leur vie. Cette absence de regard extérieur n'explique pas tout, elle ne faisait pas défaut à quelques unes des jolies Conversations d'Artistes présentées par les APA au Théâtre de l'Athénée à Paris en 1988.

ODILE QUIROT

Idiot Maquette, à 18 h et Basta per oggi à 21 h 30, jusqu'au 25 juillet, au Gymnase Aubanel.



## Plus beau que le bonheur

Une trilogie, trois spectacles plutôt, qui appartient au monde singulier, enchanté, de Jean-Marie Patte

Je cherchais à la revoir hier... C'est le titre du premier spectacle de la trilogie... Il y a, dans cette phrase inachevée, un ton de voix, déjà, qui évoque une confiance particulière. Un calme. Un rien de regret et d'incertitude. Une espérance aussi, comme si ce machin du théâtre, par l'entremise de Jean-Marie Patte, faisait confiance à chacun d'entre nous, pris dans son quant-à-soi, afin d'échanger les peines de nos jours, leurs rayons brefs. Et, avant tout, peut-être, leur persévérance. Car la patience à toute épreuve est l'une des choses qui font du théâtre de Jean-Marie Patte l'un des plus hauts qui soient.

C'est un inconnu vêtu de noir qui s'approche, il tient par la main une petite fille dans sa longue chemise de nuit blanche. L'apparence de l'homme, sa mise officielle, sa fermeté incertaine comme s'il se donnait par indulgence l'air sévère, comme s'il se tenait bien droit par fatigue, irradient quelque chose d'une allégorie, comme certaines statues d'hommes en complet-veston sur les places nocturnes de Chirico, mais il y a aussi un tel monument sur l'une des places de Venise, un autre sur la terrasse de Saint-Cloud. C'est l'image du grand-père, de l'injustice des lois de la mansuétude, c'est la semaine ou le dimanche, c'est selon.

Un linge blanc tendu sur le sol

de marbre pourrait esquiver le lit des enfants, la chambre des enfants, mais cette chambre, haute comme une église, aux encoignures et aux charpentes de mystère, est la chambre des contes plutôt que celle du dormir, et puis un grand-père sait-il jamais si oui ou non le marchand de sable est passé ?

## La chambre des contes

La petite fille, pieds nus dans sa chemise de nuit, se découpe presque en silhouette d'ombre sur la luminosité lunaire, là-bas, tout au fond du palais, d'un portail grand ouvert sur une cour, sur un préau, gris. Séjour d'école ou de couvent. Entrevision des solitudes aux quarts d'heure de récréation.

Ce n'est pas l'ogre et l'enfant qui s'en allait glaner aux champs. Ce n'est pas le loup et le chaperon. Ce n'est pas non plus, de nos jours, le juge des enfants que les gendarmes, dépassés par la circonstance, viennent de réveiller en pleine nuit, lui amenant une petite fille qui s'est sauvée, qui tremble de peur, qui, derrière le tronc d'un noyer, se cachait du faisceau des phares. Ce n'est qu'un inconnu vêtu de noir et une petite fille, debout, quand la ville dort.

« Le théâtre peut très bien être le seul lieu où vraiment rien ne se passe. L'endroit privilégié où rien

ne se passerait », a dit Eugène Ionesco, Ionesco, vieil oncle Vania de Jean-Marie Patte, savait qu'il y a des riens qui sont tout. La petite fille lève une main. Elle tient quelques feuilles de papier. Elle amorce le geste de remettre ces feuilles au monsieur noir qui amorce le geste de les prendre. Mais les mains ne se rejoignent pas. Qu'est-ce qu'un geste ? Qu'est-ce que des mains ? Qu'est-ce qu'une détermination, qu'un lâchetisme ? Qu'une réticence ?

Il y a des lettres d'adieu, laissées sur la table, quand les mains ne se joignent plus. Il y a les mots des dernières volontés, des lettres d'amour. Il y a, qui, eux, peuvent être tendus de la main à la main, les manuscrits. Ceux des poèmes, celui de « Sois sage ô ma douleur », celui de « Mon front est rouge et sec du baiser de la reine ». Il y a les manuscrits des pièces de théâtre, et de quoi avait-il donc l'air le manuscrit du Malade imaginaire quand les comédiens se le prêtent l'un l'autre ?

Absences, fausses adresses, refus de lire... Et ça y est : serrer enfin les doigts, sur ces feuilles. Le monsieur noir est gauche : pourquoi serait-il sûr de lui, l'être qui pose les yeux pour la première fois sur une écriture, sur celui qui sur la plage pose le bout du pied dans l'eau, est-elle moins froide qu'hier ? Mais c'est surtout la

petite fille : elle a transmis le manuscrit, c'est le coup de Trafalgar, elle n'a plus rien, elle n'est plus rien. Le dessaisissement. Elle se sauve. Elle court, par-delà le préau, chercher dans le dortoir une autre petite fille. Elles se serrent l'une sur l'autre. Elles sauront s'apaiser, s'endormir. Les voici déjà seules entre elles, adorables, sans l'éternel poids des bonshommes. Libérées.

## Le pépé en redingote

Une actrice est morte. Beaucoup de gens l'aimaient. Qu'était-elle pour eux, cette femme d'un au-delà d'illuminations ? Ils ne l'entendront plus, ne la verront plus, et les pages que le pépé en redingote de Chirico parvient peu à peu à lire à voix haute semblent être les quelques mots, majestueux, maladroits, que le directeur du théâtre a prononcés devant la tombe. Paroles sincères, amicales, vides : l'art d'une actrice, sa présence singulière, ses pas et sa voix personnels, il ne faut pas espérer les faire réapparaitre jamais, par l'intercession des mots. Même les disques, même les films, y échouent : des caricatures. Le théâtre, c'est l'état de grâce, un soir.

Les deux petites filles se sont endormies. Il y a juste, sur le silence, ces deux souffles, ralentis :

preuves de deux vies. Le monsieur noir rêve aussi, dans un fauteuil. Les feuilles de papier blanc ont glissé par terre : « une feuille qui tombe a divisé l'année de son événement léger ». Sans ce qui est pur, sans ce qui est haut, sans ce qui est libre et vrai, naturel, un art agonise. Jean-Marie Patte le maintient la tête hors de l'eau. Il oriente tout un monde d'esprit, sans presque y toucher. Ses pieds semblent ne pas frôler terre, sa voix ne pas couper l'air. Il fait songer à ces pilotes des chemaux portuaires, qui montent à bord des navires géants, et leur font atteindre le débarcadère, entre les écueils, debout sur la passerelle, par de simples petits signes muets de l'index. Il est solitaire. Il poursuit sa route, avec quelle patience, au bénéfice de tous, même de ceux qui sont loin de ça, ou qui sont intimidés par une gravité, par un rien d'ambiance de blessure, indissociables du théâtre néanmoins souriant de Jean-Marie Patte. Ses spectateurs lui sauront gré, plus tard ;

Quand ils reconnaîtront les jours de leur détresse Plus profonds et plus beaux que les jours de bonheur comme a dit Péguy.

MICHEL COURNOT

Chapelle du Roy René, à 22 heures. Les 25 et 26 troisième partie, les 27 et 28 première partie, les 29 et 30, troisième partie.

## Photographier la durée

La ville de Grenoble gère deux lieux du Festival : les gradins Dauphinois pour le théâtre et l'hôtel Saint-Laurent, où Guy Delahaye expose

Le photographe Guy Delahaye n'aime pas plus la nuit que le grand jour. Son univers, c'est la nuit, l'artifice : la vie jouée, grimaçante, construite par l'art et la volonté de l'homme. Aux paysages certains visuels. Surtout quand le modèle, Kazuo Oono par exemple, atteint cette limite de la sagesse qui est aussi celle de la mort. En fait, tous les êtres photographiés par Guy Delahaye semblent regarder leur mort. Le photographe, lui, dit « montrer la durée ». Il ne croit pas qu'on puisse capter le mouvement, même dans un « instantané » de danse.

Des coups de cœur pour des hommes de théâtre, des chorégraphes - Tadeusz Kantor, Jérôme Deschamps, Pina Bausch, Jean-Claude Gallota... - ont fait le reste. Aujourd'hui, il est l'un des trois ou quatre photographes de scène dont la présence peut donner à une jeune compagnie, avant même la consécration de la critique, le sentiment de son importance.

## Le sourire est un leurre

Normand venu à Grenoble pour ses études, il y est resté. Habiter en province est peut-être, pour lui, une façon de garder son quant-à-soi. Comme son choix d'appartenir administrativement à la catégorie des artisans. Il prend ses distances avec un milieu où le mot « création » ne recouvre pas que de nobles activités. Guy Delahaye a beau revendiquer l'artifice, le faitice ne fait pas son affaire. Sur les scènes, il cherche le vrai. Ses portraits en témoignent. Pas de sourire sur les visages, même quand les modèles sont considérés comme des amateurs.

Pour Guy Delahaye, le sourire est un leurre, une parade. Graves,

ces hommes et ses femmes disent ce qu'ils sont : et ce qu'ils voient. En même temps que leurs identités singulières, ils expriment tous un sentiment tragique de la vie. Parfois, « ça fait peur », comme disent certains visiteurs. Surtout quand le modèle, Kazuo Oono par exemple, atteint cette limite de la sagesse qui est aussi celle de la mort. En fait, tous les êtres photographiés par Guy Delahaye semblent regarder leur mort. Le photographe, lui, dit « montrer la durée ». Il ne croit pas qu'on puisse capter le mouvement, même dans un « instantané » de danse.

## Habiter un lieu

Quand il réalise des photos de spectacle, Guy Delahaye refuse d'être une machine à enregistrer de bonnes images publicitaires. Il est le metteur en scène de sa propre vision. Un accident scénique peut l'intéresser plus que l'effet prémédité par un chorégraphe. Il s'approche la vie du plateau, comme d'autres celle de la rue.

Appropriation encore accentuée par ses « marquages » : il hachure, brouille des parties du « tableau » à l'aide d'acides, un peu comme un graveur attaque le métal ou la pierre. Dans ce travail, il lutte, dirait-on, contre la « belle photo », voire la « photo d'art », conjurant encore tout danger d'académisme par un accrochage peu conventionnel. Les photographies de Guy Delahaye doivent habiter un lieu plutôt que s'y exposer. Pour sa 185<sup>e</sup> exposition, il a été heureux qu'on lui propose l'hôtel Saint-Laurent d'Avignon, ancienne demeure patricienne aux airs de

maison de famille délaissée. Dans une salle, il a suspendu des portraits. Ailleurs, il a refusé la solennité des cadres. Le papier de grands tirages est enroulé, au bas de la photo, comme celui d'une estampe ou d'un dazibao.

D'autres travaux sont empilés contre un mur, évoquant la boutique d'un marchand de tableaux. Les portraits d'artistes célèbres se mêlent à ceux des amis, des proches du photographe. C'est l'opposition d'un homme qui commente sans grands discours ses transgressions : « Je ne fais pas de différence entre l'art et la vie. »

BERNADETTE BOST

Jusqu'au 1<sup>er</sup> août à l'Espace Rencontre, hôtel Saint-Laurent, 6, rue Grande-Meuse, Avignon.

## Mort du comédien Michel Beaune

Michel Beaune est mort à Paris, mardi 24 juillet. Il était âgé de cinquante-six ans. Condisciple de Jean-Paul Belmondo dans la classe de Georges Leroy, au conservatoire, il passa deux années à la Comédie-Française avant de se tourner vers le boulevard, le cinéma et la télévision où il interpréta les rôles de second plan les plus divers. On le vit notamment dans Rocambole et les Rois maudits. Il participa également aux grands spectacles de Robert Hossein, Danton et Robespierre, Kean, les Hauts de Hurlevent. Tout récemment, il tenait le rôle de Lebreton dans Cyrano de Bergerac, au côté de Jean-Paul Belmondo.

## DANSE

## La bataille du rail

Au Festival d'Arles, Mark Tompkins investit une chaudronnerie

ARLES

de notre envoyée spéciale

Il faut d'abord se rendre à la gare routière. De là, des autobus nous emmènent dans la nuit et nous déposent un petit quart d'heure plus loin. On traverse le territoire d'Emmalis (hectare de chaisses, de canapés, de lavabos) et nous voilà devant un hangar gigantesque : une chaudronnerie en activité dans laquelle Mark Tompkins a conçu et présente Mythologies III : Moving Pictures. On entre.

Le spectacle a déjà commencé : un homme debout sur une énorme sphère tournoie, un demi-cercle de métal en équilibre sur la tête. Bruits et chants lointains. Le projecteur qui l'éclairait se déplace, accroché à un wagon aérien : nous suivons. A l'intérieur d'un cylindre, des danseurs grimpet et dégringolent. Très loin, des ombres chinoises, debout sur un chariot, avancent lentement vers nous, le long des rails : le chariot fend notre groupe, les danseurs descendent (on ne voit pas ce qu'ils font si l'on n'est pas au premier rang).

Dans la pénombre, nous continuons de nous déplacer au fur et à mesure que s'éclaircit une nouvelle scène. Tous les interprètes sont en salopette blanche, on ne distingue pas toujours les danseurs des ouvriers de l'usine que Mark Tompkins a associés à son entreprise. Les bruits industriels se font plus forts, se mêlent à la musique rock du groupe danois Cyklon anti-Cyklon. Un homme fend les airs, accroché à une poulie. Un autre agit des spirales de cuivre. Sur une plate-forme élevée, quatre choristes chantent joyeusement, tandis que quatre danseurs juchés sur des engins métalliques jouent les sémaphores. On

aperçoit ça et là les musiciens, haut perchés. Des ombres géantes se meuvent sur les murs ou sur les objets, un homme suspendu à l'horizontale agit des anneaux qui ferrailent. Projection d'un film sur un petit écran : des gros plans d'ouvriers manipulant des chaînes, des poulies, des crochets, des chaudières, etc.

On a enfin le droit de s'asseoir sur des coques en plastique étagées en gradins. Deux couples de danseurs, à 30 mètres l'un de l'autre, exécutent une chorégraphie simultanée. Les salopettes et les visages sont vite devenus très sales. Les musiciens vont et viennent. Petite séquence, assez drôle dans le contexte, de castagnettes. Suivie d'un délirant régal de percussions donné sur les objets qui encombrèrent l'usine, des cuves de diverses tailles, des plaques métalliques, des chaînes, des tuyaux. Un soudure fait des étincelles et de la fumée. Très belle image finale de tout le groupe s'éloignant vers l'horizon dans un chariot aérien.

L'étrangeté et le grandiose du lieu, le mystère savant des éclairages, la puissance des sons impressionnent davantage que la danse, assez simplette, malgré un sympathique côté ample et décontracté. Moving Pictures est la troisième étape d'un vaste projet intitulé la Plaque tournante qui concernera douze villes européennes. Mark Tompkins et les siens s'installent en résidence dans les lieux les plus divers, s'intègrent dans le milieu local et montent, adapté au lieu, un spectacle auquel ils associent des « invités » recrutés sur place. A suivre.

Sylvie de NUSSAC

Arles, Constructions métalliques de France, à 22 heures. Jusqu'au 28 juillet.

سكنى من الامم

هكذا من الاجل

12

16 Le Monde • Jeudi 26 juillet 1990 •••

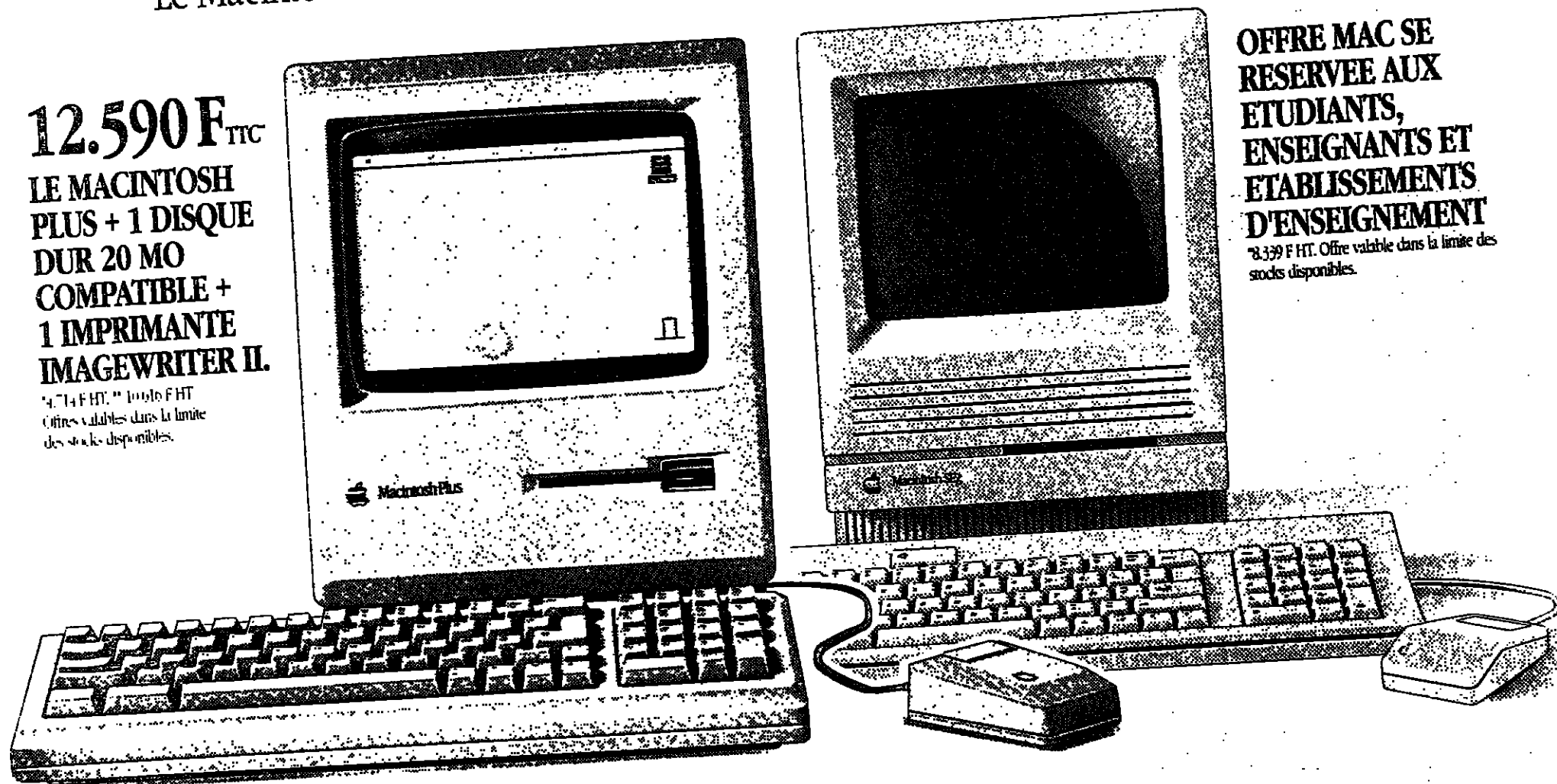
VOICI DEUX BONNES RAISONS  
D'ACHETER, VITE, VITE, VITE  
SON MACINTOSH CHEZ IC.

**5.590 F<sub>TTC</sub>\***  
Le Macintosh Plus.

**9.890 F<sub>TTC</sub>\***  
Le Macintosh SE 1/40 Mo.

**12.590 F<sub>TTC</sub>**  
LE MACINTOSH  
PLUS + 1 DISQUE  
DUR 20 MO  
COMPATIBLE +  
1 IMPRIMANTE  
IMAGEWRITER II.

\* 4.714 F HT, \*\* 10.016 F HT  
Offres valables dans la limite  
des stocks disponibles.

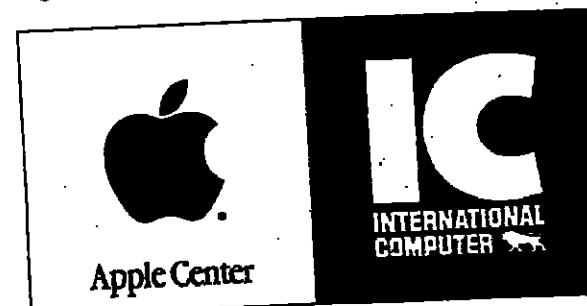


OFFRE MAC SE  
RESERVEE AUX  
ETUDIANTS,  
ENSEIGNANTS ET  
ETABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT  
\* 8.339 F HT. Offre valable dans la limite des  
stocks disponibles.

International Computer est un des premiers distributeurs Apple en Europe. Sa puissance d'achat en volume lui permet de vous faire bénéficier naturellement des meilleures conditions sur tout Apple. Profitez vite de cette offre exceptionnelle sur Macintosh, mais profitez en aussi pour découvrir l'ensemble des offres qui font depuis 10 ans la réputation d'International Computer. Mais le rôle d'un grand distributeur ne doit pas se limiter au prix le plus bas. Aussi

International Computer, outre une garantie totale d'un an pièces et main d'œuvre gratuites, propose à ses clients un suivi de maintenance extrêmement performant, avec des délais très courts et un coût bien étudié. Dix ans d'Apple, ça compte : disponibilité, prix, conseil et sourire; de 10h à 19h, et même à 18h55. Vous pouvez aussi nous appeler si vous désirez réserver votre Macintosh avant tout le monde.

**(1) 42 72 26 26**



**10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE**

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL. (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL. (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03  
IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL. 61 25 62 32









# ÉCONOMIE

BILLET

## La fin des profits faciles

L'année 1989 a été « très bonne » pour les entreprises industrielles françaises. Mais au cours du premier semestre 1990 celles-ci ont enregistré une nette dégradation de leurs résultats d'exploitation et de leur situation de trésorerie. La première information est tirée de l'enquête annuelle du ministère de l'Industrie, publiée mercredi 25 juillet : la seconde, de l'enquête réalisée par l'INSEE en juin 1990. L'une et l'autre confirment bel et bien l'analyse des experts, ceux de l'INSEE notamment : le dernier trimestre 1989 marque un retournement dans la situation des entreprises. L'amélioration régulière, et nécessaire, des marges des entreprises depuis 1983-1984 s'est arrêtée. Un mouvement inverse s'est engagé.

Le bilan établi pour 1989 par le ministère de l'Industrie fait état de la bonne santé retrouvée des entreprises françaises. Les sociétés de plus de dix salariés ont accru leurs ventes de 6,1 % en volume et ont, pour la première fois depuis 1974, créé des emplois (30 000 dans l'ensemble de l'industrie). La progression de leurs profits s'est poursuivie. Ceux-ci représentaient 3,7 % de leur chiffre d'affaires en 1989 (contre 3,4 % en 1988). Ils se sont élevés à l'an dernier à 100 milliards de francs.

Mais la période dorée est terminée. Pour les entreprises industrielles comme pour les autres (banques, sociétés de service...), 1989 aura sans doute été leur meilleure année. Plusieurs éléments se conjuguent en effet pour provoquer un retournement de tendance. Comme le confirme l'enquête sur la trésorerie des entreprises de juin de l'INSEE, l'alourdissement des charges salariales, le maintien à un haut niveau des investissements et le poids croissant des frais financiers conduisent à une dégradation générale et de leur trésorerie et de leur résultats d'exploitation. Les profits des sociétés françaises vont se tasser. Certaines annonceront, l'an prochain, de fortes baisses.

Entre 1984 et 1989, le partage de la valeur ajoutée avait favorisé les entreprises au détriment des salariés. Depuis presque un an maintenant, c'est la tendance inverse qui domine. Le débat sur les baisses d'impôt pour 1991 (celle de l'impôt sur les sociétés en particulier) doit s'appuyer sur cette nouvelle réalité. Le temps de l'argent facile, à la Bourse comme dans l'industrie, est une image du passé.

E. I.

Souhaitant se développer dans le secteur militaire

## Loral achète Ford Aerospace pour 1,1 milliard de dollars

Une mini-secousse agite le complexe militaro-industriel américain. En témoigne la cession de Ford Aerospace à Loral, un groupe peu connu du public (le Monde du 25 juillet). L'entreprise, classée trentième fournisseur de l'armée avec un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars en 1989 (soit 7,15 milliards de francs) poursuit sa campagne d'acquisitions amorcée depuis 1987.

SAN FRANCISCO  
correspondance

Depuis la semaine dernière, les déclarations de Ford, précédées par M. Harold Poling, annonçaient la mise aux enchères de cet appendice en marge des activités du géant automobile de Detroit (17 000 employés, 1,9 milliard de dollars de chiffre d'affaires). En lice, trois groupes, dont deux alliés à des firmes françaises : l'ensemble Westinghouse-Aérospatiale, Hughes Aircraft-Alcatel et Loral.

Contre toute attente, à l'issue de brèves délibérations, M. Poling cède Ford Aerospace à Loral, l'outsider. « Nous avons satisfait à tous leurs critères d'ordre financier et aux autres », explique M. Bernard Schwartz, le président de Loral. L'entreprise new-yorkaise, selon des estimations diffusées par les banquiers, signera un chèque de 811 millions de dollars (un peu plus de 4,4 milliards de francs) et assumera le passif de la filiale du groupe automobile. Par ailleurs, M. Schwartz, conseillé par Lazard Frères, s'engage à respecter pendant deux ans les conventions collectives (dépendances de santé et de retraite) négociées par les syndicats. Au total : une facture évaluée à 1,1 milliard de dollars (soit 6 milliards de francs).

Pour Loral, l'achat de Ford Aerospace s'avère une bonne opération. M. Schwartz s'est spécialisé dans la récupération des divisions militaires des grandes entreprises industrielles. L'absorption de l'activité électro-

que de Goodyear, Fairchild Weston et Honeywell aura coûté 1 milliard de dollars en trois ans et permis une croissance externe jumelée à une progression annuelle des ventes internes de 20 %. « Loral a concentré ses activités sur quelques segments porteurs », constate M. Lawrence Harris, un analyste financier de Bateman Eichler à Los Angeles.

Propos corroborés par M. Schwartz, qui précise : « Une économie de paix requiert des mécanismes de surveillance, de guidage, dont la commercialisation ne sera pas altérée ; d'autre part, la compression des dépenses militaires suggère la transition à des modes de formation électronique moins coûteux (simulateurs de vols etc.). » « Or Ford Aerospace dispose de technologies en synergie avec la gamme de produits de Loral », confie M. Harris. Sans compter un carnet de commandes commun qui s'élève à 4 milliards de dollars, soit près de deux ans d'opérations. De quoi résister à la récession.

### Critères économiques et règlement de comptes

De surcroît, Loral s'assure qu'une partie mineure des risques. En s'associant avec Shearson Lehman, au travers d'une filiale commune à parité (50 %), la firme new-yorkaise ne débourse en fait que 75 millions de dollars, une somme équivalente étant versée par Shearson et le reliquat par un consortium bancaire. « Le poids de la dette nous échappe », explique M. Schwartz. En effet, le montage financier le protège d'une dilution de l'action cotée en Bourse (qui n'a pas bougé), et les résultats d'exploitation de Ford Aerospace (130 millions de dollars en 1989) neutralisent les effets négatifs de l'opération.

Dans sa précipitation, Ford « n'a pas conclu l'affaire du siècle », murmure un banquier de Wall Street impliqué dans la transaction. « Ford a trop attendu, confie-t-il. L'an dernier, ils auraient pu exiger une somme équivalente à un multiple de leurs revenus ; ou ils n'ont obtenu qu'une moitié de celle-ci ». Poling pare à l'urgence. Ford doit regagner

son trésor de guerre. Les acquisitions de caisses d'épargne étrangères, le rachat de Jaguar PLC, l'an dernier, et la contraction des marges bénéficiaires dans l'automobile à l'échelle nationale ont ponctionné les réserves.

Toutefois, la transaction d'hier suscite des interrogations. Le choix de Loral répond, semble-t-il, autant à des critères économiques qu'à un règlement de comptes. En 1985, General Motors arrachait Hughes Aircraft à Ford pour le prix de 5 milliards de dollars à la suite d'enchères mouvementées. Les deux rivaux de Detroit, en compétition permanente, ne pouvaient s'entendre. Malgré l'offre généreuse de Hughes Aircraft, le conseil d'administration de Ford a renvoyé le soupirant à ses études. « La réponse du berger à la bergère », commente un banquier.

Loral maintiendra-t-il Ford Aerospace en l'état ? On en doute, malgré les dénégations diplomatiques de M. Schwartz, qui assure qu'« en l'état actuel, aucune cession n'est envisagée ». Les analystes financiers, dont M. Elliott Rodgers, de Cowen & Co., n'en croient pas un mot. « Loral a la main lourde en matière de coupes claires, d'habitudes », explique-t-il. Les activités commerciales, satellites et communication, se détachent aisément du reste. Or il faudra payer le principal. De surcroît, deux entreprises françaises aux aigües attendent de racheter cette ligne de produits. « Pourquoi M. Schwartz s'en prive-t-il ? », confie, cynique, un cadre.

Dans les laboratoires de Palo-Alto, les chercheurs assistent, réduits, à la valse des communications. « On nous rendra dans six mois, un an au plus tard », soupire un ingénieur français. Les nouveaux employés de Loral ne manifestent pas d'enthousiasme de circonstance. Pour eux, il s'agit d'un mariage à l'essai.

ALEX-SERGE VIEUX

Malgré un chiffre en baisse de 2,2 % en un an

## Les chômeurs non indemnisés sont encore plus d'un million

Le nombre de chômeurs non indemnisés par le régime d'assurance-chômage et à la recherche d'un emploi stable à temps plein avait diminué de 2,2 % en un an, en septembre 1989, selon les dernières statistiques publiées par l'UNEDIC. Ils étaient 1 099 700 à cette date, représentant 43,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. 62,9 % des non-indemnisés sont des femmes, et 38,1 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Ils ont en général une ancienneté dans le chômage très élevée (397 jours, en moyenne).

La parution de cet indicateur entraîne régulièrement la relance d'une polémique où il est question d'exclusion et de l'émergence des nouveaux pauvres. Par le passé, elle a en partie justifié le lancement du RMI, le revenu minimum d'insertion.

En fait, il convient de distinguer plusieurs situations différentes dans la population des chômeurs indemnisés, qui ne sont pas toutes d'égale gravité.

D'abord, l'évolution à la baisse est comparable à celle des chômeurs indemnisés (-4,1 % en un an), en raison du mouvement de création d'emplois. Six mois plus tard, plus du tiers des non-indemnisés ont d'ailleurs retrouvé un emploi.

Ensuite, six groupes composent cette population : les non-demandeurs d'une allocation, au nombre de 249 000 (+0,5 % en un an), qui sont inscrits à l'ANPE mais ne veulent pas ou ne savent pas faire valoir leurs droits ; les personnes dont le dossier est rejeté. Elles sont au nombre de 400 300 (-3,2 % en un an), parce qu'elles ne peuvent présenter des durées d'activité suffisantes, et sont le

plus souvent les victimes du travail précaire. Les 23 000 chômeurs dont le dossier est classé sans suite (-5,9 % en un an) car ils ne répondent pas aux critères d'attribution d'une allocation. Les chômeurs qui bénéficieront d'une indemnisation mais qui doivent supporter une période de carence ; ils sont 117 600 dans ce cas (-6 % en un an), la plupart du temps jeunes à la recherche d'un premier emploi. Les chômeurs de longue durée qui ont épuisé leurs droits à une indemnité (224 900, soit -0,5 % en un an) et qui ne peuvent prétendre à une allocation du régime de solidarité, notamment en raison de leurs revenus. Enfin, les 42 800 personnes (+6,7 % en un an) dont l'indemnisation est momentanément interrompue car elles exercent temporairement une activité.

A. L.

La réunion du GATT à Genève

## Européens et Américains diffèrent leur affrontement sur les échanges agricoles

A la réunion du Comité des négociations commerciales (CNC), l'instance centrale de l'Uruguay Round, qui fait le point cette semaine à Genève sur l'état d'avancement des pourparlers, les Etats-Unis et la Communauté ont décidé de différer leur affrontement sur le terrain agricole avant même de l'avoir engagé.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Cet accord de procédure est intervenu après quelques heures d'une passe d'armes plus ou moins confuse au cours de laquelle le négociateur américain, M. Julius Katz, essaya une nouvelle fois de bousculer la Communauté, en expliquant que sa position n'était pas conforme au compromis adopté par les Sept au sommet de Houston et que, en fait, elle n'était

pas prête à négocier. M. Guy Legras, le directeur général de l'agriculture de la Commission européenne, laquelle parle au nom des Douze, s'opposa à cet assaut, texte de Houston à l'appui, et finalement les Etats-Unis renoncèrent à bloquer l'ensemble du CNC. Il a été entendu que, au cours des semaines à venir, les pays producteurs préciseront les concessions qu'ils sont prêts à consentir pour parvenir à un meilleur équilibre de l'offre et de la demande des produits agricoles sur le marché mondial, et indiqueront de la même manière ce qu'ils attendent des autres protagonistes. La Communauté fera donc savoir, de façon chiffrée, l'ampleur de la réduction globale du soutien accordé aux agriculteurs qu'elle entend mettre en œuvre au cours des cinq années à venir, au-delà, bien sûr, de l'effort qu'elle a déjà consenti depuis 1986 pour réduire ses prix et stabiliser sa production.

Le ministre français de l'agriculture, M. Henri Nallet, comme l'en-

semble de ses collègues, souhaite que les Etats-Unis ne puissent plus se borner à bruyamment critiquer la politique agricole commune et soient à leur tour contraints de se dévouer, c'est-à-dire de préciser ce qu'ils sont en mesure d'entreprendre pour assainir les échanges agricoles. « Les négociateurs américains eux-mêmes savent bien qu'il y a des limites à ce qu'ils peuvent proposer à leurs agriculteurs et à leur Congrès », a noté M. Nallet.

PHILIPPE LEMAITRE

Les Etats-Unis vont saisir le GATT au sujet des subventions accordées à Airbus. Un porte-parole du représentant spécial américain pour le commerce international a annoncé l'intention des Etats-Unis de porter plainte auprès du GATT le 1<sup>er</sup> août contre les aides apportées par les pays européens aux constructeurs d'Airbus. Les Américains avaient accepté de rechercher un compromis avec les Européens avant le 31 juillet (le Monde daté 22-23 juillet).

Le rapport annuel de la Direction de la consommation

## Les saisines du Conseil de la concurrence ont doublé depuis 1987

La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) entend mener une politique active de la concurrence, parallèlement à l'activité « traditionnelle » de surveillance de la qualité des produits. Cette orientation ressort de son rapport pour 1989, présenté mercredi 25 juillet, par M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation.

Les saisines du Conseil de la concurrence par l'administration (34 en 1989) ont doublé depuis 1987. Elles ont porté notamment sur les entraves à la concurrence dans les marchés publics, secteurs protégés (une dizaine de cas de saisine en 1989 et 5 pour les premiers mois de 1990), où la DGCCRF constate une certaine dégradation des pratiques par rapport au début des années 80.

Mais des secteurs plus proches des consommateurs ont aussi été condamnés par le Conseil, comme le boycott des distributeurs de Coca-Cola par des cafetiers bordelais, des ententes sur les prix entre les coiffeurs franchisés de Dessange ou de Jean-Louis David. Le Conseil devra se prononcer à nouveau à la rentrée sur les tarifs des cartes bancaires, où les enquêtes de la DGCCRF ont montré que les décisions prises n'ont pas été appliquées.

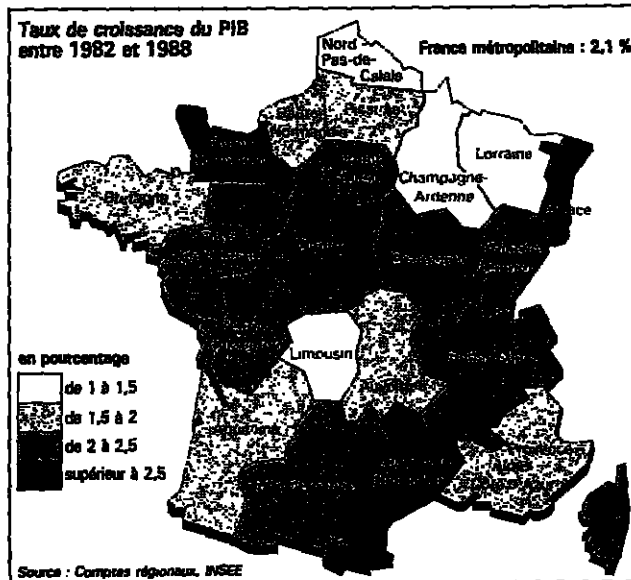
L'action pour limiter l'exercice des monopoles a débouché dans certains cas, comme dans celui des laits infantiles, désormais vendus dans

les grandes surfaces, après des refus de vente des producteurs, ce qui a entraîné des baisses de prix allant jusqu'à 20 %. En revanche, le rapport de la mission préconisant la suppression du monopole des communes pour les pompes funèbres n'a pas encore été suivi d'effets. Intervenant en matière de loyauté des pratiques commerciales, la direction a appuyé l'accord industrie-commerce passé sous l'égide du CNPF et visant à restreindre les ventes à perte, dont la fréquence, sur les « produits leaders », serait passée de 3 % en 1988 à 12 % environ en 1990.

Saisi aussi en matière de concentration d'entreprises, le Conseil a donné notamment son accord à la formation de GIE entre la Générale Sucrière et Sucre Union, et, pour la publicité cinématographique, entre Médiavision et Circuit A, le marché ayant baissé de moitié en cinq ans. Dans le domaine plus traditionnel de la protection des consommateurs, les interventions des services de la DGCCRF n'ont pas été moins diversifiées. L'administration se préoccupe à la fois des tarifs des agences immobilières ou des dispositions concernant les gérants d'immeubles comme du contrôle des produits alimentaires : dans ce dernier secteur, elle poursuit l'équipement de ses laboratoires, afin de pouvoir détecter de nouveaux produits, comme les arômes synthétiques utilisés au lieu d'arômes naturels, ou les hormones « Béta-agonistes » pour accroître le poids des animaux d'élevage.

G. H.

## La croissance inégale des régions



Entre 1982 et 1988, selon l'INSEE, l'Alsace, le Languedoc-Roussillon et la Basse-Normandie ont enregistré des taux de croissance très sensiblement supérieurs à la moyenne nationale annuelle, qui a été de 2,1 %. En revanche, le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine ont très faiblement progressé. L'Ile-de-France a accru encore sa prédominance, puisqu'elle contribue pour 28,3 % au produit intérieur brut national, au lieu de 27,2 % en 1982, posant ainsi un « défi » aux responsables de l'aménagement du territoire. En revanche, la Corse, le Limousin, l'Auvergne et la Franche-Comté réunis ne comptent que pour cinq centièmes de l'ensemble...

A. L.

## Le cri d'alarme de l'INSEE sur les retraites provoque de vives réactions

Le cri d'alarme de l'INSEE sur l'avenir des retraites en France (le Monde du 25 juillet) a provoqué de vives réactions. Le quotidien l'Humanité dénonce « la manipulation », accusant le gouvernement et M. Denis Kessler, futur président de la Fédération des sociétés d'assurances, de préparer « l'opinion à la substitution du régime actuel par un système fondé sur les placements boursiers ».

La CGT et son Union confédérale des retraités s'élèvent contre une présentation « apocalyptique » du dossier et contestent la « campagne médiatique ». La solution consisterait en une cotisation « sur les revenus du capital », qui permettrait de récupérer 40 milliards de francs.

Secrétaire général de Force ouvrière, M. Marc Blondel estime que « la présentation faite par M. Denis Kessler, qui n'est pas désintéressé, est sujette à caution ».

L'AGIRC, qui regroupe les institutions de retraite complémentaire des cadres, préconise de « favoriser l'emploi, et particulièrement celui des salariés de plus de cinquante-cinq ans » plutôt « que de sombrer dans le catastrophisme ». Quant à M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, il a reconnu qu'il s'agissait d'un « problème sérieux, mais qu'il ne fallait pas le dramatiser à l'excès ».

## CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME

Après la réalisation de la Toison d'Or, la Ville de Dijon innove au centre-ville avec un grand projet urbain axé sur la synergie de la culture, des affaires et des congrès.

La capitale de la Bourgogne organise un concours restreint à un degré sur esquisse ayant pour objet le plan d'aménagement d'ensemble d'une zone de 15 hectares proche du centre-ville. Le programme prévoit notamment l'implantation d'un ensemble comprenant un auditorium de 1 500-1 800 places, une cité des affaires de 50 000 mètres carrés et une restructuration du Parc des expositions et congrès de Dijon. Le lauréat se verra proposer une mission de plan d'ensemble et de conception des équipements publics, etc.

Un budget de 1 million de FF. est à la disposition du jury pour indemniser les cinq architectes appelés à concourir.

Les architectes intéressés par cette opération sont invités à demander un dossier de candidature auprès de la Ville de Dijon, Direction des services financiers, Service des marchés, BP 1510, 21033 Dijon CEDEX. tél. : 80-74-51-72, fax : 80-74-52-99, télex : 80-31-88-03 VILDIJON.

La date limite de réception des dossiers de candidature complétés est fixée au vendredi 7 septembre 1990 à 17 heures.

50 من الاموال

## ÉCONOMIE

### INDUSTRIE

L'opération de M. Tapie sur la société allemande

### Le montage financier du rachat d'Adidas est bouclé

Dans un communiqué diffusé mercredi 25 juillet en fin de matinée, la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, chef de file dans le financement du rachat d'Adidas par M. Bernard Tapie, a donné des détails concernant le montage de l'opération. Les concours bancaires qui vont dans un premier temps financer l'intégralité des 1,6 milliard de francs - prix du rachat par Bernard Tapie Finance de 80 % d'Adidas - se répartissent de la façon suivante : la SDBO et le Crédit lyonnais fourniront 550 millions de francs, la Banque générale du Rhénan (groupe AGF) 250 millions de francs, la BNP 300 millions de francs, la Bank of Tokyo 250 millions de francs, la Long Term Credit Bank of Japan 150 millions de francs et les deux banques allemandes d'Adidas (la Bayerische Vereinsbank et l'Hypobank) 100 millions de francs chacune. Le Crédit agricole ne devrait intervenir qu'ultérieurement en participant à une augmentation de capital de BTDF. Le groupe de distribution germano-suisse Metro n'entend pas, pour sa part, renoncer à l'option qu'il détient

sur 20 % du capital d'Adidas. Ses dirigeants en ont informé Bernard Tapie lors d'une rencontre qui s'est tenue jeudi dernier à Zurich, à la requête du patron de l'OM.

Le 10 août prochain, le patron de l'OM aura finalisé l'achat de 80 % du capital de la firme ouest-allemande et n'aura en effet pas grand-chose à redouter de ce partenaire. Le droit allemand des sociétés fixe en effet à 25 % la minorité de blocage, seul au-dessous duquel les actionnaires n'ont aucun pouvoir.

BTF doit cependant ménager son rival malheureux dans l'acquisition d'Adidas. Metro a eu les faveurs des deux petits-enfants Dassler (Adolf et Suzanne), qui lui ont concédé l'option sur 20 % du capital, tandis que Bernard Tapie négociait l'acquisition des 80 % restants auprès des autres actionnaires familiaux.

Numéro un du commerce de gros sur le Vieux Continent, Metro contrôle aussi depuis 1987 les grands magasins Kaufhof et dispose d'un solide réseau de commerces spécialisés dans l'électronique, le textile... et les chaussures.

### ÉTRANGER

### Le plaidoyer de M. Hidouci pour les réformes en Algérie

Suite de la première page

Il s'agit de l'ensemble des accords « qui lient », précise M. Hidouci, déjà nos deux pays au niveau des facilités financières pour le commerce, les projets et la balance des paiements » (le Monde daté 22-23 juillet).

« Presque tous les crédits inscrits sur différents protocoles financiers ont été consommés l'an dernier, affirme le ministre. Les blocages ont été partiellement levés ou en cours. Ces ratés s'expliquent, selon lui, par un changement fondamental de stratégie avec lequel les divers acteurs économiques ont eu du mal à se familiariser. Finie la gestion centralisée. « Le gouvernement ne considère plus aujourd'hui qu'il y a des projets prioritaires, note-t-il. Le premier projet qui est financable au niveau de la Banque algérienne est automatiquement un projet qui peut être financable sur le plan extérieur. »

La mise en place de ces nouveaux mécanismes et les résistances qu'elle provoque éclaireront d'après M. Hidouci, les difficultés

auxquelles se heurtent certaines grosses sociétés françaises, comme les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). Air France ou Bouygues, pour obtenir le règlement de leurs créances. Pas de véritable contentieux, à ses yeux, mais de simples retards de paiement.

Pour ce qui concerne les NMPP (45 millions de francs d'arriérés) « la Banque centrale a malheureusement été obligée de lâcher la semaine dernière devant les difficultés créées aux entreprises étrangères, malgré le fait que ce monopole (bancaire) doit être fondamentalement restructuré parce qu'il gère très mal ses affaires », reconnaît-il. Air France (450 millions) ? « Nous avons convenu de mettre en place un nouveau mécanisme pour lui payer normalement ses transferts. » Bouygues (1 milliard) ? « Tout sera réglé d'ici la fin du mois d'août. »

### « Trouver de nouveaux mécanismes »

De nouvelles demandes de crédit ont-elles été déposées auprès de la France ? « Nous avons surtout parlé de mécanismes beaucoup plus efficaces d'utilisation de ces crédits », précise M. Hidouci. À cet égard, « rien n'est envisagé entre les autorités monétaires. Ce qui fonctionne depuis plusieurs mois, ce sont de nouveaux mécanismes de marché entre les banques dans le cadre d'une meilleure maîtrise de la concurrence commerciale ». Indispensable, pour ce faire, de « persuader les Algériens qu'ils doivent payer les prix du marché, même en fonction des risques politiques ».

Rappel à l'ordre ou mise en garde à l'adresse de ceux qui souhaiteraient, de ce côté-ci de la Méditerranée, bénéficier de certains passe-droits ? Le ministre se plaît à insister, « ici, en France », sur la « nécessité, pour le succès des réformes, que la concurrence commerciale joue sur les projets ». Manière de « faire reculer systématiquement les méthodes bureaucratiques ».

Pour l'heure, la situation économique ne me paraît pas d'être préoccupante. Témoin, la dette extérieure dont le service s'est singulièrement accru depuis 1988 et dont le poids restera insupportable jusqu'en 1992, au point de représenter les trois quarts des recettes d'exportation. « Période délicate », qui oblige à « trouver de nouveaux mécanismes ».

### L'« écrémage » de la dette

Pas de rééchelonnement au sens strict du terme qui pourrait ressembler à un aveu d'impuissance, mais quelque chose qui y ressemble fort. « Nous entendons, explique le ministre, négocier sur le marché avec les banques un écrémage de la moitié environ de nos remboursements sur une période de deux ans et demi trois ans à partir de 1992 », le temps de franchir cette mauvaise passe. « Depuis un mois, ajoute-t-il, tout le monde admet plus ou moins que cette mécanique est conforme à la situation réelle de l'Algérie. La Banque mondiale et le FMI reconnaissent que nous avons raison ».

Autre point noir : le chômage. « Il remonte à 1986, indique M. Hidouci. Il est spectaculaire car il touche les jeunes qui sortent d'un système éducatif déficient, mais il diminue vite avec la reprise des investissements. La plupart des entreprises tournent à 50 ou 60 % de leur capacité. » C'est, à son avis, le prix à payer pour mettre un

□ Une charte de dépannage sur les autoroutes. — M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports, a présenté mardi 24 juillet une « Charte nationale du dépannage routier », signée par les organisations professionnelles de la réparation automobile, des sociétés d'autoroutes, des constructeurs français, des sociétés d'assistance et des automobiles-clubs, qui vise à combler les lacunes existant entre le système de dépannage français et ceux dont bénéficient les principaux pays européens. Les signataires s'engagent notamment « à intervenir 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 », si possible dans la demi-heure, à « procéder au dépannage sur place dans la majorité des cas », à indiquer clairement les prix, demander l'accord du client sur le remplacement de pièces, fournir des factures claires et détaillées et accepter « tout moyen de paiement ».

terme aux « gaspillages de l'appareil étatique » et à la « stérilité des monopoles ».

« La restriction des crédits en dinars est sévère, admet le ministre. Notre thèse est un peu monétariste : nous luttons contre l'inflation surtout par le crédit. » Pas de laxisme à espérer en ce domaine : « Les grosses entreprises, qui ont souffert plus que d'autres de la récession, connaîtront des difficultés. Nous allons, à partir du début de l'année prochaine, procéder à d'importantes restructurations techniques et financières en appuyant notre démarche sur la dynamique des moyennes entreprises. Aussi est-ce pour cette raison que nous disons aux investisseurs étrangers de venir s'installer dans ce créneau-là. »

A cet égard, M. Hidouci évoque le secteur des hydrocarbures, qui « va prendre une dimension gigantesque à partir de l'année prochaine », compte tenu de l'évolution prévisible du marché du gaz et de la sous-exploitation des réserves de pétrole. Ce qui, d'après lui, intéresse les partenaires de l'Algérie, dans le cadre d'une division du travail entre pays méditerranéens, ce sont tous les secteurs en aval de l'énergie (pétrochimie, mécanique, électronique, etc.) et de la sidérurgie. « Ce qui nous intéresse, nous, ajoute-t-il, c'est de voir des entreprises prendre pied notamment dans des secteurs comme celui de l'automobile, des médicaments, de l'agro-alimentaire, où, auparavant, elles répondaient à des appels d'offre et pour lesquels la demande sociale est chez nous importante et urgente à satisfaire pour lutter contre le marché informel ».

Y aurait-il des obstacles qui dissuaderaient les investisseurs étrangers de sauter le pas ? Le ministre en voit deux. Le premier, « la capacité des entreprises existantes à sortir rapidement sur le marché et à faire vite des affaires ». A son avis, « il n'y a pratiquement plus d'obstacle sur le plan législatif et réglementaire. J'ai fermé tous les bureaux du commerce extérieur. Il n'y a plus d'intervention de l'admi-

nistration sur les autorisations d'investissement, que les demandes émanent de nationaux ou d'étrangers. Les prix sont libres depuis un an et demi, sauf les prix à la consommation de cinq produits stratégiques ».

Second obstacle, « l'appréhension de la stabilité politique actuelle et ultérieure ». Toujours est-il que, pour M. Hidouci, il n'y a plus de querelle doctrinale en matière économique. Tout le monde, au pouvoir comme dans l'opposition, défend peu ou prou le système du marché, « totalement libre et débridé » s'agissant des islamistes, privatisé mais organisé pour ce qui nous concerne. Ce qui, à l'en croire, limiterait les dégâts causés par un quelconque séisme politique.

### La défense de l'honnêteté

« Le système bureaucratique crée l'absence de participation politique et l'absence de langage politique à tous les niveaux », souligne le ministre. Et de constater que « après les élections locales du 12 juin le débat est né dans les communes ; on le voit tous les jours à propos de n'importe quelle petite affaire ». Tout bouge : « De nouvelles formations politiques qui, très certainement, dans huit mois ne ressembleront plus aux anciennes, sont en train de se développer », même le FLN, selon lui, évolué « de façon complètement radicale ».

Le résultat de cette participation ? « Les Algériens, d'après M. Hidouci, le voient dans une défense de l'honnêteté. Tant que l'on n'a pas réalisé cela dans une démocratie, les réformes peuvent être remises en cause. Les gens veulent être à la fois arbitres et contrôlés et c'est pour cette raison que se pose, de manière violente chez nous, les problèmes de la corruption, du foncier, enfin les vrais problèmes du citoyen... »

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN et VÉRONIQUE MAURUS

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Oblicic-Régions

La Sicav régionale de première catégorie

Comptes de l'exercice clos le 30.03.1990.

Actif net au 30.03.1990 : F 242.539.905

Valeur liquidative au 11.07.1990 : F 1.075.04

Performance du 31.03.1989 au 30.03.1990 : + 5,04 %

Entre le 29.12.1988 et le 11.07.1990 : + 4,54 %

Dividende : F 92,55 + F 0,89 d'avoir fiscal

mis en paiement le 17 juillet 1990.

Remplir du dividende global sans droit d'entrée

jusqu'au 17 octobre 1990.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav

et FCP sur Minitel 36 15 code ASSOCI.

sdv

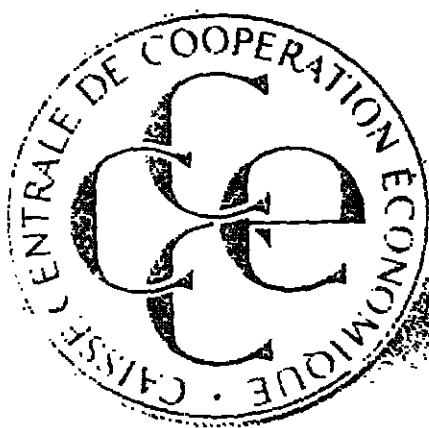
Le Président François Bièrebe a déclaré : Oblicic-Régions a poursuivi une politique de gestion active au cours de son exercice afin d'essayer de profiter des opportunités de marché dans un contexte assez difficile d'inversion de la courbe des taux d'intérêt. Pour les prochains mois, les conditions actuelles du marché devraient permettre à Oblicic-Régions, Sicav principalement investie en obligations de SDR, de conserver sa bonne place parmi les instruments de 1<sup>re</sup> catégorie.

AGO du 12.07.1990

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

### CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE



EMPRUNT  
JUILLET 1990  
GARANTI PAR L'ÉTAT

EMPRUNT 9,70 %

assimilable aux emprunts 9,70 % Janvier et Avril 1990

Montant : F 1.000.000.000.

Prix d'émission : 103,86 %, soit

F 5.193,00 par obligation dont

F 4.951,15 représentant le prix

d'émission et F 241,85 représentant

le coupon couru.

Date de jouissance : le 5 février 1990.

Date de règlement : le 6 août 1990.

Durée : 12 ans et 183 jours.

Intérêt annuel : 9,70 %, soit F 485 par

obligation, payable le 5 février

de chaque année et pour la première

fois le 5 février 1991.

Taux de rendement actuariel : 9,82 %.

Amortissement normal : au pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, le 5 février 2003.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information (visu n° COB 90-304 du 18.07.1990) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Cité du Retiro, 35-37, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 23.07.1990.

### FINANCES

Les rapprochements entre groupes publics

### Les AGF envisagent de prendre une participation dans Pechiney

Rien n'est définitivement fixé, ni les conditions ni le montant, mais les Assurances générales de France (AGF) étudient les modalités d'une prise de participation dans le capital de Pechiney, l'un des leaders mondiaux de l'aluminium.

Les négociations ont commencé au plus haut niveau entre les deux groupes nationalisés voilà deux mois et pourraient déboucher à l'automne.

Les AGF, qui étaient déjà pour 4 % à 6 % dans le tour de table de la nouvelle usine d'aluminium que Pechiney veut construire à Dunkerque et qui vont avoir à financer l'augmentation de capital de la BFCE, disposent apparemment de liquidités importantes. A moins qu'ils ne décident de se désengager par ailleurs (de Paribas par exemple) pour financer cette prise de participation.

Pour le groupe d'assurances nationalisé, cette nouvelle prise de participation dans le capital d'un groupe nationalisé (après la montée en puissance dans celui de Rhône-Poulenc) s'inscrirait dans une réflexion plus large sur les conditions d'une augmentation de capital encore à venir.

Quant à Pechiney, il est probable que le rachat d'American National Can (ANC) le contraindra à des investissements importants. Un apport d'argent frais serait donc le bienvenu. Pour les pouvoirs publics enfin, la bienveillance accordée à cette opération leur permet de ne pas déboursier un centime. Le déficit budgétaire ne sera pas accru par les dotations aux groupes nationalisés.

YVES MAMOU

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Schlumberger

#### RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 1990 FORTE AUGMENTATION DU BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net de Schlumberger pour le deuxième trimestre de l'année 1990 est de 145 millions de dollars contre 127 millions de dollars pour la même période de l'année précédente. L'augmentation du bénéfice net est de 56 %, hors gains exceptionnels de 35 millions de dollars du deuxième trimestre de 1989.

Le bénéfice net par action est de 0,61 dollar contre 0,53 dollar, l'an dernier. L'augmentation du bénéfice net par action est également de 56 % par rapport à celui de l'année précédente de 0,39 dollar, hors gains exceptionnels de 0,14 dollar par action.

Le chiffre d'affaires d'exploitation du deuxième trimestre est de 1,29 milliard de dollars, il était de 1,2 milliard de dollars en 1989. Après ajustement pour les activités acquises ou vendues entre-temps, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 17 %.

Pour le premier semestre de 1990, le bénéfice net est de 273 millions de dollars, soit 1,15 dollar par action ; il était de 175 millions de dollars, soit 0,74 dollar par action, hors gains exceptionnels, d'où une augmentation de 56 % du bénéfice net.

Evan Baird, président-directeur général, a indiqué : « La nette amélioration des résultats du deuxième trimestre provient essentiellement de l'augmentation de l'activité des services pétroliers dans toutes les régions. Le chiffre d'affaires des services pétroliers est en progression de 21 % pour un nombre d'opérations de forage en activité dans le monde en hausse de 11 %. L'augmentation du chiffre d'affaires en Amérique du Nord est supérieure aux prévisions. Les nouveaux services qui permettent d'améliorer la productivité des clients ont commencé à avoir un impact important sur la rentabilité et l'élargissement du marché de nos services pétroliers. »

Evan Baird a ajouté : « En dépit des incertitudes liées à l'affaiblissement des cours du pétrole pendant le deuxième trimestre de 1990, l'activité des services pétroliers dans le monde continue de progresser car l'industrie pétrolière concentre ses efforts sur le développement de ses réserves pour l'avenir. »



REPRODUCTION INTERDITE



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



EUMETSAT, the European Organisation for Meteorological Satellites, located near Frankfurt, Germany continues to expand its activities.

Therefore we are looking for

## on "INFORMATION OFFICER"

The holder of this newly created post will be responsible for information and public relations. He/she should be a dynamic personality with excellent communication, drafting and organisational skills (for example on experienced journalists).

## a "TECHNICAL COORDINATOR"

The holder of this post will assist the Director of the Technical Department in planning and coordinating of existing and new satellite programmes. He/she should have experience with space technology and management. Furthermore the capability to effectively communicate both orally and in writing is essential.

## two "ADMINISTRATIVE ASSISTANTS/SECRETARIES"

The holder of these posts will have considerable secretarial experience and perform effectively in English and French. Some knowledge of German would be an asset.

Applicants should be nationals of EUMETSAT Member States (EUMETSAT Member States are: B, DK, E, SF, F, D, GR, IRL, I, NL, N, P, S, CH, T, UK). Contracts are offered for an initial period of four years. Salaries are attractive and in line with other European Organisations. Applications should be mailed to:

EUMETSAT - Dr. Volker Thiem - Head of Administration - Am Elanggrund 45 - 6100 DARMSTADT - GERMANY, F.R.

## Grenoble Rhône-Alpes - France

The European Synchrotron Radiation Facility is constructing a state of the art storage ring for 6 GeV electrons and positrons to be operated as a high brilliance synchrotron radiation source in the field of X-ray from 1991 on. Financing of the ESRF is shared by 11 European countries.

In the present build up phase, the European Synchrotron Radiation Facility offers you interesting career prospects and a unique opportunity to develop and apply your skills in an international hi-tech environment in fields as varied as:

Materials Sciences: diffraction, elastic diffuse scattering, inelastic scattering, extended X-ray absorption fine structure, condensed matter theory, magnetic scattering  
X-ray Beam Lines: design, imaging, optics, detectors  
Physics: Mechanics, Ultra High Vacuum, Power Supplies, Applied Computer Science: hardware & software.

Chemistry: Magnets: undulators & wigglers, Hydraulics and Cooling, Radio Frequency, Electronics, Remote Control & Operation of Complex Machines, Biology.

We recruit now

## Scientists,\* Engineers and Technicians

\*Scientists are generally on fixed-term contracts (max. 5 years) who give evidence of relevant education, and who have experience in research institutes, universities or high-tech industries. Candidates with at least some years of experience in a similar situation, or with a professional background combining education and/or experience from one or more of the fields mentioned above are particularly invited to apply.

The working language is English - knowledge of French is desirable.

For more information about the ESRF employment conditions and specific vacancies, you can give your name, address and field or professional experience directly to us in Grenoble, and we shall provide you with the information needed and an Application Form.

The completed Application Form must reach us at the latest on 15 September 1990.

ESRF (Recruitment Office) Boite Postale 220 F-38043 Grenoble Cedex

Build a Scientific Europe

Le Monde

## de l'International



## LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

recherche à titre temporaire

## 1 AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIÉ (m/f) Catégorie A - niveau A5 / A4

★ DOMAINE: énergie / achèvement du marché intérieur.

Fonctions: dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur, contribuer à l'élaboration de propositions d'action au niveau communautaire en particulier pour la planification énergétique. Favoriser les actions communes et la coopération entre les Etats membres.

### Qualifications requises:

- a) être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; b) avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme de sciences économiques de préférence; c) avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans, dont 5 ans minimum dans le domaine de la planification économique; avoir des connaissances approfondies et une expérience confirmée des questions relatives à l'énergie; d) avoir une connaissance approfondie de la politique de la Communauté dans le domaine de l'énergie; avoir une aptitude aux réunions et aux négociations au niveau international; e) posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; une bonne connaissance de la langue anglaise et / ou de la langue française est souhaitable; f) être âgé de 50 ans maximum.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage très vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 3 ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié, 4 pages maximum, l'accompagnant des pièces justificatives au plus tard le 31 août 1990 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
Unité de Recrutement, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles,  
en précisant, sur l'enveloppe également, la référence ST / 90.

## URGENT BUREAU D'ETUDES INTERNATIONAL

recherche

pr. expérience technique de haut niveau au ministère sans dans pays AFRIQUE FRANCOPHONE

## 1 MÉDECIN

Spécialiste en planification de la santé et gestion, administration, contrats 3 a. à partir sept 90 Poste à la direction des études et de la planification

## 1 PHARMACIEN

expérimenté en administration / gestion, contrats 2 a. à partir sept 90 Poste à la direction du médicament, Exp. P.V.D. souhaitée

Ecrire CV sous n° 8991 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy 75007 Paris

## INGÉNIEURS-CONSEILS

recherche

## CHEF DE PROJET

pour un important programme d'hydraulique villageoise en Afrique anglophone. Expérience 10 ans en développement rural; supervision technique et financière, gestion du personnel, relations avec administration, formation.

Adressez lettre et CV à: BURGESS 70, r. Mademoiselle, 75015 Paris

Sté services cherche agent libre. Gros gain accessoire. Préférence courtier assurance ou immobilier. Ecrire à M. Servan, BP 1388, CH-1001 Lausanne.

## JEUNES DIPLOMÉS DÉBUTANTS OU 1<sup>RE</sup> EXPÉRIENCE

Si on vous dit que retourner au Maroc en tant qu'Ingénieur, Technicien ou Commercial est possible, répondez que c'est sûrement avec le groupe Legrand.

## RESPONSABLE DE FABRICATION

Ingénieur généraliste ou mécanique (réf. F1)

## AGENT COMMERCIAL LIGNE DE PRODUITS INDUSTRIELS

ESC ou Ingénieur + formation commerciale ou économique (réf. F2)

## CHEF DE PUBLICITE ESC

(réf. F3)

## ATTACHE TECHNIQUE BAC + 2

(réf. F4)

## TECHNICIEN EN GESTION DE PRODUCTION BAC + 2

(réf. F5)

**legrand**

Une vérité vraie, puisque la filiale marocaine, située à Casablanca, du Groupe LEGRAND, leader mondial de l'appareillage électrique d'installation (18 500 personnes, 8,7 milliards de CA), en forte croissance crée plusieurs postes ouverts à de jeunes diplômés.

Outre une solide formation, qui vous sera assurée au niveau du groupe, vous bénéficierez d'un environnement jeune et très dynamique au sein d'une structure souple propre à une PME (200 personnes).

Pour en savoir plus sur votre proche avenir au Maroc, adressez dès maintenant votre candidature, en indiquant le poste choisi, à LEGRAND - Direction des Ressources Humaines Service Recrutement - 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - B.P. 523 87045 LIMOGES CEDEX.

## UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE DANS LE RECRUTEMENT

Dans le cadre de son développement international, notre entreprise pharmaceutique recherche un

## CONSULTANT JUNIOR

Ce poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements à l'international.

Le choix judicieux de vos stages ou de votre première expérience professionnelle montre que vous êtes un passionné des relations humaines et du recrutement.

De langue maternelle anglaise, outre le français, vous parlez l'espagnol et/ou l'allemand.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre manuscrite, CV et photo sous référence 15050 à CONTESSÉ - 38, rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

## L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

met au concours un poste de

## PROFESSEUR ORDINAIRE DE PHILOSOPHIE DE L'ANTIQUITÉ.

Il s'agit d'un poste à charge complète: 6 heures hebdomadaires de cours et de séminaires (l'enseignement se donnera en français); direction de recherches.

Titre exigé et conditions: doctorat ou titre équivalent, publications.

Entrée en fonction: 1<sup>er</sup> octobre 1991 ou date à convenir.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 30 SEPTEMBRE 1990

au secrétariat de la Faculté des lettres, rue de Candolle 3, 1211 Genève 4 (Suisse)

où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

## RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Dans le cadre du programme de Travaux urbains d'intérêt public à haute intensité de main-d'œuvre, le gouvernement du Bénin recrute sur contrat à durée déterminée d'un an (éventuellement renouvelable) le Directeur Général de l'Agence d'exécution de droit privé, maître d'ouvrage délégué des travaux à effectuer à Cotonou et à Porto-Novo, financé sur crédits IDA.

De nationalité béninoise le DG devra:

- être disponible pour prendre ses fonctions impérativement avant le 15 octobre 1990;
- posséder un diplôme d'école supérieure de gestion et de commerce;
- disposer, de plus, d'une formation juridique;
- présenter une expérience d'au moins 10 années de responsabilité au sein d'une entreprise privée en matière de gestion de personnel, de gestion de projets et / ou de maîtrise d'ouvrage.

Une bonne connaissance:

- du secteur BTP,
- de la langue anglaise,
- constituera un atout supplémentaire.

La rémunération de niveau international, sera négociée sur des bases tenant compte des qualités requises.

Le CV conforme, daté et signé, la lettre de candidature et les prétentions sont à adresser avant le 15 août 1990 à:

Ministère de l'Équipement et des transports de l'Agence d'exécution des TUBIMO COTONOU, République du Bénin

Envoyer copie à: Mission résidente de la Banque Mondiale BP 03-21-12, COTONOU, République du Bénin

سكزا من الامم

هكذا من الاعمال

Le Monde

# SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

appartements achats

locations meublées demandes

Le Monde Cadres

1<sup>er</sup> arrdt

PALAI ROYAL

2 P. 35 m<sup>2</sup> 920 000

LES HALLES

SITUATION EXCEPTIONNELLE

STUDIO 698 000 F

2<sup>e</sup> arrdt

ETIENNE-MARCEL

BEAU 2 P. 50 m<sup>2</sup>

3<sup>e</sup> arrdt

EXCEPTIONNEL

APPTS DU TRÈS H. NIVEAU

4<sup>e</sup> arrdt

HOTEL DE VILLE

5<sup>e</sup> arrdt

CONTRESCARPE PRES

EXCEPTIONNEL

6<sup>e</sup> arrdt

RUE DE RENNES

7<sup>e</sup> arrdt

FAUCHE CHALIGNY

8<sup>e</sup> arrdt

RUE D'EDIMBOURG

9<sup>e</sup> arrdt

METRO CADET

10<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

11<sup>e</sup> arrdt

FAUCHE CHALIGNY

12<sup>e</sup> arrdt

NATION PRES

13<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

14<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

15<sup>e</sup> arrdt

ZOLA

16<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

17<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

18<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

19<sup>e</sup> arrdt

126-130

20<sup>e</sup> arrdt

NEUILLY

21<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

22<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

23<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

24<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

25<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

26<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

27<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

28<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

29<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

30<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

31<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

32<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

33<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

34<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

5<sup>e</sup> arrdt

CONTRESCARPE PRES

EXCEPTIONNEL

6<sup>e</sup> arrdt

RUE DE RENNES

7<sup>e</sup> arrdt

FAUCHE CHALIGNY

8<sup>e</sup> arrdt

RUE D'EDIMBOURG

9<sup>e</sup> arrdt

METRO CADET

10<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

11<sup>e</sup> arrdt

FAUCHE CHALIGNY

12<sup>e</sup> arrdt

NATION PRES

13<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

14<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

15<sup>e</sup> arrdt

ZOLA

16<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

17<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

18<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

19<sup>e</sup> arrdt

126-130

20<sup>e</sup> arrdt

NEUILLY

21<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

22<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

23<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

24<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

25<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

26<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

27<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

28<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

29<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

30<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

31<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

32<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

33<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

34<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

35<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

36<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

37<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

38<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

39<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

40<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

41<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

8<sup>e</sup> arrdt

RUE D'EDIMBOURG

9<sup>e</sup> arrdt

METRO CADET

10<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

11<sup>e</sup> arrdt

FAUCHE CHALIGNY

12<sup>e</sup> arrdt

NATION PRES

13<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

14<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

15<sup>e</sup> arrdt

ZOLA

16<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

17<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

18<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

19<sup>e</sup> arrdt

126-130

20<sup>e</sup> arrdt

NEUILLY

21<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

22<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

23<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

24<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

25<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

26<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

27<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

28<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

29<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

30<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

31<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

32<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

33<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

34<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

35<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

36<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

37<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

38<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

39<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

40<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

41<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

42<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

43<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

44<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

15<sup>e</sup> arrdt

ZOLA

16<sup>e</sup> arrdt

PORT DAUPHINE

17<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

18<sup>e</sup> arrdt

BOISSONNADE

19<sup>e</sup> arrdt

126-130

20<sup>e</sup> arrdt

NEUILLY

21<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

22<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

23<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

24<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

25<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

26<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

27<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

28<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

29<sup>e</sup> arrdt

MAISON 120 m<sup>2</sup>

30<sup>e</sup> arrdt

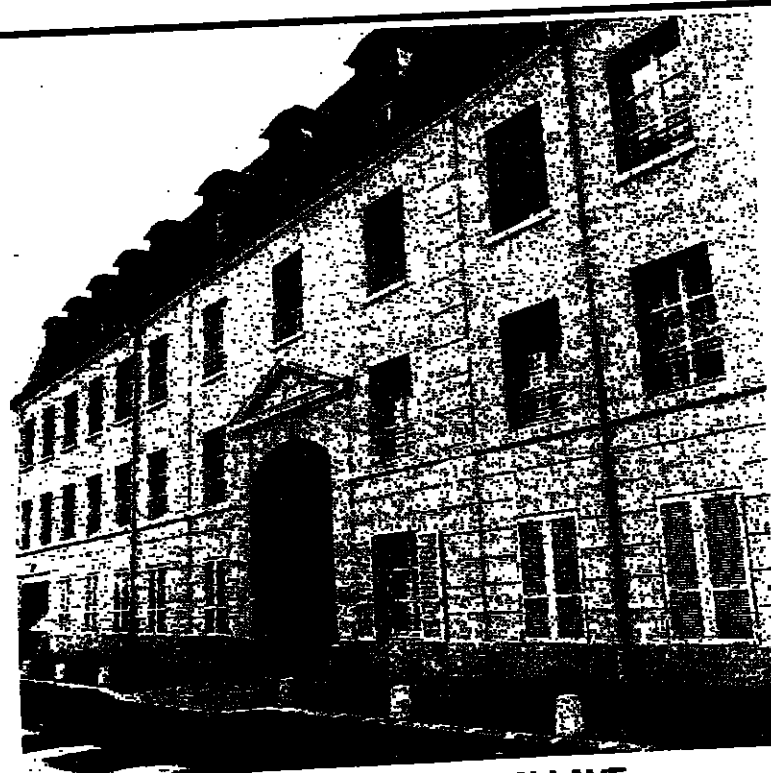
MAISON 120 m<sup>2</sup>



REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b> Park., imm. neuf, 92 m², 2 <sup>e</sup> étage	48, rue de Mouzala SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 1 017	<b>5 PIÈCES</b> Park., imm. neuf, 107 m², 4 <sup>e</sup> étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	7 600 + 1 592
<b>2 PIÈCES</b> 48 m², 1 <sup>e</sup> étage	199, rue de Granelle SAGGEL - 47-42-44-44	5 100 + 724	<b>3 PIÈCES</b> Park., 76 m², 3 <sup>e</sup> ét. Immeuble neuf	48, rue de Mouzala SAGGEL - 42-66-61-05	6 650 + 859	<b>4 PIÈCES</b> Park., 93 m², 2 <sup>e</sup> ét. Immeuble neuf	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6 600 + 1 373
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b> Park., imm. neuf 64 m², 4 <sup>e</sup> étage	48, rue de Mouzala SAGGEL - 42-66-61-05	5 300 + 710	<b>2 PIÈCES</b> Parking 55 m² + terr., r.-d.-ch.	SURESNES 91, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89	3 550 + 350
<b>3 PIÈCES</b> Parking 63 m², R.-de-ch.	59, rue Galilée AGF - 42-44-00-44	8 200 + 700	<b>78 - YVELINES</b>			<b>4 PIÈCES</b> Park., 87 m² 1 <sup>e</sup> étage	SURESNES r. Salomon-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	5 150 + 1 310
<b>2 PIÈCES</b> 57 m², 1 <sup>e</sup> étage	rue du faubourg St-Honoré AGF - 42-44-00-44	7 200 + 500	<b>SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b> 40 quai B, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44		6 300 + 850	<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b> Poss. park., 75 m² 1 <sup>e</sup> étage	VERSAILLES 35 bis, r. du M.-Gallieni CIGIMO - 48-00-89-89	5 000 + 750	<b>5 PIÈCES</b> 93 m², 4 <sup>e</sup> étage	TREMBLAY-EN-FRANCE 8, allée Kepler LOC INTER - 47-45-19-97	2 900 + 1 196
<b>3 PIÈCES</b> Park., 63 m² 2 <sup>e</sup> étage	4, av. de Taillebourg SAGGEL - 47-42-44-44	5 120 + 574	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>4 PIÈCES</b> 82 m², 2 <sup>e</sup> ét.	TREMBLAY-EN-FRANCE 6, av. du Parc LOC INTER - 47-45-19-97	2 580 + 1 035
<b>STUDIO MEUBLÉ</b> 20 m² sur jardin	Home Plaza Bastille HOME PLAZZA - 40-21-22-23	5 500 + 825	<b>4/5 PIÈCES</b> Imm. neuf, park. 105 m², 3 <sup>e</sup> étage	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 300 + 1 238	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>2 PCES MEUBLÉES</b> 50 m² sur jardin	Home Plaza Bastille HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	<b>3 PIÈCES</b> Park., imm. nf, 73 m² Rez-de-chaussée	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36	5 100 + 711	<b>3 PIÈCES</b> Park., 68 m² 3 <sup>e</sup> étage	CHARENTON 160, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	4 785 + 831
<b>STUDIO MEUBLÉ</b> 20 m² sur jardin	Home Plaza Nation HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	<b>6 PIÈCES</b> Park., 110 m², 3 <sup>e</sup> ét. + Balcon	GARCHES 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89	8 200 + 900	<b>2 PIÈCES</b> Park., 49 m² 4 <sup>e</sup> étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	3 700 + 606
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b> Park., 95 m² 2 <sup>e</sup> ét. + Balcon	GARCHES 13, rue de Suisses CIGIMO - 48-00-89-89	6 100 + 850	<b>5 PIÈCES</b> Park., imm. neuf 106 m², 7 <sup>e</sup> étage	JOINVILLE 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 835
<b>2 PIÈCES</b> 52 m², 2 <sup>e</sup> étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	4 480 + 416	<b>3 PIÈCES</b> Park., imm. neuf 70 m², 2 <sup>e</sup> étage	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	6 100 + 928	<b>2 PIÈCES</b> Park., 57 m² 4 <sup>e</sup> étage	NOGENT-SUR-MARNE 24, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	3 384 + 500
<b>2 PIÈCES</b> Parking, 52 m², 1 <sup>e</sup> étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	5 300 + 416	<b>6/7 PCES DUPLEX</b> 3 park., imm. nf 144 m² + 66 m² terr.	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	17 000 + 2 011	<b>3 PIÈCES</b> Park., 71 m² 4 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ 31/33, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6 182 + 837
<b>3 PIÈCES</b> Park., 76 m², 6 <sup>e</sup> étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	7 200 + 808	<b>2/3 PIÈCES</b> 61 m², 6 <sup>e</sup> étage	NEUILLY 163, bd Bineau SAGGEL - 47-42-44-44	6 100 + 1 540	<b>4 PIÈCES</b> Park., 86 m² 4 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	7 930 + 859
<b>4 PIÈCES</b> Park., 80 m², 2 <sup>e</sup> ét.	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	7 340 + 648	<b>3 PIÈCES</b> Park., 70 m² 4 <sup>e</sup> étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	5 500 + 790	<b>4 PIÈCES</b> Park., 92 m² 5 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	8 855 + 949
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b> Park., 79 m² 3 <sup>e</sup> étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	6 300 + 950	<b>5 PIÈCES</b> Park., 95 m² 2 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ 25/29, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	7 282 + 980
<b>2 PIÈCES</b> Park., 57 m², 4 <sup>e</sup> ét.	21, rue de Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	4 800 + 800	<b>3 PIÈCES</b> Park., 88 m² 1 <sup>e</sup> étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	4 900 + 750	<b>5 PIÈCES</b> Park., 106 m² 3 <sup>e</sup> étage	SAINT-MAURICE 8, rue des Sureau SAGGEL - 42-66-61-05	7 385 + 750
<b>STUDIO</b> 35 m², R.-de-ch. sur jard.	87, bd Auguste-Blanqui CIGIMO - 48-00-89-89	2 840 + 660	<b>3 PIÈCES</b> Park., imm. neuf 48 m², 3 <sup>e</sup> étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	3 750 + 725	<b>3 PIÈCES</b> Park., 71 m² 2 <sup>e</sup> étage	SAINT-MAURICE 3, rue de la Pompe SAGGEL - 42-66-61-05	4 780 + 520
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b> Park., 72 m², 4 <sup>e</sup> étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	5 000 + 1 000	<b>5 PIÈCES</b> Park., 108 m², loggia 3 <sup>e</sup> étage	SUCY-EN-BRIE 1, rue des Trois-Épis AGIFRANCE - 47-42-17-61	4 536 + 1 061
<b>2 PIÈCES</b> Park., 50 m², 1 <sup>e</sup> ét.	8, rue de l'Ouest AGIFRANCE - 43-20-54-58	4 400 + 580	<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
<b>3 PIÈCES</b> Park., 68 m², 2 <sup>e</sup> ét.	8, rue de l'Ouest AGIFRANCE - 43-20-54-58	6 350 + 811	<b>4 PIÈCES</b> Park., 72 m², 4 <sup>e</sup> étage	5, bd Garibaldi AGF - 42-44-00-44	8 420 + 1 180	<b>PAVILLON 6 PCES</b> 133 m², garage Domaine du Golf	CERGY-COUDIMANCHE 2, clos de Mandelieu AGIFRANCE - 34-42-30-62	7 562 + 512
<b>4 PIÈCES</b> 2 park., 91 m², 4 <sup>e</sup> ét.	90, av. du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	7 916 + 1 280	<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b> 81 m², 1 <sup>e</sup> étage	Rue Michel-Ange AGF - 42-44-00-44	8 500 + 750			



78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE

Dans un parc, à proximité du château, du RER, des écoles et des commerces, immeubles de grand standing, où quelques appartements sont disponibles à la location.

AGF 40-42, rue des Ursulines.  
Tél. : 42-44-00-44

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



GROUPE GTF



RÉSIDENCES IMMOBILIÈRES  
HOME PLAZZA



LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES



GROUPE UAP

سكنيا من الامم

50.000.000.000

# MARCHÉS FINANCIERS

La devise américaine au plus bas depuis deux ans et demi

## La faiblesse du dollar est un atout pour la France

Le dollar baisse sur presque toutes les places, revenant à son plus bas niveau depuis deux ans et demi, à 1,62 de franc (contre 1,66 de franc le 4 janvier 1988). La faiblesse de la devise américaine constitue une chance, à court terme au moins, pour l'économie française.

Par rapport à l'année dernière, le recul de la devise américaine vis-à-vis du franc atteint 10 % et même 13 % depuis le début 1989. Le plus curieux est que cette baisse s'effectue dans l'indifférence générale. Les banques centrales s'abstiennent presque d'intervenir pour freiner ou stopper une telle baisse, comme elles l'avaient fait massivement au début 1988.

A cette époque, la chute de la devise américaine était considérée comme néfaste pour les économies occidentales dans la mesure où elle risquait de déséquilibrer les échanges commerciaux. De plus, en intervenant, les banques centrales étaient contraintes d'acheter d'énormes quantités de dollars et de créer à due concurrence de la monnaie nationale, un processus évidemment inflationniste.

### La Bundesbank satisfait

Aujourd'hui, rien de tout cela. La devise américaine glisse lentement et sûrement, et selon toute vraisemblance, va continuer à baisser pour toutes sortes de raisons. La première est la diminution des taux d'intérêt aux Etats-Unis à l'initiative, prudente, des autorités monétaires fédérales, désireuses d'éviter une crise de crédit de nature à précipiter le pays dans la récession. La seconde est un manque de confiance dans la santé de l'économie américaine, beaucoup moins robuste que les économies européennes et japonaises. La chute des cours lundi 24 juillet à Wall Street a, du même coup, affaibli le dollar de manière tout à fait significative.

Indifférence générale des banques centrales, donc, et même satisfaction discrète chez les partenaires des Etats-Unis. Le glissement du dollar, en renforçant les monnaies de ses partenaires, contribue efficacement à la lutte contre l'inflation des valeurs pétrolières, et surtout du pétrole, processus tout à fait vertueux.

Certes, ce même glissement diminue la compétitivité des exportateurs des pays concernés : il va abaisser les prix des produits importés et va stimuler la consommation, ce qui n'est pas très bon pour l'équilibre des balances commerciales. Mais, globalement, le bilan peut être considéré comme positif.

Il l'est surtout pour l'Allemagne, dont l'excédent des échanges extérieurs reste énorme et dont les industriels exportent sur des créneaux peu sensibles à l'augmentation des prix résultant de la hausse du mark.

La Bundesbank se félicite ouvertement de cette hausse, qui permet de compenser en grande partie la poussée des prix intérieurs allemands. Ce bilan est en revanche moins avantageux pour la France, qui se trouve gênée pour ses ventes de produits agroalimentaires - vins, spiritueux, etc. - et de produits industriels. Le repli du dollar coûte cher aux constructeurs d'Airbus, par exemple. Mais il permet à Paris d'économiser plus de 10 milliards de francs sur les 100 milliards de la facture énergétique. Globalement, il réduit de 0,4 % sur un an l'évolution de l'indice des prix et de 1 % sur trois ans, un atout capital pour la lutte contre l'inflation et la défense du franc.

A court terme, la baisse du dollar est donc bénéfique pour l'Europe. Elle l'est également pour les Etats-Unis sur le strict plan commercial, puisqu'elle accroît leur compétitivité et leur permet de réduire lentement leur déficit commercial. A moyen terme toutefois, le bénéfice est moins clair. En ce qui concerne la France, par exemple, il correspond à une revalorisation de sa monnaie de 10 % à 13 % vis-à-vis du dollar, et de 6 % vis-à-vis des pays concurrents sur les marchés tiers. Une telle revalorisation, capitale dans la lutte contre l'inflation, érode en revanche les marges bénéficiaires des industriels exportateurs.

Certes, ils peuvent compenser une partie de cette érosion par les gains de compétitivité réalisés ces dernières années, mais à condition que leurs coûts de production n'augmentent pas dans les années à venir. En 1990, deux phénomènes risquent de se conjuguer pour majorer ces coûts : le gonflement de l'emploi et une inflation un peu plus importante que prévu, 3 % en rythme annuel contre un objectif de 2,5 %.

La marge de manœuvre des industriels est donc mince. Dans sa dernière enquête, l'INSEE n'a-t-il pas évoqué des pertes de parts de marché résultant précisément de la revalorisation du franc ? Le gouvernement doit en tenir compte, et éviter à tout prix un dérapage des coûts de production. On voit que pour lui aussi la marge de manœuvre est mince.

FRANÇOIS RENARD

Scandale Recruit Cosmos : peine de deux ans de prison pour l'ex-président de NTT. Le ministre public japonais a requis une peine de 22,7 millions de yens (820 000 F) à l'encontre de l'ancien président de la Nippon Telegraph and Telephone Corp. (NTT), M. Hisashi Shinto, inculpé de corruption dans le cadre du scandale Recruit Cosmos. M. Shinto, quatre-vingt ans, avait démissionné de la présidence du géant nippon des télécommunications en décembre 1988 à la suite d'accusations selon lesquelles il aurait réalisé un bénéfice de 22,7 millions de yens sur des titres hors cote de la société Recruit Cosmos en 1986.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



a été la première société officiellement introduite en Bourse dans un pays d'Europe de l'Est.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

a conseillé STATE PROPERTY AGENCY (République de Hongrie) pour la privatisation de IBUSZ.

Juin 1990

### NEW-YORK, 24 juillet ↑

#### Reprise

La violente secousse ressentie à Wall Street en début de semaine n'a eu qu'un effet d'ajustement. La Bourse new-yorkaise a tout de même eu chaud. Mardi, le marché a derechef été passablement secoué avant de se redresser durant la dernière heure de la séance. Finalement, l'indice Dow Jones des Industrielles a regagné 17,82 points pour s'établir en clôture à 2 922,52 après être tombé pendant la journée à 2 866,83. Le bilan du dollar est resté relativement équilibré. Sur 2 003 valeurs traitées, 744 ont monté, 743 ont baissé et 516 n'ont pas varié.

Le mot d'ordre, bien sûr, était la prudence. Ce sont les valeurs pétrolières qui ont mené le bal de la reprise dans la perspective d'une possible hausse des prix du brut qui pourrait résulter de la réunion des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont la tenue aura lieu cette semaine.

D'une façon générale, la communauté boursière reste assez préoccupée par l'apparent échec des négociations entamées entre le Congrès et la Maison Blanche en vue de réduire le déficit budgétaire. Preuve d'un certain optimisme latent : l'activité a sérieusement diminué et 181,29 millions de titres ont été échangés contre 209 millions la veille.

VALEURS	Cours du 23 juillet	Cours du 24 juillet
Alcoa	86	87 5/8
AT&T	114	114
Boeing	56	56 7/8
Chrysler	35	35 1/2
Eastman Kodak	38 3/4	38 7/8
Exxon	42 3/4	42 3/8
General Electric	72 1/2	72 1/2
General Motors	28 1/2	27 5/8
IBM	115 7/8	114 1/2
Intel	34	34 1/2
Johnson & Johnson	85	85
McDonald's	20 7/8	21 7/8
Pfizer	48 1/2	48 1/2
Rockwell	58 3/4	62 1/4
Union Carbide	157 1/8	158 1/4
US Steel	18 1/2	18 1/4
Westinghouse	37 1/4	37 1/4
Xerox Corp.	48 3/8	48 3/8

### LONDRES, 24 juillet =

#### Stabilisation

Comme toutes les places européennes, la Bourse de Londres a un peu retrouvé de sa sérénité en clôture. L'indice Footsie des cent valeurs vedettes a peu évolué (+ 1,2 point), à 2 350,9 sur un marché peu actif, avec seulement 384,8 millions de titres échangés contre 382,9 millions lundi.

La tendance avait été soutenue dès l'ouverture par les prix bas atteints la veille, suscitant l'intérêt des investisseurs. Toutefois, les gains obtenus à la mi-journée s'effaçaient progressivement devant l'ouverture hésitante de Wall Street.

La plupart des compartiments ont terminé sur une note mitigée. A noter la bonne tenue des valeurs pétrolières qui ont bénéficié du raffermissement des cours du brut. La banque Lloyds s'est améliorée avant l'annonce de son bilan intermédiaire. En revanche, l'agence d'information financière Reuters s'est dépréciée, déprimée par le nombre croissant de ses déconcomptes et par des prévisions décevantes pour le second semestre. Ce fut aussi le cas de Reed International (presse).

### FAITS ET RÉSULTATS

Dollars devient numéro un de l'Europe. Le groupe français Dollins, numéro deux de l'industrie homéopathique en France derrière les Laboratoires Boiron, vient de racheter le laboratoire belge COPIARM (26 millions de francs) sans toutefois révéler le montant de son acquisition. Il devient ainsi numéro un outre-Quévain dans l'homéopathie avec une force de ventes estimée à 60 millions de francs français. Après l'achat de la firme italienne OMIT en janvier dernier, cette nouvelle opération va permettre à Dollins de renforcer ses positions en Europe, de confirmer sa vocation internationale et d'améliorer sa rentabilité. L'objectif reste toujours de réaliser 50 % du chiffre d'affaires hors de France dès 1992. Pour financer ces acquisitions, la firme française va augmenter son capital en émettant 245 320 actions nouvelles au prix unitaire de 175 F. (1 action nouvelle pour 6 anciennes).

M. Jean-Marie Vernes prend 5 % de la Compagnie de navigation mixte. M. Jean-Marie Vernes, président de la Société centrale d'investissement, devrait annoncer prochainement le franchissement du seuil de 5 % dans le capital de la Navigation mixte. Depuis l'accord conclu entre M. Marc Fournier, président de la Mixte, et Paris, il était prévu que le désengagement de la compagnie financière s'effectuerait au profit de M. Vernes qui siège au conseil d'administration de la Mixte. La transaction s'est effectuée par le biais d'une application à un prix voisin de celui de l'OPA

### PARIS, 25 juillet ↑

#### Bien orienté, mais sans plus

Pour la deuxième séance consécutive, la tendance s'est plutôt orientée à la hausse mercredi à la Bourse de Paris. Mais, cette fois, le marché n'a pas attendu la dernière minute pour décider de la direction à prendre. En progrès de 0,47 % dès l'ouverture, l'indice CAC 40 devait maintenir l'allure à ce niveau jusqu'au début d'après-midi. Plus tard dans la journée, il s'établissait à 0,27 % au-dessus de son niveau précédent.

A l'évidence, la meilleure mine de Wall Street a rassuré les investisseurs. Mais si les ordres de vente ont nettement diminué, les ordres d'achat, eux, n'ont guère augmenté. Le climat reste à la prudence en ce début de mois.

Sur le parquet, bien des observateurs attendent l'ouverture de la Bourse new-yorkaise dans la soirée pour voir comment les choses allaient tourner. De fait, la reprise observée mardi outre-Atlantique avait en grande partie été due à la hausse des valeurs pétrolières poussées par les rumeurs d'un renchérissement du brut. De même, de ce côté de l'eau l'on attend avec une certaine impatience les résultats de la réunion de l'OPEP, qui devait s'ouvrir dans la journée à Genève. En attendant, à Paris comme ailleurs, l'attention s'est tournée vers les actions des compagnies exploitantes. Elf, Esso et BP-France se sont distinguées par leur fermeté. Seul Raffinage-Distribution n'a pas eu la forme. Cela étant, connaissant la poids des pétroliers dans l'indice CAC 40, force est de constater que, sans elles, le marché parisien n'aurait pas manifesté beaucoup d'allure.

Dans l'immédiat, la promesse de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, d'abaisser le taux majoré de la TVA à 10 % en 1992 n'a pas fait sensation. En revanche, sa volonté affichée de taxer plus lourdement les placements des entreprises n'est pas passée inaperçue. Visiblement, le grand argument de la France a fini de jouer ses meilleures cartes.

### TOKYO, 25 juillet =

#### Résistant

Après cinq séances consécutives de baisse, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de mercredi sur une note indécise. L'indice Nikkei a cédé 1,19 point à 31 701,27, dans un marché où les signes de tension étaient cependant peu effrayés (seulement 350 millions de titres).

Les craintes d'une hausse des taux japonais et la faiblesse du yen ont largement freiné les initiatives. « Les intervenants se demandent s'il faut investir en Bourse, alors que les placements à court terme offrent des rendements bien meilleurs », déclarait M. Julian Mayo de Thomson Management Asia avant d'ajouter : « Ce marché n'est pas seulement un marché malsain, il est très déprimé et il va beaucoup plus bas. »

VALEURS	Cours du 24 juillet	Cours du 25 juillet
Alia	1 000	1 000
Bridgepoint	1 500	1 510
Canon	1 780	1 800
Fuji Bank	2 410	2 430
Honda Motor	1 740	1 700
Industrial Bank	1 820	1 840
San'yok	8 720	8 930
Toyota Motor	2 180	2 200

## PARIS :

### Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Assurances	429	429	IN2	301	300
Asystel	106	106	IP.B.M.	135	135
B.A.C.	214	214	Loisirs Invest.	325	322
B. Demachy Ass.	575	575	Locatim	128 80	125
Bois Tarnaud	175	175	Mans Court.	180	175 10
B.I.C.M.	850	850	Minut.Milieu	208	214
Boiron (Ly)	395	395	Molens	235	235
Bolton Lyon	252	252	Nord-Océans	1237	1238
Châtel de Lyon	3498	3629	Océan Logis	580	580
Colson	1235	1235	Ors. Soc. Fin.	806	806
Cal. de Fr. (C.C.F.)	520	515	Pharlab	92	90
Colson	624	608	Préférence Assur.	550	438
CEE	355 10	357	Publi-Filipatch	898	870
CESEF	278	278	Recl. Invest. (Ly)	706	706
CEFF	245	246	Rhone-Alp. (Ly)	320	320
Cinéma d'Orléans	736	745	St-H. Marignan	255	254
C.N.I.M.	1200	1220	S.C.G.P.M.	610	620
Colson	280 30	282	Ségis I.S.	320	312
Comeng	353 20	356	Ségis Invest. (Ly)	163	163
Conforama	1112	1112	Serbo	612	500
Credex	365	365	S.M.T. Group	227 80	221 80
Dalco	210 50	210	Sopra	191	196 70
Dauphin	719	719	Sopra	205	210
Desquenne et Gir.	269	269	TFL	300	298 50
Deviney	1235	1235	Thermor H. (Ly)	268	268
Dowlex	495	495	Union Fin. de Fr.	199 50	193
Dollins	177	180	Val et Cie	470	478
Editions Belfond	270	270	Val et Cie	167 60	170
Elysee Invest.	15 20	15 05	Y. St-Laurent Group	1065	1073
Europ. Propriété	415	415			
Financ. Invest.	187 50	187 50			
Genep	885	885			
GFF (group. Fin.)	489	487			
Grand U	465	470			
Grovograph	248	238 70			
Gustoni	1185	1185			
IDA	280	252 40			
IDA	355	360			
Minerva	180	180			
IM.S.	1300	1300			

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

### Marché des options négociables le 24 juillet 1990

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Boygues	600	11,20	-	-	-
CGE	640	24,50	-	-	-
Elf-Aquitaine	640	76	-	-	-
Environnement SA-PLC	50	5,60	8,20	-	-
Euro Dismayland SC	100	3,30	-	-	-
Horus	637	-	-	30	-
Lafarge-Corbeil	480	23,50	40	22	-
Michellie	100	3,40	7	7	16,31
Midi	1 200	30	-	30	-
Paribas	640	14,50	27,50	-	-
Paribas-Banque	1 300	16	-	-	-
Pengent SA	800	7,20	24	76	-
Rhône-Poulenc CI	480	3,50	12,90	-	-
Saint-Gobain	520	35	55	49	15
Sonacort	1 500	30	-	52	-
Société Générale	600	-	-	-	-
Suez Financière	480	-	42,50	6	-
Thomson-CSF	110	3,80	7,10	8	-

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 juillet 1990				
Nombre de contrats : 51 768				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91	
	Denier	182,62	182,78	182,68
Précédent	182,63	182,82	183,82	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
	103	0,50	1,10	0,83

### INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,445 F →	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar était stable en Europe le mercredi 25 juillet, après sa forte baisse des dernières séances. A Paris, la devise américaine a obtenu en léger repli à 5,445 francs contre 5,447 francs la veille à la cotation officielle. Le yen continuait, en revanche, à céder du terrain, le billet vert approchant de nouveau la barre de 150 yens.	23 juillet 24 juillet
FRANCFORT 24 juillet 25 juillet	Valeurs françaises 95,30 95,60
Dollar (en DM) 1,625 1,625	Valeurs étrangères 94,98 95
TOKYO 24 juillet 25 juillet	(SIF, base 100 : 31-12-81)
Dollar (en yen) 146,78 146,23	Indice général CAC 536,22 530,98
	(SIF, base 1000 : 31-12-87)
	Indice CAC 40 1 990,48 1 995,61
MARCHÉ MONÉTAIRE	NEW-YORK (indice Dow Jones)
(effets privés)	23 juillet 24 juillet
Paris (25 juillet) 10 148-149 148	Industrielles 2 994,70 2 972,28
New-York (24 juillet) 8 172-176 176	LONDRES (indice Financial Times)
	23 juillet 24 juillet
	Industrielles 1 867,18 1 864,70
	Mixte d'Etat 182,60 184,70
	Fonds d'Etat 79,43 79,53
	TOKYO
	24 juillet 25 juillet
	Nikkei Dow Jones 31 782,46 31 701,27
	Indice général 2 364,59 2 397,31

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR		UN YEN		UN MARK	
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
\$ E.-U.	5,4460	5,4480	+ 82	+ 95	+ 162	+ 182
\$ Can.	4,7890	4,7148	- 168	- 129	- 248	- 739
Yen (100)	3,6514	3,6544	+ 67	+ 81	+ 133	+ 159
DM	3,1526	3,1553	+ 38	+ 59	+ 81	+ 110
Florin	2,9743	2,9770	+ 49	+ 52	+ 77	+ 98
FB (100)	16,2762	16,2919	- 22	- 180	- 71	- 349
L (1 000)	3,9487	3,9450	+ 19	+ 49	+ 49	+ 83
L (1 000)	4,5784	4,5839	- 75	- 31	- 123	- 78
£	9,8175	9,8266	- 447	- 411	- 855	- 792

### TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/8
Yen	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 1/8
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 5/16	8 7/16
Fluïda	7 13/16	8 1/16	8 1/16	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 5/16	8 7/16
P.B. (100)	9 5/16	9 9/16	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 3/2	9 3/16	9 7/16
F.S.	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
L (1000)	12 3/4	13 3/4	11 1/8	11 5/8	11 1/8	11 3/4	11 1/4	11 3/4
L (1000)	14 13/16	15 1/16	15	15 1/8	14 15/16	15 1/16	14 7/8	15 1/8
F. franc	10	10 1/4	9 13/16	9 15/16	9 13/16	9 15/16	9 13/16	10 1/16



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 JUILLET

BOURSE DU 25 JUILLET										Règlement mensuel										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS				
----------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Etrangers					
Emp. Bat. 8.95/77	119 30	1 51	Comptex	700	881	Navigant (Rd.)	250	248	A.E.G.	1080	...
Emp. Bat. 9.95/78	101 80	0 34	Co Industrielle	7010	7020	Nord	187 90	150	Alco H. Ess.	388	...
10.00% 79/81	100	0	Cr Lyonn. Aliment.	643	635	Orsay	380	380	Alco Aluminium	120 50	...
Emp. Bat. 12.25/80	100 01	15 95	Concorda	1097	1020	Orsay (2)	277	...	Alugon H. Ind.	110 30	...
Emp. Bat. 19.95/82	100 01	15 95	Comcast (M. Pr.)	40 35	42 50d	Orsay-Desserte	1419	1401	Ambed	361	...
Emp. Bat. 14.9% 83	102 35	8 10	Cr Unif. Ind. (C)	691	686	Palm Indemore	1370	1370	Assommes Menes	850	...
Emp. Bat. 12.4% 83	110 13	7 58	Coldind	128 20	130	Performance	650	648	Banque Paribas	217	...
Emp. Bat. 10.25% 85	104 35	8 60	Dartley	705	705	Perfin (CP)	235	235 50	Chambre de Commerce	525	525
Emp. Bat. 12.25% 84	107 05	4 74	Degremont	1650	1680	Petit Paris	278	278	Chambre de Commerce	1890	1890
Emp. Bat. 11% 85	101 95	3 89	Dubaud	2480	2460	Petit Paris	518	526	Chambre de Commerce	34000	34000
10.25% 85 86	107 05	4 74	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	1315	...	Chambre de Commerce	95	...
OAT 10% 12/1987	102 87	6 07	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	827	...	Chambre de Commerce	95	...
OAT 8.95/11986	100 80	6 68	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	2340	...	Chambre de Commerce	95	...
PTT 11.25% 85	104 10	8 02	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	480 50	...	Chambre de Commerce	95	...
CF 10.25% 85	98 90	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	719	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	940	940	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	969	972	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	176	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	658	646	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	625	625	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	475	620 d	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	458	488 50d	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	2079	2050	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	218	218	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	680	678	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	129	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	174	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	880	880	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	482	481	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	175 30	175 30	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	485	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	485	482	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	805	808	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	613	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	1149	1150	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	645	630	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	1781	1785	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	178	178	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	459	459	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	800	800	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	525	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	750	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	380	380	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	5250	5250	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	5000	5000	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	850	850	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	315	315	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	1250	1252	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	257	257	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	2400	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	3600	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	2075	2014	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	198	198	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	1380	1380	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	275	264	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	100 80	0 83	Dubaud Vieilles	1422	1420	Petit Paris	...	...	Chambre de Commerce	95	...
CRP 8.50% 80/01	10										

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Prêts incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prêts incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prêts incl.	Rachet net
A.A.A.	1145 56	1111 72	Franch Assurance	30 17	30 17	Pacemont J.	6100 14	6037 40
Acollion	240 80	224 41	Franch Opt.	35 23	34 71	Pacemont Premier	5643 86	5632 96
Appogee	6826 37	6825 37	Franch Court.	118933 18	119533 18	Pacemont P.	122 51	119 23
Appogee	108 94	106 42	Francher	236 88	236 88	Pacemont P.	55188 53	55188 53
Appogee	1179 73	1150 86	Francher	950 49	952 19	Pacemont P.	10601 57	10599 56
AGF Assurances et CF	668 70	668 70	Francher	30 95	29 80	Pacemont P.	110 87	107 87
AGF 5000	1078 32	1008 24	Francher	988 42	944 80	Pacemont P.	24874 20	24874 20
AGF OIL	1078 32	1008 24	Francher	33 73	32 91	Pacemont P.	135 68	102 90
AGF OIL	123 95	120 63	Francher	11300	11123	Pacemont P.	1027 58	1029 88
AGF OIL	127 14	124 04	Francher	461 48	487 26	Pacemont P.	162 77	160 36
AGF Invest Secur.	412 22	402 25	Francher	120 10	121 07	Pacemont P.	5225 41	5212 88
AGF ImmoFonds	1063 77	1054 46	Francher	6205 95	6191 17	Pacemont P.	1154 48	1107 87
AGF OIL	1073 10	1071 73	Francher	182 56	158 37	Pacemont P.	961 58	906 43
AGF Financial Secur.	680 63	680 63	Francher	10420 95	10384 10	Pacemont P.	277 35	264 77
A.G.F.I.L.M.	6481 85	6187 92	Francher	1243 30	1243 30	Pacemont P.	230 35	229 45
América	1110 12	1082 37	Francher	1068 54	1068 54	Pacemont P.	951 43	928 45
América	576 85	567 14	Francher	11973 32	11513 38	Pacemont P.	535 45	536 32
América	6062 74	6051 02	Francher	576 58	558 88	Pacemont P.	12886 01	12636 27
América	360 12	367 72	Francher	251 48	177 58	Pacemont P.	526 09	505 95
América	1312 89	1274 65	Francher	212 38	202 75	Pacemont P.	811 06	774 31
América	1599 29	1587 93	Francher	212 38	202 75	Pacemont P.	1486 65	1468 65
América	111 01	107 78	Francher	270 24	264 91	Pacemont P.	2383 75	2382 11
América	143 29	137 12	Francher	354 07	338 01	Pacemont P.	707 94	697 93
América	131	125 35	Francher	256 69	252 54	Pacemont P.	1791 89	1668 59
América	131 87	126 19	Francher	480 62	430 58	Pacemont P.	719 43	695 84
América	115 19	110 23	Francher	138 95	130 78	Pacemont P.	416 12	398 16
América	138 31	132 35	Francher	130 78	172 19	Pacemont P.	748 52	714 04
América	5373 68	5368 29	Francher	383 33	365 95	Pacemont P.	732 85	713 04
América	9454 18	9383 95	Francher	5731 78	5723 17	Pacemont P.	436 42	425 45
América	1100 21	1083 95	Francher	1069 88	1069 88	Pacemont P.	1270 36	1230 36
América	414 16	404 05	Francher	5693 40	5693 40	Pacemont P.	209 12	205 02
América	1719 87	1719 87	Francher	11224 64	11224 64	Pacemont P.	444 66	432 75
América	38 92	38 02	Francher	24684 95	24633 37	Pacemont P.	1270 36	1230 36
América	1109 07	1082 65	Francher	821 56	805 46	Pacemont P.	539 01	534 92
América	5628 48	5619 58	Francher	2084 39	2063 74	Pacemont P.	1137 42	1085 48
América	419 71	403 87	Francher	22268 18	22268 18	Pacemont P.	1389 59	1387 64
América	514 70	498 71	Francher	552 154	552 154	Pacemont P.	2033 15	2022 08
América	1081 51	1070 11	Francher	726 31	707 10	Pacemont P.	1221 69	1218 08
América	1229 10	1188 68	Francher	208 58	199 54	Pacemont P.	1138 81	1182 89
América	988 43	977 63	Francher	1003 45	989 50	Pacemont P.	6315 91	6309 13

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marche continue

هكذا من الازل

RDA : le débat sur la loi électorale

## Les libéraux ont quitté la coalition gouvernementale

Le premier gouvernement démocratique de RDA est en crise au bout de cent quatre jours d'exercice, avec la défection, annoncée mardi 24 juillet, des libéraux, mais les sociaux-démocrates ont offert au premier ministre, M. Lothar de Maizière, une chance tenue de conserver une confortable majorité parlementaire.

BERLIN

de notre correspondant

Le retrait du Parti libéral de la coalition gouvernementale est-allemande a ouvert le deuxième acte électoral de l'année en RDA, avec cette fois un scrutin dans toute l'Allemagne. L'issue de la crise politique qui secoue la RDA dépend maintenant du premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière, et de M. Helmut Kohl, qui s'était tenu jusqu'alors volontairement en dehors de

la mêlée. Une rencontre entre les deux hommes était prévue jeudi à Wolfgangsee, en Autriche, où le chancelier, en villégiature, se prépare par de longues marches dans la montagne à une fin d'année qui s'annonce mouvementée. Il n'était finalement pas sûr, mercredi, qu'elle ait lieu, alors que M. de Maizière devait se rendre à Vienne en visite de travail.

L'élection du Parlement de la future Allemagne réunifiée sur la base de la loi électorale économique en RDA ne va pas être une partie de plaisir. Les États-majors des partis politiques, qui préparent pour cet automne, à Bonn et à Berlin-Est, l'unification de leurs formations, sont dans la plus grande incertitude. En raison de l'évolution économique et sociale en RDA, mais aussi de la difficulté de prévoir l'effet de l'unification sur la composition du futur paysage politique.

Le bras de fer qui s'est joué depuis une semaine à Berlin-Est — sur la question du mode de scrutin à envisager pour les élections de décembre et la date de la fusion effective des deux États — a laissé les commentateurs perplexes. Aucun des arguments utilisés par les partis politiques est-allemands pour expliquer leur refus de parvenir à un compromis ne paraît de nature à justifier la crise, qui rendrait encore plus difficile l'assainissement de l'économie.

Dans le communiqué annonçant son retrait de la coalition, le Parti libéral indique que la rigidité de M. de Maizière est de mauvais aloi

pour une collaboration bien comprise entre partenaires d'un même gouvernement et il l'accuse du crime suprême de pactiser avec les anciens communistes contre ses propres alliés. Les libéraux, comme les sociaux-démocrates, estiment avoir la logique avec eux lorsqu'ils demandent que les élections de décembre se déroulent selon les mêmes règles pour tous et sous un seul toit. Un argument qui paraît faible, alors que la population s'interroge sur le prix de l'union économique et monétaire. Les avantages que tirerait le Parti libéral d'un système électoral plutôt que d'un autre ne paraissent pas déterminants.

### Le deuxième traité d'Etat

L'attitude du premier ministre est encore plus étrange. Depuis son élection à la tête du gouvernement en avril dernier, M. de Maizière a toujours donné l'impression de ne vouloir à aucun prix un conflit avec Bonn. Les négociations sur le traité d'union économique et monétaire ont été largement dirigées depuis la RFA, le rôle de la CDU est-allemande semblant se borner à faire passer les compromis avec les autres partis du gouvernement et surtout avec le Parti social-démocrate.

La presse ouest-allemande s'étonne d'autant plus de l'insistance du chef du gouvernement est-allemand à garder un instrument de pression sur Bonn et à ne pas vouloir fixer d'ores et déjà la date de l'adhésion et donc

le mode de scrutin. Les négociations sur le deuxième traité d'Etat qui doit régler tous les aspects juridiques de l'unification allemande commencent le 1<sup>er</sup> août. Justifiant sa position mardi soir à la télévision est-allemande, M. de Maizière a déclaré qu'il portait « la responsabilité pour que l'unité [allemande] apporte la sécurité et des chances égales aux citoyens de RDA ». « Les discussions sur le traité d'unification ont montré qu'il y a encore trop de questions ouvertes, auxquelles on doit trouver une réponse dans l'intérêt des gens en RDA », a-t-il souligné, en citant la reconnaissance des diplômes, le statut des terres, le financement des Länder est-allemands et les questions de propriété.

Cette déclaration n'a sans doute pas fait plaisir aux amis chrétiens-démocrates de M. de Maizière à Bonn. Le ministre de l'Intérieur, M. Schauble, qui dirige du côté ouest-allemand les négociations sur le deuxième traité, a minimisé mardi l'importance de la crise en estimant qu'on l'oublierait vite dès qu'une solution aurait été trouvée à la question du mode de scrutin. Le Parti social-démocrate est-allemand, pris de court par la décision des libéraux de quitter la coalition, a annoncé qu'il déciderait seulement vendredi de son attitude. Une grande partie du SPD, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, ne serait sans doute pas fâchée de se retrouver dans l'opposition le temps de la campagne électorale.

HENRI DE BRESSON

Nouvelle menace de grève

### Air Inter : tentatives de négociations

Le mot d'ordre de grève lancé par deux syndicats de personnel au sol d'Air Inter (CGT et SNPT) pour les vendredis 27 et samedi 28 juillet, après les arrêts de travail des 13, 20 et 21 juillet, sera-t-il maintenu ? Une nouvelle réunion devait avoir lieu le mercredi 25 juillet entre les syndicats et la direction.

Après la demande de « négociations sérieuses » par le SNPT le 23 juillet, M. Pierre Eelsen, président d'Air Inter, dans une interview au *Figaro*, s'est déclaré prêt à aborder les problèmes soulevés par les préavis de grève sous levés. Les revendications syndicales portent sur les dédoublements de carrière, les conditions de travail, une revalorisation des bas salaires et des embauches supplémentaires. De leur côté, les électroniques de la sécurité aérienne, ont lancé un mot d'ordre de grève du 25 juillet au 8 août.

### QUAND ON EST UNIQUE

ON A DES DEVOIRS A L'EGARD DE LA MODE, DE LA DECORATION... ET DE SES CLIENTES !  
Celui de vous offrir les plus beaux tissus du monde : nous les avons (et nous en sommes fiers).  
L'engagement d'obtenir un rapport qualité/prix exceptionnel : nous y réussissons.  
La passion de la qualité et de la création : nous les adorons... (depuis 30 F le mètre)  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

3 JOURS  
mercredi 25, jeudi 26, vendredi 27  
**SOLDES**  
Costumes, vestes, pantalons, chemises, chemisettes, les meilleures griffes parisiennes  
**LA VOGUE**  
38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Veltzy 2 - Détaxe à l'exportation

CARTES POSTALES

### Croisière en sous-sol

Le toueur attendait à l'entrée du tunnel. On accrochait les trois péniches et les quatre bateaux de plaisance que la machine allait remorquer pendant deux heures, car il faudrait deux heures à ce monstre froid pour parcourir les 5,677 km du canal souterrain de Riqueval.

Les deux marins étaient debout à l'extrémité du toueur. Le soleil n'arrivait déjà plus au fond du vallon. De l'entrée parvenait un air visqueux, glacial, momifié, le souffle de quarante mètres de profondeur. Ils se tenaient au plus loin, leurs puits de grosse laine déjà ajustés.

Les marins attendaient le départ sur la plate-forme arrière. Rien ne les aurait forcés à se rapprocher de cet air morbide avant le coup de corne de brume annonciateur du grand départ. On pouvait descendre voir les moteurs électriques de 1913 et les bûches dont ils font feu quand les pieds commencent à geler. Ils attendaient et ils toussaient déjà.

Au-dessus du toueur, une plaque rappelait que Napoléon a inauguré en 1810 ce tunnel qui relie la Somme à l'Escaut et reste le plus long canal souterrain de France. Une invention de génie. A l'avant, le toueur emble une chaîne allongée au fond du canal. A l'arrière, il remorque. Le matin de Riqueval à Vandœuvre et la nuit de Vandœuvre à Riqueval. Il n'y a, paraît-il, pas d'autre solution, faute d'aération.

La corne de brume, elle aussi, était enroulée, mais il a bien fallu s'engager dans le boyau. Au bout de cinquante mètres, les

hommes avaient fait le tour des petits néons qui dansent à l'infini le long de la voûte. Il était vain de regarder vers l'avant, où plus rien ne changerait pendant les deux prochaines heures. Il ne restait qu'à fixer les murs qui, eux au moins, dorment l'impression d'avancer.

Hormis les rhumatismes, les marins n'avaient pas remarqué grand-chose en dix ans d'exercice. Les milliers de coups de pics dans la roche qui ressemblent à de petits museaux de renards noirs. Une tête de mort. La chambre creusée à mi-parcours pour l'empereur, qui ne s'y arrêta même pas. L'endroit où on a trouvé l'an dernier un noyé, un habitant du village qui aimait se raccourci. Et les téléphones de campagne que personne n'a jamais vu fonctionner.

Deux heures plus tard, un marinier a aperçu le point blanc de la sortie. Encore 1,8 km, mais on pouvait, à ce stade, se remettre à regarder de l'avant et échanger quelques impressions malgré les cliquetis des chaînes et les dringelles. Le métier avait quelques inconvénients mais on s'y habitait. On attrapait des pneumonies l'été, mais, l'hiver, on s'enrhumait quasiment moins que dehors. Quelques anachronismes donc, mais on s'y faisait. Il n'y avait plus qu'à ranger la couverture chauffant le vélomoteur et à sonner le coup de corne de brume annonciateur d'un paysage.

De Riqueval (Aisne)  
CORINE LESNES

L'indemnisation de la marée noire de l'« Amoco-Cadiz »

### Les Bretons devront encore patienter

En réparation des préjudices causés par la marée noire qui, le 16 mars 1978, avait englouti les côtes bretonnes, la société pétrolière Amoco a été condamnée, mardi 24 juillet, à verser (à l'Amoco) à verser l'équivalent de 693 millions de francs aux plaignants français. Sur cette somme, qui comprend les intérêts (7,22 % l'an) courant depuis la catastrophe, l'Etat français s'adjuge la part du lion avec 569 millions de francs, les soixante communes, deux départements et divers autres plaignants recevant le reste, soit 124 millions de francs.

M. Alphonse Arzel, sénateur du Finistère, maire de Ploudalmézeau et président du syndicat des communes sinistrées, s'est déclaré satisfait : « Le jugement en première instance est enfin publié, classé et signé par toutes les parties. Pour nous, c'est le bout du tunnel. »

Pas tout à fait cependant car, après douze années de procédure qui ont coûté une centaine de millions de francs aux communes, le procès n'est pas achevé. La firme Amoco a immédiatement décidé de faire appel, ce qui retardera de deux ans le versement effectif des indemnités. La société a également été condamnée à verser l'équivalent de 165 millions de francs au groupe Shell, propriétaire du pétrole transporté par l'Amoco-Cadiz.

Mgr George Carey, prochain archevêque de Cantorbéry. — L'évêque de Bath et de Wells, Mgr George Carey, sera le prochain archevêque de Cantorbéry et succèdera à la tête de l'Eglise anglicane à Mgr Robert Runcie, dont le départ est prévu pour le 31 janvier 1991. — (AFP)

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE **SA** VENIR  
**LES ORIGINES DE L'HOMME**

AU MEME SOMMAIRE  
**ESPACE : LA SONDE MAGELLAN DECOUVRE VENUS**  
**MORATOIRE : LA BALEINE BLEUE EST-ELLE SAUVÉE ?**

EN VENTE PARTOUT 24 F

### L'ESSENTIEL

#### ÉTRANGER

##### Le conflit israélo-arabe

L'Europe pourrait aider à renouer le dialogue arabo-palestinien... 3

##### L'avenir du Cambodge

Rencontre entre Américains et Vietnamiens le 6 août à New-York... 5

##### Attentat en Irlande du Nord

Trois policiers et une religieuse ont été tués... 5

#### POLITIQUE

##### Les vacances de l'opposition

L'opposition a décidé de se mettre en veilleuse plutôt que de polémiquer avec le gouvernement tout en préparant sa rentrée... 6

#### SOCIÉTÉ

##### Scoutisme

Les Pays de l'Est rejoignent le mouvement international... 7

#### COMMUNICATION

##### Polémiques autour de FR 3 Corse

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel juge que la station fait la part trop belle aux indépendantistes... 8

#### ARTS • SPECTACLES

##### Les promoteurs à l'assaut des vieilles pierres

OPA sur les monuments historiques ; Le Mont-Saint-Michel au péril du carton-pâte ; Méréville, un chef-d'œuvre de Hubert Robert... pages 9 à 14

#### CULTURE

##### Avignon : Jean-Marie Pate

Le premier volet d'une trilogie qui appartient à son monde singulier... 15

#### ÉCONOMIE

##### Croissance en régions

Les taux de croissance des régions sont inégales. L'Alsace est en tête... 19

##### Le rapport du Conseil de la concurrence

Les saisines ont doublé en deux ans... 19

##### Chômeurs non indemnisés

Ils sont encore plus d'un million... 19

#### Services

Abonnements... 17  
Annonces classées... 21 à 23  
Carnet... 17  
Marchés financiers... 24-25  
Météorologie... 18  
Mots croisés... 17  
Radio-Télévision... 18  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 juillet 1990 a été tiré à 484 139 exemplaires.

Au conseil des ministres

### La coopération culturelle et technique avec les pays de l'Europe de l'Est

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 25 juillet, a adopté le projet de loi relatif aux conseils d'administration du régime général de sécurité sociale. Ce texte entérine l'accord qui s'était dégagé entre le CFTC, la CGC et FO d'une part, le CNPF et la CGPME d'autre part. Il s'agit de reporter les élections des administrateurs des caisses au second semestre de 1993. Le renouvellement du mandat des administrateurs actuels devait intervenir avant le 31 mars 1991. Ce renouvellement pour un mandat fixé à trois ans se fera par voie de désignation par les organisations syndicales ou professionnelles en fonction du nombre de sièges obtenus lors des élections du 19 octobre 1983.

Des dispositions permanentes sont aussi prévues pour l'élection du président du conseil de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) par les membres du conseil. Jusqu'à présent il était nommé par le gouvernement.

Le conseil a d'autre part entendu deux communications, l'une de M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique sur la culture technique et la rénovation du musée des arts et métiers (lire page 17), et celle de M. Thierry de Beaucourt sur la coopération culturelle, scientifique et technique avec les pays d'Europe centrale et orientale. Le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales a dressé un premier bilan des actions engagées depuis l'adoption d'un plan de relance de l'action de la France dans cette partie du monde arrêté le 23 avril, et auquel une enveloppe de 300 millions de francs avait été affectée.

Cinq orientations ont été définies : renforcement de la présence éducative et linguistique de la France (700 bourses d'études ont été octroyées dans les premiers et deuxième cycles et 250 bourses de recherche) ; la formation à l'économie et à la gestion afin de faciliter la transition vers l'économie de

la République par des pratiques banales ? », et demandait que « les ministres impliqués démissionnent ».

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 25 juillet au sujet du trafic d'armes libanaises, M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, qui venait de rendre compte des travaux du conseil, a considéré qu'il s'agissait d'« un drame des départs de vacances ».

M. Le Pen a ajouté : « Jacques Toubon perd le contrôle de lui-même et fait une embardée risquée pour lui. A croire que les trente lignes du Monde appellent à coup sûr trente jours de congé ».

Dans son article M. Toubon, député RPR de Paris, écrivait notamment : « Qu'est-ce que ce pouvoir qui, drapé dans les oripeaux des droits de l'Homme, déconsidère la République par des pratiques banales ? », et demandait que « les ministres impliqués démissionnent ».

Les Nominations. — Le conseil des ministres a nommé, mercredi 25 juillet, M. Roger Dumecq, actuellement administrateur supérieur des Îles Wallis et Futuna, délégué interministériel à la coopération régionale pour la région caraïbe et la Guyane. Il a également nommé M. Pierre-Henri Gourgeon, ingénieur en chef de l'armement, directeur général de l'aviation civile.

### Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans le jour-née ses fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gares-du-Nord. Tél. 48-97-18.